

DANS LA MEME COLLECTION

- | | |
|-------------------------|--|
| P. Nenni | <i>La guerre d'Espagne.</i> |
| F. Fanon | <i>L'An V de la Révolution algérienne.</i> |
| G. Suffert | <i>Les catholiques et la gauche.</i> |
| J. Baby | <i>Critique de base.</i> |
| M. Maschino | <i>Le Refus.</i> |
| P. Nizan | <i>Aden Arabie,</i>
préface de J.-P. Sartre. |
| G. Boffa | <i>Le grand tournant.</i> |
| R. Barrat | <i>Officiers en Algérie.</i> |
| P. Nenni | <i>Vingt ans de fascisme.</i> |
| | <i>Le droit à l'insoumission.</i> |
| J. Vergès | <i>Défense politique.</i> |
| A. Mandouze | <i>La Révolution algérienne par les textes.</i> |
| M. Péju | <i>Le procès du réseau Jeanson.</i> |
| M. Maschino | <i>L'Engagement.</i> |
| A. R. Abdel Kader | <i>Le conflit judéo-arabe.</i> |
| P. Togliatti | <i>Le parti communiste italien.</i> |
| P. Péju | <i>Les harkis à Paris.</i> |
| J. Grignon-Dumoulin | <i>Fidel Castro parle...</i> |
| G.-M. Mattéi | <i>Disponibles.</i> |
| F. Fanon | <i>Les damnés de la terre,</i>
préface de J.-P. Sartre. |
| | <i>Ratonnades à Paris.</i> |
| E. Copfermann | <i>La génération des blousons noirs,</i>
préface de Cl. Bourdet. |
| E. Che' Guevara | <i>La guerre de guérilla.</i> |
| M. Merlier | <i>Le Congo,</i>
<i>de la colonisation belge à l'indépendance.</i> |
| Serge Moureaux | <i>Les accords d'Evian et l'avenir de la</i>
<i>Révolution algérienne.</i> |
| G. Boffa | <i>Les étapes de la Révolution russe.</i> |
| Cercle Taleb-Moumié | <i>Fidel Castro ou Tshombé ?</i> |
| R. Paris | <i>Histoire du fascisme en Italie :</i>
<i>I. — Des origines à la prise du pouvoir.</i> |
| A. L. Morton et G. Tate | <i>Histoire du mouvement ouvrier anglais.</i> |
| P. Kessel et G. Pirelli | <i>Le peuple algérien et la guerre.</i> |

perry anderson

le portugal
et la fin
de l'ultra-colonialisme
traduit de l'anglais par fanchita gonzalez

FRANÇOIS MASPERO
21, rue du Cardinal-Lemoine V^e
PARIS
1963

Il a été tiré de ce volume
200 exemplaires réservés aux abonnés
et marqués « exemplaire d'abonné »

Introduction



Le temps de l'Empire portugais touche visiblement à sa fin. Il paraît opportun d'étudier, maintenant que ses jours sont comptés, l'histoire et la structure de cet empire, d'abord parce qu'elles sont intéressantes en soi, ensuite parce qu'elles sont importantes pour l'histoire générale de l'impérialisme. Il existe déjà d'excellents ouvrages de documentation sur l'Empire portugais passé et présent, et sans aucun doute il y en aura d'autres. L'étude qui suit vise plutôt à proposer un modèle théorique qui puisse intégrer les diverses données en un tout cohérent et significatif. Elle commence, nécessairement, par une très brève présentation du Portugal contemporain, en ce qu'il détermine ses colonies. Vient ensuite un résumé de l'histoire de l'Empire, puis une analyse des structures de l'impérialisme portugais tel qu'il existe aujourd'hui. La dernière partie concerne l'insurrection angolaise.

L'économie portugaise.

Situé sur la côte Ouest de la péninsule ibérique, le Portugal s'étend sur environ 595 km. du Nord au Sud et 170 km. d'Est en Ouest. Le Nord est montagneux ; le centre et le Sud se composent presque exclusivement de hauts plateaux qui sont le prolongement de la Meseta centrale espagnole jusqu'à l'Atlantique. Le climat est méditerranéen. Il y pleut 72 cm. par an et la température moyenne varie entre 20 et 10°. La population (1960) est de 9.100.000 habitants. La distribution de la population active est la suivante :

Agriculture, économie forestière, pêche	1.569.000
Manufactures.	592.000
Services divers	489.000
Commerce et Assurances	227.000
Bâtiment et Travaux Publics	155.000
Fonctionnaires.	115.000
Transports.	107.000
Mines.	25.000
Services Publics	10.000
Divers.	6.000
TOTAL.	3.186.000

dont 725.000 femmes (recensement de 1950) (1).

Le secteur primaire (agriculture, pêche, forêts) absorbe donc 50 % environ de la main-d'œuvre du Portugal. L'industrie n'en occupe que 24 %. Le secteur tertiaire emploie le reste, soit 26 %. Cette distribution est unique en Europe occidentale. Le seul autre pays où la population active est distribuée d'une façon semblable est l'Espagne, dont le secteur industriel est, néanmoins, beaucoup plus important. Une comparaison s'impose avec les deux autres petites puissances coloniales, la Belgique et la Hollande. En 1957, la Belgique, avec une population presque exactement égale à celle du Portugal (9.000.000), avait un secteur agricole de 11 %, un secteur industriel de 49 % et un secteur tertiaire de 37 %. En Hollande, en 1957, les statistiques donnaient un tableau encore plus évolué : 19 %, 30 %, 41 %. L'économie portugaise apparaissait, par contraste, comme arriérée à l'extrême.

Les défauts de cette économie deviennent encore plus aigus si l'on entre dans le détail. L'agriculture occupe le gros de la population active, mais il s'agit d'agriculture fermière dont le niveau technique est si bas qu'elle n'entre que pour 1/4 dans la production nationale. Le sol y est particulièrement pauvre, il manque de phosphates et de potasse. Les engrais sont utilisés suivant des techniques rudimentaires — on estime que la production pourrait augmenter d'au moins 50 % si la fertilisation était faite de façon convenable. La mécanisation est insignifiante (il y avait, en 1958, 6.000 tracteurs dans tout le Portugal). L'érosion, due à des chutes de pluies imprévisibles et au manque de protection préventive des sols, est généralisée. Finalement, malgré la place prépondérante qu'occupe l'agriculture dans la vie nationale, le Portugal est perpe-

(1) Données statistiques : *Anuario Estatístico 1958*, Nations Unies, O.E.C.E., Economist Intelligence Unit.

tuellement déficitaire en céréales : 150.000 tonnes de céréales par an ont été importées de 1953 à 1955. En 1960, la valeur des importations s'élevait à 227 millions d'escudos pour le blé seulement.

Il n'y a presque pas d'industrie lourde. Les gisements de charbon et de fer sont relativement pauvres : 490.000 tonnes de charbon en 1960 et 280.000 tonnes de minerai de fer. Il y a maintenant une aciérie à Seixal, près de Lisbonne, dont la capacité initiale est de 200.000 tonnes par an et qui doit arriver à produire 500.000 tonnes ; mais étant donné que la demande n'augmente que lentement, elle ne sert guère qu'à maintenir le volume des importations d'acier au niveau actuel. La production électrique a augmenté au cours des dernières années et elle atteignait en 1960 3.250 millions de kilowatts ; elle reste la plus faible production par habitant pour l'Europe de l'Ouest. La consommation totale d'énergie était, en 1959, de 355 kilogs (en équivalence ; les estimations de l'O.E.C.E. la placent à 15 environ par rapport à l'indice moyen de 100). Des pays sous-développés, tels que Panama (478 kilogs), le Liban (567 kilogs) ou la Fédération de Malaisie (558 kilogs) consomment davantage.

Les textiles dominent l'industrie légère. Ils emploient un tiers de la main-d'œuvre des usines et représentent 1/5^e de tous les bénéfices d'exportation. Cette industrie est fondée sur une base assez artificielle, étant donné qu'elle dépend de prix artificiellement bas du coton dans les colonies, et de marchés sévèrement protégés dans ces mêmes territoires : en 1960, 82,7 % des importations portugaises de coton brut provenaient de ses colonies, et 35,8 % de ses textiles de coton étaient exportés vers les mêmes pays. Sans cet équilibre entre l'offre et la demande, maintenu par des mesures administratives, l'industrie textile portugaise, inefficace et incapable de concurrencer celle des autres pays, disparaîtrait rapidement. Le liège, dont le Portugal est le premier producteur mondial, constitue la seconde industrie d'exportation (1/6^e des bénéfices d'exportation en 1960). Mais la moitié environ de ces bénéfices provient du liège brut qui est sujet, comme toutes les matières premières, à des fluctuations considérables sur le marché mondial, et connaît actuellement une production excédentaire. Viennent ensuite les poissonneries (sardines essentiellement) et le vin. En 1960 les exportations se répartissaient ainsi :

EXPORTATIONS

	en millions d'escudos
Textiles	1.980
Liège	1.468
manufacturé	772
non manufacturé.	696
Conserves de poissons	1.057
Vins.	687
Bois de construction brut et manufacturé	465
Résine et sous-produits	420
Wolfram	106
Huile d'olive	82
	<hr/>
	6.265
	<hr/>
TOTAL des exportations.	9.354

De petites industries produisent les articles de cuir, les ustensiles de métal, les produits chimiques, le savon, le papier, le verre, les faïences, les appareils électriques et les produits pharmaceutiques nécessaires à la consommation locale.

Les importations essentielles sont les produits de l'industrie lourde (machines, acier fini), denrées non périssables classiques (automobiles, postes de radio, machines à coudre), produits alimentaires (céréales, sucre, pommes de terre, morue) et combustibles (pétrole, charbon).

IMPORTATIONS

	(en millions d'escudos)
	1960
	—
Machines industrielles	1.425
Fer et acier	1.403
Coton brut	1.041
Véhicules.	882
Pétrole brut	820
Produits raffinés du pétrole	525
Fibres synthétiques	301
Céréales	226
Bateaux	222
Produits du fer et de l'acier	200
Postes de radio et télévision	187
Antibiotiques et médicaments	251
Plastiques.	235
	<hr/>
TOTAL importations	7.902
	<hr/>
TOTAL importations	15.636

Le schéma classique de l'absorption par les colonies des matières premières ré-exportées sous forme de pro-

duits manufacturés n'existe pas ici, sauf pour le coton. La balance est diamétralement opposée : exportations de produits presque bruts (liège, vin, etc., ne requérant qu'un minimum d'intervention technique), importations de produits manufacturés. Cette distribution est à l'opposé de celle d'une économie impérialiste.

Une agriculture essentiellement consacrée aux besoins internes, une industrie de biens de production insignifiante, un secteur de consommation extrêmement limité, des exportations dépendant en majorité de produits primaires manufacturés : l'économie du Portugal, puissance impériale, est celle d'un pays sous-développé. Elle a pour corollaire un niveau de vie qui est le plus bas de l'Europe de l'Ouest et l'un des plus bas du monde : 210 dollars par an, moins que la Grèce ou le Mexique.

La société portugaise.

Les structures sociales reflètent et aggravent le retard de l'économie. Plus des deux tiers de la population vit dans des communautés groupant moins de 2.000 personnes. Les paysans constituent ainsi la classe la plus nombreuse. Cette classe subit l'oppression contradictoire de deux régimes de propriété foncière. Le Sud est dominé par les grandes latifundia d'une aristocratie féodale ; le Nord par des myriades de petits propriétaires paysans. Il y a peu de pays dans le monde où la disproportion des richesses soit telle. 90 % des fermes du Nord sont des terrains minuscules où les cultures couvrent en moyenne un hectare. Dans le Sud, la taille moyenne est 2.500 fois plus grande — 2.500 hectares. 94,9 % de toutes les fermes portugaises ont moins de 10 hectares : 0,3 % ont plus de 200 hectares. Les premières ne représentent pourtant que 28,7 % de toutes les terres cultivées — les secondes 39 %.

Dans le Nord, au bout de générations d'héritages divisés, les innombrables petites propriétés deviennent de plus en plus réduites et de moins en moins viables. Malgré ce système, les propriétaires terriens continuent d'exister : un observateur rapportait récemment qu'il est courant, pour une ferme de 2 hectares, d'appartenir à quinze propriétaires différents. Les immenses latifundia du Sud sont consacrées à la culture extensive et à l'élevage. Dans le Nord, le petit paysan propriétaire n'a pas

de capital pour améliorer son rapport. Dans le Sud, les latifundiaires absentéistes, comme dans presque toute l'Amérique du Sud, se contentent de l'accumulation de leurs bénéfices et n'investissent pas pour élever la productivité. Il en résulte un chômage chronique dans les campagnes et un déficit dans les céréales.

Le salaire moyen des travailleurs agricoles est de 3,75 F par jour pour les hommes et de 2,10 F pour les femmes. La classe ouvrière des villes est plus aisée. Le salaire moyen est de 4,45 F par jour — environ 27,30 F par semaine. Il n'est pas question de se mettre en grève pour une augmentation de salaire, des horaires plus courts ou de meilleures conditions de travail. Les syndicats sont illégaux. A cause de la stagnation de l'économie et du niveau très bas des prix (monopoles, secteurs administratifs et commerciaux gonflés), les salaires réels ont diminué du tiers entre 1939 et 1958. La consommation de viande par habitant est le quart de ce qu'elle est en France, c'est-à-dire à peine supérieure à celle de l'Égypte. La consommation de sucre avoisine celle de Ceylan et du Pakistan. Le nombre de calories consommées (2.410) est moindre que dans des pays sous-développés comme la Grèce, le Paraguay ou l'Égypte.

Les conditions d'habitation suivent celles de l'alimentation : de sources officielles portugaises, on apprend que 11.000 familles à Lisbonne seulement (population totale : 790.000 habitants) vivent dans des logements qui ne sont pas faits pour des êtres humains. En 1950, 14,5 % seulement de toutes les maisons portugaises avaient l'eau courante (34,2 % en Espagne, 28,7 % en Grèce) ; 19,5 % seulement avaient l'électricité (Espagne 80 %) et 7,8 % une salle de bain. La santé se ressent obligatoirement des conditions d'habitation et d'alimentation. La mortalité infantile est la plus forte d'Europe (88,6 pour 1.000), plus forte que dans certains territoires coloniaux et ex-coloniaux (67,5 % au Sénégal). La tuberculose est plus répandue que dans aucun autre pays d'Europe (51 cas mortels pour une population de 100.000). Le Portugal n'a que depuis 1958 un véritable ministère de la Santé. L'instruction n'est pas mieux partagée : 40,4 % de la population ayant plus de 7 ans est illettrée : ce pourcentage constitue la plus grande des condamnations.

Les chiffres de l'émigration sont également une condamnation du système. Entre 1954 et 1957, l'émigration moyenne était de 31.760 personnes par an (65 % environ vers le Brésil et le Vénézuéla), soit un tiers de l'augmentation nette de population pendant la même période.

Les seigneurs de cette misère sont une petite oligarchie compacte de familles qui dominent entièrement l'économie par le jeu d'un réseau de contrôles complémentaires personnels et institutionnels. D'une part, une série de dictatures entrelacées lie les banques, les industries et les organismes d'assurances. D'autre part, un réseau de cartels coiffe étroitement l'ensemble de l'économie et s'assure ainsi des profits de monopole. Ces structures soulignent le retard du Portugal en tant que métropole coloniale. Elles montrent des analogies frappantes avec l'Égypte d'avant-guerre, où une élite traditionnelle, fermée, dont les membres se mariaient entre eux, dominait l'économie grâce à ses positions-clefs dans le système de banque et les finances, entravant la croissance économique par la spéculation financière et foncière. L'archétype des cartels portugais, la Companhia União Fabril (C.U.F.) occupe une position comparable à celle du célèbre groupe Misr de l'Égypte de l'ancien régime. La C.U.F. a le monopole de toute l'industrie métallurgique portugaise. Elle contrôle la plupart des organismes portuaires et des entreprises maritimes ; elle a la majorité des actions dans les compagnies d'exportation et les entreprises coloniales. Par l'intermédiaire de l'entreprise subsidiaire Gouveia, la C.U.F. est pratiquement le maître de la Guinée portugaise : elle a le monopole de tout le commerce de gros et de détail, du riz et des cacahuètes et de tous les transports. Au Portugal même, les médicaments, le ciment, le tabac, l'étain, la cellulose, les transports aériens, l'industrie électrique, le système des banques, le savon, la bière, les allumettes, le bétail sur pied, le cinéma, le logement et les assurances lui sont subordonnés.

Par ailleurs, la pénétration du capital étranger, surtout britannique, est probablement plus importante au Portugal que dans tout autre pays d'Europe. Le centre industriel et commercial d'Oporto est dominé par des familles anglo-écossaises qui y vivent depuis des générations : Clarkes, Coutts, Sandeman, de la Fosse. La Compagnie de Téléphone Anglo-Portugaise a le monopole du système téléphonique du pays. Les services urbains d'autobus et les trains sont tous propriété britannique. La *Bank of London and South America* assure une forte représentation bancaire. La moitié des compagnies d'assurances environ est propriété étrangère (40 sur 86 en 1953), là encore essentiellement britannique : 26 entreprises britanniques, 6 françaises, 4 espagnoles, 2 suisses, 1 allemande et 1 italienne. Les Anglais ont de gros intérêts dans la

construction navale et les appareils électriques (English Electric), les Allemands dans les produits pharmaceutiques (Meyer) et la construction mécanique (Mannesman, Krupp). Les Etats-Unis ont un monopole sur le marché du liège.

Régime politique.

Conséquence logique de l'archaïsme économique, de l'exploitation effrénée et de l'omniprésence du capital étranger, le régime politique est celui de la violence permanente. Seule une puissante machine de répression peut conserver en place des structures aussi intolérables. C'est précisément la fonction de la dictature de Salazar. Née en 1926 d'une rébellion militaire, elle fut, comme ses homologues espagnole et latino-américaines, la création d'une alliance militaire et ecclésiastique. Les bénéficiaires du régime sont les propriétaires féodaux des latifundia et l'oligarchie qui contrôle les cartels. L'Eglise et l'armée sont les formations institutionnelles de ces groupes. Le caractère social du régime Salazar est donc sans ambiguïté, mais il ne s'identifie pas simplement à sa classe d'origine et à ses bénéficiaires naturels. Au cours de ses trente-cinq années d'existence, l'appareil politique du salazarisme est parvenu, par un processus sociologique désormais classique, à se libérer dans une certaine mesure de sa base sociale, en obtenant une marge d'autonomie vis-à-vis des groupes qui l'ont porté au pouvoir et dont il sert, dans la pratique, les intérêts. Il a constitué une armature paramilitaire et idéologique puissante. Il existe au moins cinq organismes politiques et policiers armés : la police secrète (P.I.D.E.), la police urbaine (P.S.P.), la garde républicaine (G.N.R.) et la *Legião Portuguesa*, groupe de choc et de surveillance composé de volontaires à chemise verte. Il existe également une police fiscale armée (*Guardia Fiscal*). La *Legião* groupe environ 87.000 membres et constitue une force de réserve militaire et politique importante pour le régime. La G.N.R. avait 7.675 hommes en 1958 ; elle est en mesure de déployer instantanément des unités dûment armées et motorisées en cas de grèves ou de manifestations. Parallèlement à ces organismes, il existe l'organisation civile, l'*União Nacional*, le parti politique du Portugal. Fondée en 1930, elle n'a jamais été d'un grand poids dans le groupe

des puissances du régime et son activité se limite aujourd'hui à un rôle idéologique et publicitaire.

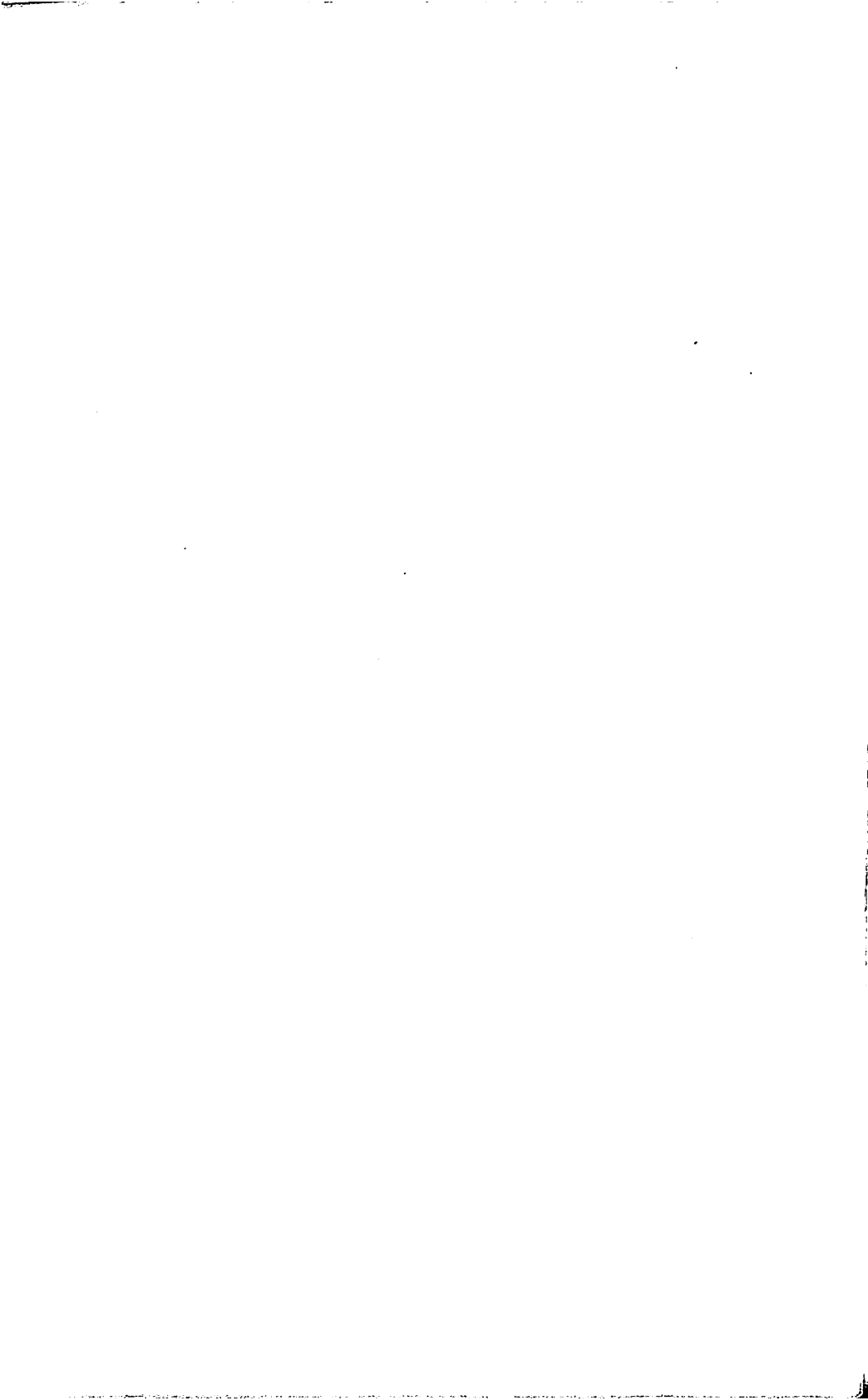
On qualifie communément le régime portugais de fasciste, et l'appareil de répression et d'exploitation dont nous venons de donner les grandes lignes justifie effectivement cette classification. L'idéologie du salazarisme — le corporatisme — donne à ce terme une référence historique précise. Le corporatisme conçoit la nation comme l'ensemble de groupes dont les intérêts sont en conflit, entre lesquels l'Etat doit jouer le rôle d'arbitre en organisant tous les groupes en corporations et en servant entre eux de médiateur impartial. Les patrons se groupent en « gremios », les travailleurs en « sindicatos ». Le pouvoir législatif est confié à une Assemblée Nationale (L'União Nacional en tient les 120 sièges, élus suivant un système de suffrage sévèrement restrictif) et une Assemblée Corporative, représentant les diverses corporations.

Le corporatisme était, en effet, l'idéologie officielle du parti fasciste italien, et le régime de Salazar, qui l'imita au Portugal, se définit bien ainsi en tant que fasciste au sens le plus pur du terme. Il demeure en même temps au Portugal une idéologie assez peu populaire : le régime n'a jamais essayé sérieusement de répandre systématiquement cette théorie, ni même d'en faire l'exposé. Le corporatisme au Portugal est une idéologie larvée dont l'importance politique est minime. Ceci est dû, sans aucun doute, au rôle du catholicisme au Portugal. Le fascisme est une *opération d'urgence* : une tentative dernière et désespérée de prolonger ou de ressusciter par la force un ordre social qui a autrefois fonctionné comme naturellement et « automatiquement », sans l'intervention ouverte de la violence, mais qui est désormais irrémédiablement brisé. La complexité de l'idéologie qu'il élabore est directement proportionnelle à l'affaiblissement ou au déclin des points d'autorité traditionnels. Au Portugal, qui n'a connu ni la Réforme ni la Révolution Industrielle, le Catholicisme a une puissance incontestée, plus grande que dans tout autre pays d'Europe, même en Espagne. Une idéologie fasciste élaborée est donc superflue. En Italie, l'influence et le pouvoir de l'Eglise, quoique toujours très grands, étaient néanmoins fortement contestés et discrédités vers 1920 : le fascisme en Italie n'en fut que plus « idéologique ». Dans la tourmente des années 30 en Allemagne, où toute autorité traditionnelle s'était effondrée, le fascisme prit une forme idéologique extrêmement arti-

culée et systématique. Ce qui vaut pour les théories politiques vaut probablement aussi pour les appareils politiques. Le rôle de façade de l'União Nacional, la position décentrée de la *Legião Portuguesa* sont la contrepartie du rôle prépondérant de l'Armée au Portugal ; tout comme l'importance des positions relatives de la Phalange, des partis Fasciste ou Nazi a évolué en fonction inverse du rôle de l'Armée en Espagne, en Italie et en Allemagne. En 1958 un ministre sur trois était militaire (y compris dans les ministères capitaux de l'intérieur et des territoires d'outre-mer). Le président de la République est toujours un général. Les dépenses militaires absorbaient, en 1960, 1/5^e du budget (2219,4 millions d'escudos sur un total de 10.449 millions d'escudos), et l'on prévoyait qu'il absorberait plus du quart en 1961, estimation faite bien avant l'insurrection en Angola. Le recrutement de l'élite du corps des officiers est explicite : un « citoyen » portugais noir ne peut pas devenir officier ; un officier ne peut pas épouser une femme qui n'a pas un diplôme universitaire ou une dot de 2.000 F ; tous les officiers doivent se marier à l'église.

Le régime de Salazar a pu utiliser largement les institutions traditionnelles comme appareil de coercition et de mystification. Il a également créé ses propres structures indépendantes, notamment dans la répression policière, et il jouit d'une autonomie limitée mais précise vis-à-vis des institutions qui le soutiennent et des catégories sociales qu'elles représentent. (Ceci est d'une importance politique immédiate, comme nous le verrons plus loin). En résumé : le Portugal, troisième grande puissance impériale du monde, est un pays sous-développé. Une infrastructure presque essentiellement pré-industrielle, un régime féodal de la propriété, souveraineté de l'armée, fascisme engourdi ; tel est le complexe métropolitain qui détermine le système spécifique de la domination portugaise outre-mer : l'ultra-colonialisme — c'est-à-dire à la fois le mode le plus *primitif* et le plus *extrême* du colonialisme. C'est en fonction de ces deux éléments que l'on peut analyser l'empire portugais.

***Histoire de
la colonisation portugaise :
Une "colonisation réflexe"***



1.

La colonisation en Asie

Il faut considérer l'anomalie de l'impérialisme portugais dans le contexte de son histoire. Comment le Portugal en est-il arrivé à posséder de vastes colonies africaines ? Leur origine se situe au tout début de l'expansion européenne outre-mer au xv^e siècle.

Le Portugal, favorisé par sa position géographique au bord de l'Océan Atlantique et tout près de l'extrémité Ouest de l'Afrique du Nord, a commencé au début du xv^e siècle à envoyer des bateaux vers le Sud longer la côte atlantique de l'Afrique. Le Cap Bojador fut doublé en 1434, le Sénégal fut atteint en 1444 et les îles du Cap Vert furent colonisées en 1456. En 1485, Diego Cão découvrit l'embouchure du Congo. En 1487, Dias poursuivit son voyage au delà du Cap de Bonne-Espérance. Et en 1498 de Gama débarqua aux Indes.

Que représentait cette expansion sur le plan économique ? Il faut distinguer deux phases. Pendant la première moitié du siècle, les expéditions portugaises en Afrique occidentale avaient d'abord pour but l'acquisition de l'or de Guinée. Des caravelles portaient du Portugal chargées d'objets d'étain et de cuivre, de tissus, de colifichets, de corail — et plus tard de perles sur la côte orientale d'Afrique — qu'elles échangeaient contre de l'or et des esclaves. L'or ainsi accumulé contribua probablement à remplacer l'or du Soudan, de plus en plus rare, qui avait jusqu'en 1440 environ comblé le déficit du commerce européen dans le Levant.

Après l'arrivée de Vasco de Gama aux Indes, la base même de l'expansion commerciale portugaise changea. Le but était désormais les épices (poivre, muscade, cannelle, girofle), et non plus l'or. L'accès direct aux Indes permit au Portugais d'éliminer les intermédiaires arabes et levantins, qui avaient jusqu'alors contrôlé le marché d'exportation européen du Caire à Alexandrie.

Au début, les bénéfices du commerce des épices furent fabuleux. Le chargement de poivre que fit de Gama (qui n'était pourtant pas très important) paya soixante fois le prix de son voyage. Les épices étaient achetées avec de l'or guinéen et de l'argent allemand ; elles étaient vendues en Europe pour de l'argent allemand. Après les premiers voyages, le prix du poivre tomba en Europe, mais se stabilisa par la suite à 30 cruzados le quintal, tandis que son prix d'achat aux Indes restait à 2 cruzados environ. Venise, ancien entrepôt du commerce des épices en Europe, connut une crise grave et s'allia aux commerçants arabes de la Mer Rouge pour essayer d'écarter par la force les Portugais de leurs chasses aux Indes. Mais en 1509, une flotte composée de navires vénitiens, arabes et indiens fut détruite par Almeida au large de Diu et les Portugais s'assurèrent le contrôle du commerce maritime du Moyen-Orient.

Ce fut le début d'une expansion rapide. Goa fut conquis en 1510 et domina bientôt la côte indienne. Malacca, dans le détroit de Malaisie, fut conquis en 1511 et la région la plus riche en épices, les îles indonésiennes d'Amboina, Ternate et Tidore, en 1514. En 1515, ce fut le tour d'Ormuz, dans le Golfe Persique. En 1519, ce fut Colombo. Au milieu du *xvi*^e siècle, les Portugais contrôlaient tout l'Océan Indien de l'Afrique Orientale à l'Indonésie et du Golfe Persique à la Birmanie. La structure de cet empire était absolument originale. Elle consistait simplement en un grand arc de bases navales s'étendant à d'immenses intervalles autour de l'Océan Indien : Sofala, Mozambique et Monbasa en Afrique orientale ; Ormuz et Muscat dans le Golfe Persique ; Diu, Damao, Bassein, Chaul, Goa, Cochin aux Indes ; Colombo à Ceylan, Malacca dans le détroit de Malaisie ; Amboina, Ternate, Tidore et Solor en Indonésie (par la suite, Macao étendit la pénétration portugaise au sud de la Mer de Chine). Ces bases commandaient à la fois les sources de produits (Indonésie, Ceylan) et les routes maritimes et assuraient efficacement la domination commerciale du Portugal sur tout l'océan.

Le Portugal reçut des richesses immenses et sans précédent. Albuquerque estimait à 1 million de cruzados les seuls bénéfices de la Couronne. Lisbonne devint la ville la plus riche d'Europe. Au cours de la première moitié du *xvi*^e siècle, le Portugal connut le comble de l'opulence impériale qui marqua le zénith de la première vague d'expansion européenne outre-mer.

L'Empire portugais du xvi^e siècle était la création d'un type particulier d'impérialisme, un impérialisme d'échange. Il était fondé sur le troc ou l'achat d'un type (généralement matière première) de marchandise en échange d'un autre. Poivre de la côte de Malabar, cannelle de Ceylan, clous de girofle, macis et noix de muscade des îles d'Indonésie étaient initialement achetés sur la côte indienne, principalement avec de l'argent allemand des mines d'Augsbourg. L'accumulation du capital provenait de l'apport de l'or guinéen du début du xv^e siècle ; il fut alors réinvesti dans les expéditions d'épices, produisant un rapport accru dans des proportions énormes. Quand l'emprise portugaise sur les littoraux de l'Océan Indien s'étendit, plusieurs régions productrices d'épices tombèrent sous leur contrôle, et les envois purent se faire directement vers le Portugal. Finalement, lorsque la suprématie navale se trouva fermement assurée, les Portugais firent des bénéfices de plus en plus grands sur le commerce entre les ports d'Asie qu'ils contrôlaient grâce à un système de permis ; les commerçants locaux négociant sans permis étaient passibles d'arrestation et de confiscation des biens. De cette façon, une grande partie des épices se payait en tissus de Coromandel de la côte indienne : on transportait d'un entrepôt oriental à l'autre, sur une distance relativement courte et sans danger, des chevaux arabes, de l'or et de l'ivoire africains, des lingots d'or et d'argent chinois et japonais : d'Ormuz à Goa, de Cochin à Colombo, de Macao à Nagasaki, etc. En fin de compte, la plus grande partie des revenus portugais en Orient provenait de ce transport de fret, mais ils restaient pour la plupart en Orient tandis que les navires qui retournaient à Lisbonne étaient surtout chargés d'épices, de soies et de textiles.

Le commerce oriental portugais relevait de l'impérialisme autant que de l'échange, en ce sens qu'il reposait sur l'usage de moyens techniques supérieurs d'oppression (bombardement de Calicut, incendie de Mombasa, prise de Socotra, pillage de Goa, etc.). Les raisons des succès portugais dans l'Océan Indien pendant le xvi^e siècle font l'objet de nombreuses controverses. La position du Portugal dans la géopolitique européenne à l'époque et la situation des divers Empires auxquels se heurtèrent les Portugais lorsqu'ils encerclèrent l'Afrique à la fin du xv^e siècle sont des facteurs très importants. Outre l'avantage purement géographique de sa position en longueur sur la côte atlantique, le Portugal avait celui d'être relativement isolé de la lutte pour le pouvoir politique

en Europe, le second découlant du premier. Il pouvait ainsi se consacrer entièrement à l'expansion outre-mer, ce que ne pouvait faire aucun autre pays d'Europe. Par ailleurs, aucun des grands Etats auxquels se heurta l'expansion portugaise dans l'Océan Indien n'était à l'époque très fort politiquement. L'empire du Mameluk en Egypte était sur le point de succomber aux Turcs Ottomans. Le Sud de l'Inde était dominé par cinq sultanats musulmans et par le royaume hindou de Vijayanagar, souvent en guerre les uns contre les autres ; l'empire javanais de Madjapahit déclinait ; la Chine Ming traversait une phase isolationniste ; le Japon était dans l'anarchie. Ainsi, lorsque les Portugais apparurent dans l'Océan Indien et même plus loin, ils ne trouvèrent guère de flotte armée capable de leur résister.

Le niveau général de culture des Empires orientaux était au moins aussi avancé que celui de l'agresseur portugais, sinon plus. C'était le cas même pour les petits Etats arabes de la côte orientale d'Afrique : comme le dit Duffy : « Incontestablement, c'était un monde dont la culture matérielle était comparable sinon supérieure à celle du Portugal en 1500. » (1). Le succès des Portugais ne fut pas dû non plus à une supériorité navale ; les pilotes et les instruments de navigation employés dans les échanges entre l'Inde et l'Afrique étaient aussi bons que ceux des Portugais. Les jonques de guerre chinoises et indonésiennes étaient plus redoutables que les navires de guerre portugais. C'est dans l'artillerie que résida la supériorité décisive. Les Chinois connaissaient le canon depuis des siècles, mais les leurs étaient impuissants, comparés aux modèles européens. Le reste de l'artillerie orientale était encore moins efficace. La souveraineté portugaise en Orient se fonda, en fin de compte, sur une puissance de feu plus grande.

L'évolution logique de cette expansion fut de dépasser le contrôle de l'échange pour atteindre celui de l'extraction proprement dite. La transition d'un stade à l'autre impliqua l'utilisation plus systématique de la violence : au lieu d'installer des fabriques et des forts sur un littoral, il s'agissait de conquérir de larges étendues à l'intérieur des terres. En s'emparant des îles aux épices, les Portugais avaient déjà franchi cette étape au XVI^e siècle, mais les épices sont des cultures tellement concentrées (au XVIII^e siècle, la totalité de la récolte de clou de

(1) James Duffy, *Portuguese Africa*, Cambridge, 1959.

girofle du monde se faisait dans l'île d'Amboina, du fait des mesures restrictives des Hollandais) que les conséquences normales du changement ne furent jamais sensibles dans l'Empire asiatique portugais.

De grands administrateurs (Almeida, Real) résistèrent à toute tendance à étendre vers l'intérieur les enclaves portugaises : V. de Gama conseilla même d'abandonner Ormuz, Malacca et toutes les places fortes de l'Inde, à l'exception de Goa et de Cochîn.

La différence la plus importante entre ces types d'impérialisme et l'impérialisme transformateur du XIX^e siècle est évidente. Ce dernier exploita ses possessions coloniales pour obtenir des matières premières et un marché de consommation pour les produits de la métropole, souvent manufacturés à partir des matières premières de ces mêmes possessions. Les autres mettaient simplement en œuvre un système d'échanges avantageux de matières premières, ou, dans le meilleur des cas, contrôlaient leur extraction.

La différence fondamentale réside dans le rôle de la technique dans chacune des catégories d'impérialisme. Dans l'impérialisme du XIX^e siècle, la supériorité technique se retrouve partout. Structurant et définissant tous les aspects de la réalité coloniale, elle est à la fois le moteur et la signification de la totalité des rapports économiques et sociaux en cause. Par contre, dans le type le plus ancien d'impérialisme, la supériorité technique se borne à la possibilité d'utiliser la violence d'une façon essentiellement *extérieure*, sans changer ni faire progresser les processus strictement *économiques*.

La différence est soulignée par la répercussion sur le Portugal même de la vague d'expansion commerciale du début du XVI^e siècle. Tandis que les revenus faisaient un bond prodigieux en Orient, l'économie métropolitaine stagnait et déclinait. Suivant la formule du manuel d'histoire : « Ils (les Portugais) ne produisaient rien chez eux, ni dans l'agriculture ni dans l'industrie ; dans ce qui paraissait un carnaval perpétuel, la nation mendiait son pain. Le Roi demanda aux Flandres de lui envoyer des bateaux de blé. Après la famine de 1503-1504 vint la peste de 1505. L'immense richesse de Lisbonne se révéla inutile. En 1521, la famine fut telle que les pauvres de Lisbonne, qui erraient en bandes dans les rues, mouraient de faim et restaient sur place sans sépulture. Les céréales continuaient à venir de l'extérieur ; le Portugal commença à importer du blé et de l'orge de France et d'Afrique du

Nord ainsi que des Flandres.» (1). Il fallait acheter à l'étranger de la viande salée, du fromage, du beurre et du poisson. Des produits manufacturés élémentaires, tels que les tissus, les objets en métal et les meubles étaient importés. Les dettes envers les Flandres s'élevèrent tellement qu'en 1543 le taux d'intérêt à Anvers atteignait 50 %. En 1544, la dette royale s'élevait à 2.000.000 de cruzados ; en 1552 à 3.000.000 ; en 1560 elle était tellement considérable que les créanciers renoncèrent à tout intérêt. On importait des esclaves de la côte de Guinée pour servir de main-d'œuvre tandis que les Portugais émigraient vers l'Ouest de l'Espagne pour trouver un emploi. Des pogromes éclatèrent contre la population juive. En 1538 des lois somptuaires, phénomène classique de l'inflation et de l'extrême désintégration sociale, firent leur apparition.

Des observateurs étrangers contemporains insistaient sur le fait que l'empire des épices avait découragé l'industrie et l'agriculture nationales. Ils expliquaient ce phénomène par l'attrait magnétique qu'il exerçait sur les hommes, les pertes considérables qu'il occasionnait (il arrivait souvent que 50 % des membres d'un équipage meure de maladie ; et à mesure que les galions se chargeaient davantage, les naufrages se multipliaient), et par l'influence déplorable de cette atmosphère d'argent vite gagné. Il est possible que le déclin économique du Portugal pendant cette période ait été exagéré à des fins moralistes. Mais le fait central demeure : la première phase de l'expansion portugaise outre-mer était fondée sur une économie métropolitaine visiblement *fainéante*.

(1) J. B. Trend, *Portugal*, Londres, 1957.

La colonisation en Amérique

Vers le milieu du **xvi^e** siècle, des plantations de canne à sucre apparurent dans les établissements portugais clairsemés du Nord-Est du Brésil. La production s'accrut et à la fin du siècle elle comptait déjà beaucoup dans l'économie nationale. De 1580 à 1640, le Portugal fut incorporé au royaume d'Espagne et entraîné ainsi dans la guerre contre l'Angleterre et la Hollande. Presque immédiatement, les Hollandais attaquèrent les positions portugaises en Orient. En 1602 fut fondée la Compagnie Hollandaise de l'Inde Orientale; Amboina fut prise en 1605, Ternate et Tidor en 1607, Ormuz en 1622. Le Portugal fut expulsé du Japon en 1639, il perdit Malacca en 1641, Ceylan et la côte de Malabar entre 1655 et 1663 qui apporta enfin la paix.

Au début du **xvii^e** siècle, l'Empire des épices était perdu. Pendant cette période critique, le sucre du Brésil sauva la prospérité portugaise et préserva ses structures qui restèrent presque intactes. En 1612, sur les onze capitaineries instituées au Brésil, huit exportaient un total de 7.000 à 8.500 tonnes de sucre par an. La valeur de cette récolte était considérable : en 1627 déjà on l'estimait à 400.000 cruzados par an. La base de l'empire portugais n'était pas seulement passée d'un produit primaire à un autre. Dans les deux cas, le produit était la marchandise la plus lucrative du siècle : les épices au **xvi^e** siècle et le sucre au **xvii^e**. Le sucre était alors la plus grosse exportation des Tropiques et le Brésil était le plus gros fournisseur du monde.

Les plantations du Brésil contribuèrent à transformer l'exploitation de base de l'Empire portugais par l'échange, en exploitation au niveau de l'extraction. Elles attirèrent la première vague de véritable colonisation. Les innovations techniques commencèrent à affecter le système économique en soi — le sucre était un produit importé et il était traité sur place dans des raffineries. La pénétration portugaise s'étendit à l'intérieur du Brésil du Nord-Est sur de grandes étendues qui furent défrichées ; le déve-

loppement se concentra encore toutefois sur les régions proches du littoral. Mais peu de choses avaient changé sur le fond ; le sucre remplaçait simplement les épices et l'orientation de l'impérialisme portugais était passée de l'Asie à l'Amérique du Sud. L'économie nationale n'y gagna pas une plus grande solidité ; en fait, le spécialiste du Brésil colonial écrit : « On peut dire que l'existence du Portugal en tant que nation indépendante dépendait essentiellement des ressources qu'il retirait du commerce brésilien. » (1).

A la fin du XVII^e siècle, la production de sucre des Antilles britanniques et françaises commençait à rattraper la production brésilienne. Pendant cette seconde crise, l'économie impériale fut sauvée et relayée une fois de plus. En 1684, on découvrit de l'or au Brésil. En 1718, les terres de l'intérieur révélèrent de nouveaux gisements ; en 1728, on trouva des diamants dans les régions aurifères. Les revenus de cette nouvelle richesse coloniale égalaient ou dépassaient ceux qui provenaient de sucre. Pendant cent ans, les mines de Minas Geraes et de Cuiabá assurèrent la continuité de la prospérité impériale portugaise. Mais en dépit de réinvestissements marginaux au Portugal, elles assurèrent aussi la continuité de l'infantilisme économique portugais.

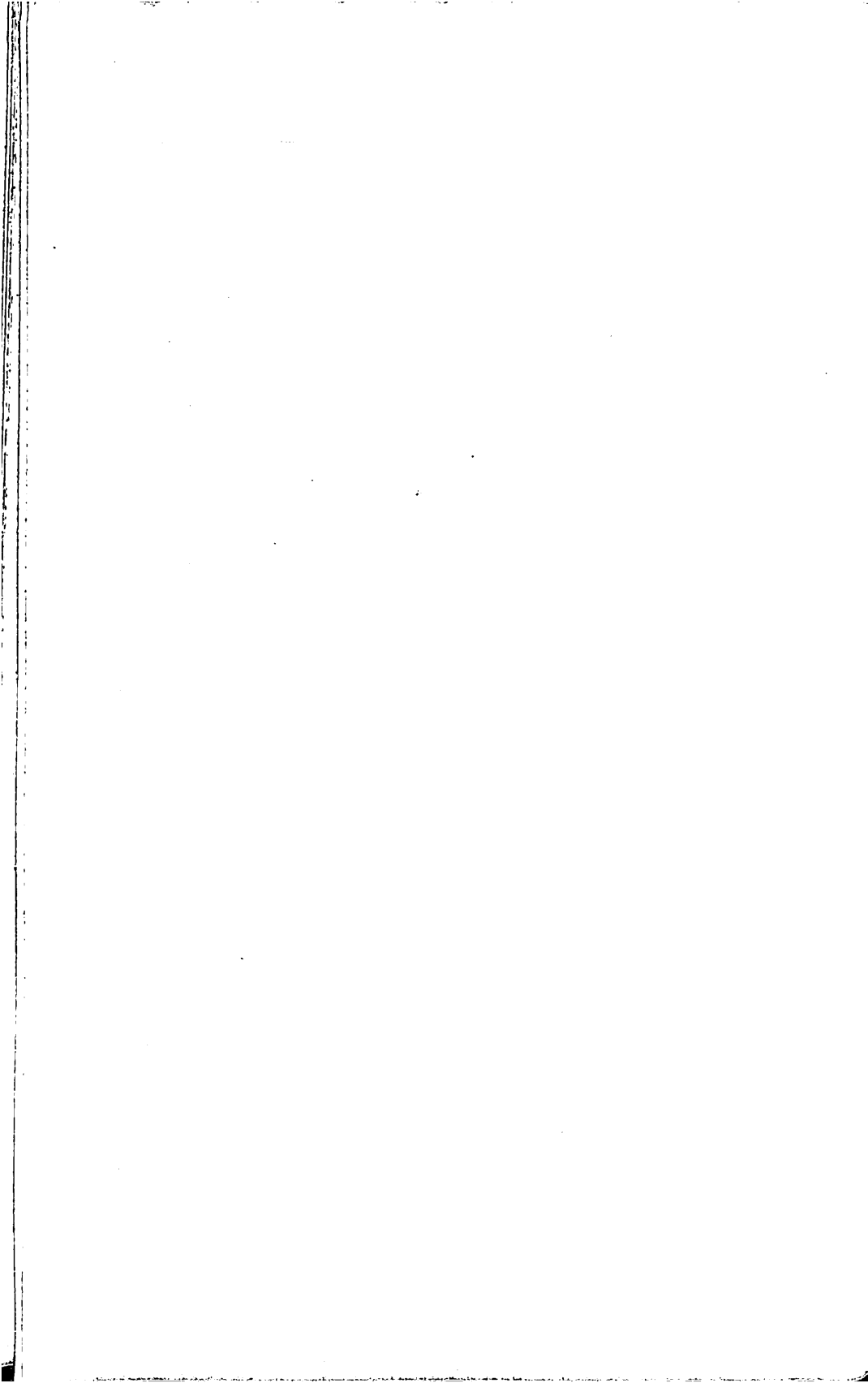
Au Brésil, les habitudes de monoculture furent conservées sans changement ; elles furent même renforcées par la substitution des mines aux plantations. A Minas Geraes, toute activité qui aurait pu retirer de la main-d'œuvre aux mines d'or était interdite. Au Portugal, après la signature du traité Methuen avec l'Angleterre, en 1703, le sous-développement du Portugal reçut un statut juridique explicite. Ebauche des structures coloniales du XIX^e siècle, le traité plaçait le Portugal dans une situation de dépendance économique permanente : en échange des tarifs préférentiels accordés au vin portugais entrant en Grande-Bretagne, le Portugal garantissait l'entrée libre des tissages britanniques, étouffant ainsi définitivement les projets d'industrie de la laine au Portugal et limitant ses exportations à des produits primaires manufacturés.

L'anomalie de l'impérialisme portugais ne fut jamais aussi évidente qu'à l'époque où l'or du Brésil fournissait à Lisbonne d'énormes revenus. La production de céréales

(1) C. R. Boxer, *Salvador de Sá and the Struggle for Brazil and Angola*, Londres, 1952.

déclina tandis que la culture des vignobles s'étendait, suivant un processus devenu classique en Algérie au *xx^e* siècle. Le commerce avec l'Angleterre était en déficit pour 1 million de livres par an, la différence étant couverte en or.

En 1822, le Brésil proclama son indépendance. Le Portugal, privé de son Empire, retomba dans la pauvreté, la stagnation et l'endettement. Au début du *xix^e* siècle, le pays se retrouva réduit à ses proportions réelles, et bloqué.



La colonisation en Afrique

A la fin du XIX^e siècle, l'Empire portugais ressuscita et se transforma de nouveau. Sa dernière métamorphose se produisit en Afrique.

En 1505, pendant son voyage vers les Indes, Almeida avait établi une fabrique à Sofala, sur la côte orientale, et une place-forte à Kilwa. Deux ans plus tard, une fabrique et une place-forte étaient construites sur l'île de Mozambique. En 1531, Sena fut fondée et, en 1544, Quelimane. Le but de ces enclaves était de servir d'escale et de protection aux lignes commerciales allant vers l'Inde et l'Indonésie. Elles étaient administrées par le vice-roi de Goa. D'autre part, les Portugais espéraient découvrir des gisements importants d'argent et d'or en pénétrant à l'intérieur de l'Afrique ; on en trouvait des quantités limitées sur la côte qui provenaient de Manica et de Mashona et qui éveillaient de grandes espérances. Mais aucun des métaux ne fut trouvé en quantité appréciable, et la pénétration portugaise vers l'intérieur, presque exclusivement motivée par la recherche de l'or, fut éphémère et n'eut que peu d'ampleur. A la fin du XVII^e siècle, seule la vallée du Zambèze avait été occupée jusqu'à Tete, et les établissements y étaient rares et peu importants. La population portugaise de toute la côte n'excédait probablement pas 1.000 individus. Avec l'effondrement du commerce des épices et de l'empire d'Asie, la présence portugaise sur la côte orientale n'avait plus de raison d'être ; toute la région se désintégra ; les postes avancés de l'intérieur furent supprimés et Sofala fut désertée. L'historien de l'Afrique portugaise écrit : « Au cours des années 1810, l'étendue de l'occupation portugaise de la côte était la même qu'en 1600 et consistait en forts et en postes d'échange d'Ibo à Lourenço Marques. Les rapports de voyageurs et de gouverneurs signalent l'apathie, la maladie et l'abandon dans ces villes côtières... Les Portugais n'avaient pénétré vraiment à l'intérieur ni dans le Sud ni dans le Nord ; au contraire, leurs postes

côtiers étaient attaqués périodiquement par des tribus voisines » (1).

Pendant ce temps, sur la côte occidentale, autour de Luanda (fondée en 1576) et de l'embouchure du Congo, le développement s'était fait très différemment. L'argent et les esclaves étaient les deux objectifs de la pénétration portugaise en Angola. En 1604, Cambambe, qui passait pour être le centre de la région argentifère, fut découverte et on n'y trouva aucune mine. Dorénavant, les établissements portugais de la côte servirent presque uniquement de points d'embarquement pour le commerce des esclaves. L'économie de plantations du Brésil au XVII^e siècle exigeait une grosse main-d'œuvre ; la côte occidentale portugaise était là pour la lui fournir. Pendant deux siècles, les Portugais ne poursuivirent sérieusement aucune autre activité économique en Angola, à l'exception de la pêche à Benguela, dans le Sud. De 1580 à 1680, environ un million d'esclaves furent exportés d'Angola, plus un demi-million de la région du Congo ; ceci représentait une moyenne annuelle de 15.000 dont plus de la moitié (8.500) étaient envoyés au Brésil. On estime qu'entre 1680 et 1836 deux millions d'esclaves furent exportés de Luanda et Benguela seulement, plus un million probablement exportés illégalement ou du Congo. Les expéditions annuelles atteignirent 20.000 à 30.000 pendant les dix dernières années où le commerce des esclaves demeura légal. (En 1880, les esclaves constituaient aussi la principale exportation du Mozambique et lorsque les possibilités de la Côte occidentale commencèrent à s'épuiser, le commerce se développa rapidement sur la côte orientale : de 1780 à 1800, l'exportation des esclaves fut d'environ 10.000 par an et au cours des cinquante années qui suivirent elle s'éleva jusqu'à 15 et 25.000).

Pendant les XVII^e, XVIII^e et début du XIX^e siècle, l'Angola fut le plus grand fournisseur de main-d'œuvre pour les plantations et les mines du Brésil. Son rôle dans l'économie brésilienne était capital. L'une des maximes du XVII^e siècle était « sans sucre il n'y a pas de Brésil, et sans Angola il n'y a pas de sucre ». Quatre à cinq millions d'esclaves furent importés, au total, au Brésil pour toute la période coloniale (1500 à 1820). La parenté symbolique entre les deux pays fut soulignée lorsque le Brésil, quand

(1) Duffy, op. cit.

il accéda à l'indépendance, en 1822, tenta de détacher l'Angola du Portugal et d'établir une Fédération Trans-Océanique avec l'Angola et le Mozambique.

L'ampleur et le caractère de la présence portugaise en Angola furent donc déterminés presque exclusivement par le commerce des esclaves. Pour l'achat ou l'enlèvement des esclaves, il fallait une certaine pénétration dans l'intérieur ; c'est pourquoi l'expansion géographique du territoire contrôlé par les Portugais fut plus importante que sur la côte orientale. Les territoires « contrôlés » étaient estimés à 130.000 km² à la fin du XVII^e siècle, c'est-à-dire que les Portugais y avaient la liberté de mouvement. La présence portugaise était concentrée principalement dans les enclaves côtières de Luanda et de Benguela. Elle se maintenait à l'intérieur par un système de petites forteresses disséminées sur des points isolés de l'arrière-pays : Massangano, Muxima, Pungo, Andongo, Cambambe et Ambaca. Aucune n'était à plus de 250 à 350 km de la côte. La présence portugaise, même superficielle, ne s'étendait pas sur plus d'un sixième de l'Angola actuel (1.263.700 km²). En ce qui concerne la population, un recensement de 1830 environ dénombrait seulement 1.832 Blancs pour toute la surface « occupée » par les Portugais : 1.500 d'entre eux étaient concentrés à Luanda, ne laissant ainsi que 300 Blancs pour tout le reste de l'Angola. En 1845, Benguela n'avait que 38 habitants blancs. Neuf ans plus tard, en 1854, Livingstone calcula qu'il y avait environ 830 Blancs à Luanda, et seulement 100 dans tout l'Angola. Ainsi, au milieu du XIX^e siècle on peut dire qu'il n'y eut jamais plus de 3.000 nationaux portugais, et peut-être le double de métis dans l'ensemble de l'Afrique au Sud du Sahara.

Pendant quatre siècles, l'Afrique portugaise tint un rôle presque exclusivement *domestique* : elle n'avait aucune valeur intrinsèque, n'étant que fournisseur des grands complexes du pouvoir impérial portugais aux Indes et en Amérique du Sud. La côte orientale servait de zone de transit et de dépôt au commerce maritime avec l'Inde ; la côte occidentale de réserve de main-d'œuvre pour le Brésil.

Quand l'Inde et les Antilles furent perdues, la côte orientale se désintégra. Quand le commerce des esclaves fut supprimé, la côte occidentale tomba dans l'abandon. Au milieu du XIX^e siècle, les établissements d'Afrique étaient presque les seuls vestiges de l'empire portugais — et leur survie est due en grande partie au fait qu'ils

n'étaient guère importants. (Une remarque de mauvais augure de Livingstone avait critiqué le déclin du Portugal en Angola en 1854, déjà. Si la province « avait appartenu à l'Angleterre, elle aurait produit autant ou plus de matière première pour l'industrie qu'une étendue égale de territoire dans les Etats producteurs de coton d'Amérique ».)

Soudain, vers la fin du XIX^e siècle, ces territoires devinrent les immenses colonies de l'Angola et du Mozambique. Les circonstances de cette transformation donnent l'explication de la structure actuelle des colonies portugaises.

La conquête et la division de l'Afrique par les puissances de l'Europe occidentale se produisirent surtout pendant les deux dernières décades du siècle. En 1880, l'occupation européenne se limitait aux régions suivantes :

Algérie (jusqu'à la frontière du Sahara), Sénégal (y compris le Mali et la Mauritanie actuels) et Gabon (bande côtière) français. Gambie, Sierra Leone (bande côtière), Côte de l'Or (bande côtière), Lagos (bande côtière en Nigéria de l'Ouest) - britanniques. Angola (bande côtière), Mozambique (bande côtière) - portugais. Enfin la colonie du Cap, le Natal, le Transvaal et l'Etat libre d'Orange.

En 1895, la distribution du continent était entièrement réalisée, à l'exception du Sahara, du Soudan, du Maroc, de la Tripolitaine et de l'Ethiopie.

La poussée qui détermina cette vaste expansion était *industrielle*. Le nouveau type d'impérialisme avait fait son apparition, expression pleine et définitive d'une suprématie technique et d'une productivité bridée. Le nouveau style d'exploitation exigeait l'absorption d'un volume et d'une variété de matières premières sans précédent par la puissance colonisatrice et la réexportation d'une forte proportion de ces produits vers les territoires colonisés sous forme d'articles manufacturés de peu de valeur (surtout de vêtements).

Les trois pays les plus industrialisés d'Europe — Angleterre, France et Allemagne — totalisaient à eux seuls presque 80 % du total des acquisitions territoriales en Afrique pendant la seconde moitié du XIX^e siècle. Leurs conquêtes étaient fondées sur un dynamisme économique et démographique extrême (à l'exception de la France dans ce domaine).

L'institution la plus caractéristique de cet impérialisme fut les puissantes entreprises privées qui prirent des

initiatives sur le plan politique et géographique bien avant que l'Etat intervienne. Les compagnies avaient un statut politique presque souverain, administrant d'immenses territoires d'Afrique avec leurs budgets, leurs lois, leur police, leur diplomatie propres. En Afrique occidentale, la *United Africa Company* (1879) et ses successeurs, la *National African Company* (1881) et la *Royal Niger Company* (1885) occupaient effectivement et administraient une grande partie de la Nigéria.

En Afrique orientale, la *German East African Company* (1885) administrait le Tanganyika et la *British East Africa Company* (1885) le Kenya. En Afrique centrale, le phénomène atteignit son comble avec l'Association Internationale du Congo du Roi Léopold (1882). En Afrique du Sud, la *British South Africa Company* s'empara de la presque totalité des Rhodésies et du Nyasaland, tandis que la *Deutsche Kolonial Gesellschaft* s'emparait de l'Afrique du Sud-Ouest. A partir de 1893, la Filonardi contrôla la Somalie italienne. Le rôle des compagnies ne fut réduit que dans l'expansion française où s'affirma une tradition plus militaire et dirigiste.

Ces formes combinées — entreprises privées exerçant des pouvoirs publics — étaient les traductions exactes en institutions du nouvel impérialisme. L'impulsion à l'origine de la « lutte pour l'Afrique » était née de l'expansion des économies de l'Europe occidentale : ses projections en étaient tout naturellement les grandes compagnies pillardes. Cette expansion fut spontanée : ce fut une explosion, un débordement élémentaire de forces économiques, et non un épiphénomène politique calculé. Une fois ce mécanisme mis en mouvement, des considérations politiques et stratégiques entrèrent en jeu, la politique nationale intervint, et les protectorats des compagnies devinrent des colonies. Mais l'Etat n'agit qu'*après coup*, comme l'aboutissement d'un développement, non pas comme son moteur. Il y eut, en réalité, plusieurs cas où l'Etat refusa de « suivre » une compagnie dans une manœuvre d'annexion (en 1881, par exemple, le gouvernement britannique refusa le protectorat des dominions continentaux du Sultan de Zanzibar sur lesquels Sir William McKinnon, futur président de la *British East Africa Company*, s'était assuré une option).

Dans quelle mesure le développement des colonies portugaises suivit-il ce modèle ? La présence portugaise en Afrique précéda celle de toute autre puissance européenne ; ses établissements étaient les enclaves européen-

nes les plus anciennes sur le continent. Et pourtant l'entrée du Portugal dans la compétition africaine fut presque la dernière.

La date et les circonstances de l'entrée du Portugal dans la lutte pour l'Afrique sont révélatrices. Pendant soixante ans, à partir de 1820, l'Angleterre avait refusé de reconnaître les revendications portugaises sur le territoire situé entre Ambriz et le fleuve du Congo, la région historique mais désormais inoccupée du royaume du Bakongo. En 1882-1883, la politique britannique changea soudain et se trouva disposée à reconnaître les revendications portugaises. La raison de ce changement fut la pénétration rapide et efficace de l'Afrique Equatoriale par de Brazza (pour le compte du gouvernement français) et de Stanley (pour celui du Roi Léopold), qui menaçait de fermer toute l'Afrique centrale, en particulier le bassin du Congo, aux intérêts britanniques. Afin de bloquer ce développement, l'Angleterre tenta de reconnaître la souveraineté du Portugal sur les deux rives du Congo jusqu'à Noqui, en échange du droit de libre navigation sur le fleuve, de droits de douane préférentiels, et de la création d'une commission mixte anglo-portugaise pour le contrôle du transit fluvial. L'Allemagne, la France et l'opposition interne en Grande-Bretagne empêchèrent la ratification du traité, et cette opposition entraîna la Conférence de Berlin en 1885, aux termes de laquelle le Portugal reçut la rive sud du Congo mais perdit la rive nord.

La plus grande tentative d'expansion territoriale du Portugal survint l'année suivante. Des traités furent signés avec la France et l'Allemagne reconnaissant le droit de souveraineté et de civilisation sur les territoires qui séparent les possessions portugaises d'Angola et de Mozambique. Le Portugal ambitionnait un empire s'étendant sans interruption d'une côte à l'autre, de Luanda à Lourenço Marques. Ce projet menaçait directement deux intérêts britanniques importants : Rhodes, en Afrique du Sud, et les missionnaires de la région de Shire, au Nyasaland. Rhodes essayait de pénétrer plus au Nord au delà du Limpopo, après l'annexion du Bechuanaland et les missionnaires étaient désireux d'affermir leur emprise sur la région du Lac Nyasa. Le gouvernement britannique adressa une note à Lisbonne en 1887, rejetant les revendications territoriales du Portugal en déclarant que les régions en question n'étaient pas « effectivement occupées » suivant les termes de la convention générale de la Conférence de Berlin — ce qui était effectivement le cas. le Portugal réagit : il envoya, tardivement, des expéditions

chargées d'établir la souveraineté portugaise sur le Mashonaland et le Nyasaland et proclama la création d'un nouveau district du Mozambique qui comprendrait presque tout le Nord de la Rhodésie du Sud, séparant ainsi les territoires occupés par les Britanniques dans le Mashonaland et le Nyasaland. Vers la fin de 1889, des forces portugaises, dirigées par Serpa Pinto, amorcèrent la pénétration du Makololand, dans le but avoué de préparer le terrain pour une ligne ferroviaire mais, en réalité, pour assurer la jonction avec des forces parties de l'Angola vers l'Est. En novembre, la colonne se heurta à des tribus protégées par les Britanniques, sur le fleuve Shire. Le gouvernement britannique envoya immédiatement un ultimatum au Portugal, exigeant le retrait des forces de la région du Shire et du Mashonaland. Devant la menace armée (des navires de guerre avaient quitté Zanzibar et se dirigeaient vers le Mozambique), la diplomatie impériale portugaise capitula. Le gouvernement démissionna et, en juin 1891, un traité fut signé limitant la juridiction portugaise approximativement aux frontières actuelles du Mozambique — à une ligne située à environ 960 km à l'Est de la limite virtuelle extrême de l'Angola. Au même moment, une grave crise financière éclatait au Portugal.

Même après que soient réglées les questions diplomatiques, il restait encore à mettre à exécution l'« occupation effective » requise par la Conférence de Berlin. Le désastre diplomatique de 1891 suscita une forte réaction nationaliste au Portugal et, pour la première fois, on essaya de soumettre par la force armée, de façon coordonnée et concertée, les populations africaines au contrôle portugais. De 1895 à 1896, une campagne dirigée par Antonio Enes et Mousinho de Albuquerque conquiert le Gazaland dans le Sud du Mozambique. En 1897, Coutinho occupa la région côtière au Nord de Quelimane ; en 1902-1904, la Compagnie Zambezia « pacifia » les territoires s'étendant de Tete à la frontière du Nyasaland. En 1906, le secteur Nord faisant face à l'île de Mozambique fut soumis. Au cours d'une série de campagnes qui eurent lieu de 1908 à 1912, les tribus Yao, autour du Lac Nyasa, furent amenées sous contrôle portugais.

L'occupation militaire de l'Angola se fit encore plus lentement. En 1901-1902, le pays Bailundo, du centre Nord de l'Angola, fut conquis. De 1907 à 1910, la région de Dembos, à quelques centaines de kilomètres seulement de Luanda, vers l'intérieur, fut attaquée et occupée. Vers le Sud, les Quanhamas infligèrent une lourde défaite aux Portugais en 1904 et pour parvenir à les

soumettre il fallut prolonger les campagnes jusqu'en 1915. En 1917, il fallut encore envoyer des forces militaires pour pacifier Moxico dans le Sud-Ouest de l'Angola. Ce n'est en réalité que vers la fin de la première guerre mondiale que l'Angola et le Mozambique furent complètement et définitivement contrôlés par le Portugal.

Ce résumé suffit à faire ressortir les caractéristiques du colonialisme portugais au cours des deux dernières décades du XIX^e siècle. D'abord, la diplomatie coloniale portugaise fut mise en route initialement de l'extérieur, par les initiatives et les décisions d'autres puissances européennes. Les négociations à propos du Congo de 1884-1885 qui marquèrent l'entrée du Portugal dans l'arène de la répartition de l'Afrique, naquirent des craintes des Anglais de voir les Français et les Belges pénétrer en Afrique Equatoriale. Le Portugal ne participa donc aux événements qu'à la faveur de deux changements intervenus dans leur suite : la France et la Belgique menaçaient les positions britanniques, l'Angleterre fit une contre-manoœuvre en utilisant le Portugal. L'Angleterre considérait visiblement le Portugal comme assez faible pour être éventuellement supplanté par elle dans les régions-clefs qu'elle lui reconnaissait.

L'« offensive » portugaise de 1886-1890 fut la conséquence directe de l'humiliation de Berlin en 1885. Le nationalisme de l'intelligentsia militaire et de l'élite bourgeoise exigeait une riposte territoriale en force à la façon dont le Portugal avait été traité à la Conférence et au statut implicite qui en découlait. L'expérience de Berlin motiva l'offensive portugaise et détermina même sa stratégie. L'Angleterre s'était révélée un piètre protecteur, l'Allemagne un adversaire victorieux ; aussi le Cabinet de Castro-Gomes de 1886 tenta-t-il de réaliser la « Carte Rose » (la colonie transcontinentale) en obtenant l'appui de l'Allemagne : d'où le traité avec l'Allemagne de 1886, lui accordant des concessions territoriales considérables dans le Sud de l'Angola et le Nord du Mozambique. Ce traité ne signifiait pas un soutien concret au Portugal contre l'opposition britannique et il resta une arme de papier. Il était pourtant la clef de voûte du projet portugais de colonie « de côte à côte » : on voit, dès le début, le caractère chimérique de l'offensive. Les mesures qui suivirent, telles que la simple proclamation d'un nouveau « district » du Mozambique, comprenant de larges territoires de l'actuelle Rhodésie du Sud, furent du même type. Lorsque l'attaque militaire eut finalement

lieu, quelque quatre ans après les traités de 1886, elle ne gagna que quelques kilomètres dans le Nyasaland avant d'être arrêtée. La recherche par le Portugal d'un empire transcontinental était un bluff qui ne trompa que lui-même : lorsqu'il se trouva devant les réalités il s'effondra instantanément et piteusement.

Considérées dans le contexte plus large de l'accaparement de l'Afrique par l'Europe, pendant les deux dernières décades du XIX^e siècle, les manœuvres portugaises de 1886 à 1890 prennent une nouvelle signification. La chronologie de l'avance européenne en Afrique (voir ci-dessus) montre que le plus gros des acquisitions coloniales était fait en 1885 : Tunisie, Egypte, Somalie, une grande partie de l'Afrique Occidentale française, Afrique du Sud-Ouest, Bechuanaland, Tanganyika. De grandes annexions allaient encore se produire, mais dans la période dense de la « lutte pour l'Afrique », il est frappant de voir combien la tentative d'expansion portugaise en Afrique Centrale a tardé. Il est vrai qu'à la suite de la fondation de la Société Géographique à Lisbonne, en 1875, plusieurs expéditions d'exploration avaient été envoyées pour appuyer les revendications territoriales portugaises en Afrique Centrale : les plus remarquables furent les expéditions transcontinentales de Serpa Pinto (1877, 1879) et de Capelo et Ivens (1884). Ces expéditions furent des réussites en soi, mais l'incapacité des Portugais à les consolider et l'absence d'entreprises « pionnières » firent qu'elles ne restèrent, en fin de compte, que des affaires de prestige. Ce n'est qu'après 1884 que l'on tenta réellement de faire reconnaître les revendications territoriales ; d'autre part, les circonstances particulières (crise du Congo, revendication du corridor anglais du Mozambique) et, d'une façon générale, le moment choisi, laissent penser que le rôle du Portugal dans la prise de l'Afrique fut déterminé par les positions *antérieures* des autres puissances industrielles européennes, et non par une logique interne.

Une dernière considération confirme cette conclusion. Le plus grand vecteur du nouvel impérialisme, la compagnie d'affrètement, n'existait pratiquement pas en Afrique portugaise à l'époque. Il n'y avait pas de véritables équivalents de la *British South Africa Company*, de la *German East Africa Company* ou de la *Royal Company of the Niger*. A partir de 1891, il y eut des compagnies concessionnaires au Mozambique : la *Mozambique Company*, la *Niassa Company* (1891-1893), la *Zambezia*

Company, qui à elles trois contrôlaient, en 1900, les deux tiers du Mozambique. Mais ces compagnies différaient de leurs contreparties anglaises ou allemandes sur deux points. D'abord elles étaient des imitations — inspirées par des exemples étrangers et consciemment copiées sur leur modèle. Ensuite, leur capital même, comme leur modèle, était essentiellement étranger. Le capital initial de la *Mozambique Company* était de 5.000.000 de dollars, dont une large proportion provenait d'investissements anglais, allemands et sud-africains. Le capital de la *Niassa Company* était surtout britannique. Des actions de la *Zambezia Company* furent achetées en Angleterre, en France, en Allemagne et en Afrique du Sud. L'économie portugaise fut à peine touchée par l'expansion commerciale et industrielle de l'Europe occidentale au XIX^e siècle. La participation relative et absolue du Portugal au commerce international est symptomatique :

PARTICIPATION AU COMMERCE INTERNATIONAL

(D'après Mulhall's Directory of Statistics)

	En millions de livres sterling				
	1850	1860	1870	1880	1889
	—	—	—	—	—
Gde-Bret. . .	169	375	547	698	740
Hollande et Belgique .	61	86	136	237	310
Allemagne. . .	95	167	227	339	311
Portugal. . .	5	8	10	14	18
Italie.	38	52	66	91	94

Le retard du secteur privé se reflète dans l'insignifiance du budget national, qui révèle une incapacité parallèle à financer les infrastructures administratives et militaires de l'expansion coloniale.

DEPENSES GOUVERNEMENTALES

(Année prise comme exemple : 1887)

	(En livres sterling)			
	Gouvernement	Dette	Armée-Marine	Total
Angleterre . . .	30.200.000	27.900.000	31.900.000	90.000.000
Allemagne. . . .	82.300.000	16.700.000	31.000.000	130.000.000
France.	41.000.000	52.800.000	31.400.000	125.000.000
Italie.	34.700.000	20.700.000	14.200.000	69.600.000
Portugal.	4.000.000	3.601.000	1.400.000	9.000.000

En 1888, le Portugal avait la plus forte dette publique par rapport au revenu national — 27,5 % — pour tous les pays d'Europe, proportion dépassée seulement par la Turquie, avec 30 %.

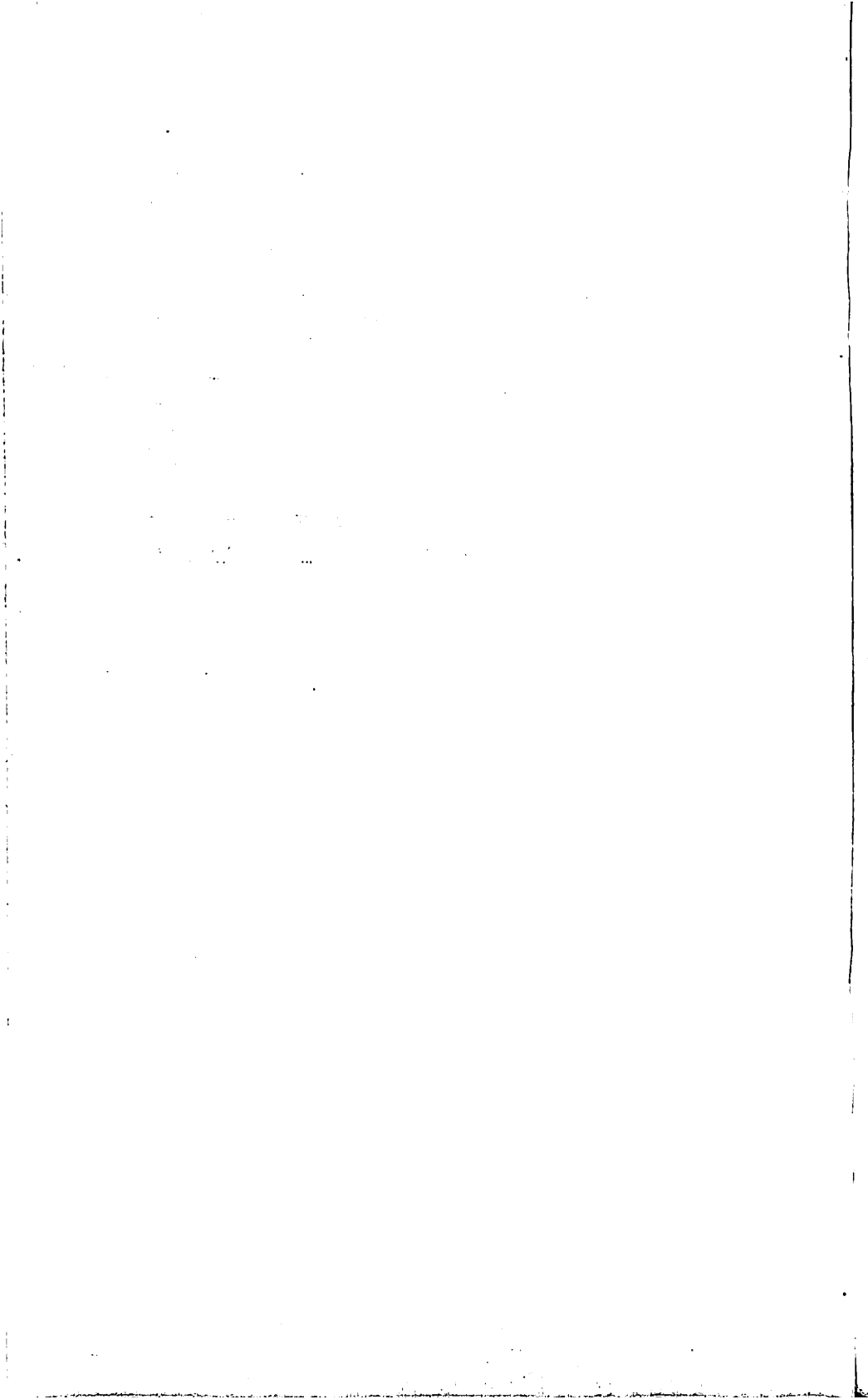
La nature particulière des colonies portugaises d'Afrique à la fin du XIX^e siècle est évidente. Les colonies normales du XIX^e siècle étaient le résultat de l'expansion industrielle des puissances métropolitaines : elles étaient nées d'une base nationale d'accumulation massive du capital et de progrès de la technique, qui avaient créé un besoin nouveau de matières brutes et de nouveaux marchés. Elles étaient donc des extensions « naturelles » de l'économie métropolitaine et suivaient un modèle uniforme et rationalisé.

Les colonies portugaises avaient une origine totalement différente. Elles étaient les survivances stagnantes des comptoirs commerciaux et du commerce des esclaves du XVI^e siècle, soudain étendues vers l'intérieur sous la menace des annexions européennes rivales. Si le rêve grandiose d'un Empire trans-africain échoua, les manœuvres de 1886-1891 assurèrent — en ayant manqué le but principal — les frontières actuelles de l'Angola et du Mozambique, tous deux très au delà de la limite de la présence portugaise à l'époque. Le besoin de conquête ne vint donc pas d'un élan industriel : il ne fut pas interne et « naturel » mais externe et artificiel. On peut parler très exactement de *colonisation-réflexe*.

L'économie portugaise archaïque était en faillite, une coquille vide et pourrie. Elle fut tout à fait incapable de réaliser ou même de commencer la reconversion de l'impérialisme d'extraction en impérialisme de transformation. C'est là la raison déterminante de la structure actuelle des colonies portugaises. Elle explique à la fois individuellement les secteurs du système colonial portugais et leur intégration dans l'ensemble.

II

***Le système colonial :
"L'ultra-colonialisme"***



1.

Le travail forcé

Cette étude ne prétend pas donner une description exhaustive du système colonial portugais tout entier. La méthode choisie consiste plutôt à étudier divers secteurs-clefs qui apparaissent comme les plus significatifs de l'ensemble, et à montrer leur cohérence rigoureuse. Un critère initial a guidé le choix des domaines considérés : ce sont ceux où l'exemple portugais diffère le plus nettement du système colonial classique. C'est à partir des caractéristiques particulières du colonialisme portugais que se détachera un tableau d'ensemble.

Le trait le plus marquant des colonies portugaises d'Afrique est l'usage systématique du travail forcé. C'est là une pratique qui personnifie immédiatement la variante portugaise du colonialisme. Statistiques officielles et statuts sont plus rares et plus sujets à caution que partout ailleurs. Ce sont des observateurs étrangers qui offrent le plus de preuves de l'utilisation du travail forcé. Leurs témoignages, joints à d'occasionnelles déclarations officielles involontaires et à la rationalisation ouverte de l'exploitation, offrent une image qui est finalement, et dans certaines limites, précise et juste.

Le travail qui ne fait pas partie de l'économie africaine de subsistance se divise dans les colonies portugaises en quatre catégories : correctionnel, obligatoire, sous contrat et volontaire.

1. Le travail correctionnel.

Il constitue une peine légale infligée aux Africains ayant enfreint le Code Criminel ou le Code du Travail. Il est également appliqué, au Mozambique, à ceux qui n'ont pas payé l'impôt de capitation sur les indigènes (en Angola, la peine appliquée est le travail obligatoire).

2. Le travail obligatoire.

Il peut être imposé par le Gouvernement lorsque le nombre de travailleurs volontaires pour des travaux publics est insuffisant. Les seuls groupes qui en soient exemptés sont les personnes de moins de 14 ans ou de plus de 60 ans, les malades et les invalides, les Africains déjà employés, les chefs reconnus, les travailleurs qui n'ont quitté le travail sous contrat que depuis six mois, les *sepoys* (qui sont souvent responsables des brigades de travail) — et les femmes. Le travail obligatoire est utilisé principalement pour les installations portuaires, les chemins de fer, les travaux d'assainissement et la construction et l'entretien des routes. Tous les témoignages s'accordent pour dire qu'en dépit des règlements on utilise des femmes et des enfants pour des travaux sur les routes. Basil Davidson, qui se rendit en Angola en 1954, écrivait :

« Les routes de campagne sont invariablement construites et entretenues par les gens de la région que traverse la route. Ils ne sont pas payés. Ils doivent fournir non seulement leur travail, mais aussi leur propre nourriture et souvent même leurs outils. Comme beaucoup d'hommes sont déjà utilisés ailleurs par le travail forcé, le chef local ou le gardien responsable de la route recrute fréquemment des femmes et de très jeunes enfants. C'est ainsi que l'on peut voir des femmes avec leur enfant sur leur dos, des femmes enceintes et de toutes petites filles défricher les routes avec des houes primitives et transporter des petits tas de terre dans de minuscules récipients d'écorce qu'elles portent sur la tête, tandis que leur surveillant ou son « responsable » se tient pensivement les genoux à quelque distance de là. » (1).

Gwendolen Carter, qui se trouvait en Angola en 1959 écrivait en termes presque identiques :

« Les routes non goudronnées sur lesquelles je roulais étaient infiniment plus mauvaises que toutes celles que j'avais empruntées sur 3.000 miles de conduite au Congo. On travaille pourtant beaucoup sur les routes en Angola — mais presque uniquement des femmes et des enfants. J'ai vu souvent des femmes africaines avec des outils de cantonnier déblayer la chaussée et combler les trous. J'ai vu une fois un surveillant africain avec les « insignes de

(1) Basil Davidson, *The African Awakening*, Londres, 1955. Traduction française, *Le poids de l'Afrique*, Paris, 1955, Présence Africaine.

son office » (une matraque et un fouet) ; ils sont surtout faits pour être montrés, mais ils servent quelquefois. » (1).

3. Le travail sous contrat.

C'est la forme de travail forcé la plus importante sur le plan économique dans les colonies portugaises, et celle dont il s'agit le plus souvent lorsqu'on parle de « travail forcé ». Tout Africain qui ne peut prouver qu'il a travaillé pendant au moins six mois au cours de l'année écoulée est passible de travail forcé au profit de l'Etat ou d'employeurs privés. Au Mozambique, une circulaire du Gouvernement (566/5-7) de 1947 précise les conditions pouvant constituer une preuve de ce qu'un Africain n'est pas « oisif » et donc passible de travail sous contrat :

- a) Travailleur indépendant de profession libérale, commerce ou industrie ;
- b) Employé permanent de l'Etat, de l'Administration ou d'entreprises privées ;
- c) Minimum de six mois d'emploi dans l'une des deux catégories ci-dessus ;
- d) Employé au cours des six mois écoulés par l'Union Sud Africaine ou les Rhodésies sous contrat légal ;
- e) Eleveur d'au moins 50 têtes de bétail ;
- f) Inscrit comme « *agricultor africano* » ;
- g) En première année de réserve après la fin du service militaire.

Un rapport du Gouverneur Général au Ministre des Provinces d'Outre-Mer déclarait, en 1953, qu'en Angola : « En application des règlements, tout *indigène* valide doit pouvoir prouver qu'il vit de son travail ; on considère que dans les cas suivants cette obligation n'est pas remplie et que par conséquent le travail doit lui être fourni :

- a) S'il n'est pas en mesure de payer les impôts dus à l'Etat ;
- b) S'il ne semble pas capable de s'assurer par lui-même les moyens qui lui permettront de nourrir, d'habiller et de loger sa famille et lui-même ;
- c) S'il vit dans un logement insalubre. »

(1) Gwendolen Carter, *Independance for Africa*, Londres, 1960.

Ces deux séries de définitions sont établies de telle sorte qu'elles embrassent pratiquement toute la population africaine mâle des deux colonies. Les règlements angolais sont d'une imprécision flagrante. Les définitions du Mozambique sont tout aussi vicieuses, bien que d'une façon moins criante. Sur les sept preuves de « non-oisiveté », cinq impliquent l'intégration préalable au système économique et administratif colonial. Les règlements frappent donc les deux dernières catégories : agriculture et élevage dans l'économie rurale africaine. Ces définitions exposent 95 % ou plus de la paysannerie au travail forcé. Il n'y a que 600.000 têtes de bétail qui appartiennent à des Africains au Mozambique : ainsi, même en considérant qu'un troupeau compte un maximum de 50 bêtes, cette rubrique ne peut protéger que 12.000 Africains. Dans la réalité, le nombre est évidemment moindre. De même, le nombre d'Africains qui reçoivent le certificat officiel d'« agricultor africano » est extrêmement réduit, étant donné que seuls ceux qui possèdent des charrues et autres instruments agricoles ont une petite chance d'en obtenir un. Marvin Harris conclut :

« On peut donc dire, sans risque d'erreur, que moins de 5 % des hommes valides indigènes du Sud du Mozambique ont le droit, selon la loi, de rester dans leur région d'origine. »

Si telle est l'étendue de l'emprise du travail sous contrat, en quoi consiste ce dernier ? Il est appliqué indifféremment par l'Etat ou par des entreprises privées. L'Administration distribue des permis de recrutement directement à des agents ou à des compagnies. Ces permis sont de deux sortes, « avec » ou « sans services ». Avec les premiers, l'agent établit un contrat sans aide administrative ; avec les seconds, le représentant officiel local de l'Administration patronne et aide matériellement le recruteur — en principe en lui fournissant seulement des noms et des adresses, mais dans la pratique en utilisant souvent l'intimidation et la coercition pour assurer le quota pour lequel le recruteur a un permis, en échange de pots-de-vin substantiels. Tous les témoignages concordent sur la corruption universelle engendrée par ce système.

« Le système est à peu près le suivant : un planteur signale au gouvernement qu'il va avoir besoin de tant d'hommes, et ceux-ci lui sont fournis par le *chefe de posto*, ou officier de district de la région. Des recruteurs indigènes parcourent les villages et réunissent le nombre

nécessaire d'hommes qui sont remis au planteur. Mais le planteur, pour être sûr d'obtenir tous les hommes dont il a besoin, doit, généralement, payer environ dix fois les salaires des travailleurs sous contrat pendant 6 mois. On ne peut imaginer système plus vicieux... » (1).

Le complément de la corruption est la violence. Le *chefe de posto*, en possession de sa commission, ordonne au chef de village — au service de l'Administration — de trouver dans son village le nombre d'hommes demandés, ce que le chef fait de force si nécessaire.

« S'il apparaît que le village ne fournit que lentement le quota, la police peut intervenir pour assurer le nombre nécessaire. Même des hommes mariés sont quelquefois arrachés à leur maison, la nuit, et envoyés pour neuf mois ou un an travailler à un projet particulier. En outre, rien n'empêche qu'à l'expiration de leur contrat ils ne soient aussitôt liés par un autre... » (2).

Il n'est pas question pour le chef de village de résister : « Les chefs qui se montrent inefficaces dans leur propagande (c'est-à-dire dans le recrutement) sont passibles de poursuites pour collection d'impôts et d'amendes. C'est, en effet, une pratique répandue mais illégale que les autorités administratives tolèrent de façon à obtenir le maximum de collaboration de la part des autorités tribales dans la fourniture de main-d'œuvre forcée. »

Dans le cas de compagnies ou de plantations importantes, la compagnie informe simplement le gouvernement de ses besoins, le gouvernement calcule le nombre total d'Africains disponibles à ce moment et alloue un quota à la compagnie en fonction de ce nombre : il passe ensuite la consigne à tous les *chefs de posto* du pays. En 1954, le chef du Département des Affaires Indigènes dit à Basil Davidson que le Gouvernement autorise une « moyenne théorique » de 33 travailleurs sous contrat par centaine d'hectares de plantations.

Les salaires dépendent des régions et des patrons mais ne dépassent jamais le niveau du symbole. Barnes considérait, en 1928, que les salaires des campagnes en Angola étaient d'environ 0,42 à 0,50 francs par jour. Davidson, en 1954, estimant l'augmentation du coût de la vie à 300 % dans la période intermédiaire, rapportait que le salaire était d'environ 0,68 francs par jour. Au Mozambique, les travailleurs forcés reçoivent le minimum

(1) Marvin Harris, *Portugal's African Wards*, American Committee on Africa, 1958.

(2) John Gunther, *Inside Africa*, Londres, 1955.

légal de la région dans laquelle ils travaillent ce qui varie entre 0,85 francs par jour dans le Sul de Save et moins de 0,45 francs dans les régions éloignées du Nord, Vila Cabral et Macondes.

4. Le travail volontaire.

Les travailleurs volontaires s'engagent directement auprès de leur employeur, au lieu d'être recrutés par l'intermédiaire de l'Administration. La différence essentielle entre le travail volontaire et le travail sous contrat réside dans le fait que le premier est généralement accompli dans la région où vit le travailleur. Les salaires pratiqués dans le travail volontaire peuvent être encore plus bas que dans le travail sous contrat. (Voir Davidson, pp. 210, 216). Au Mozambique, Harris pense que la menace du travail sous contrat oblige les travailleurs à un travail volontaire dont les conditions sont assez peu différentes (au seul avantage près que le travail se fait sur place). « Il est à peu près certain que l'ensemble des travailleurs africains employés par des entreprises agricoles européennes sont des *shibalos* (travailleurs forcés). » En 1953, des statistiques officielles montraient que le salaire moyen du travailleur agricole au Mozambique, était inférieur à 0,85 francs par jour. « C'est un fait bien connu, parmi les planteurs européens, que les Africains n'acceptent pas volontiers de tels salaires alors qu'ils peuvent trouver dans les villes du Mozambique et dans les territoires voisins des emplois où ils sont payés deux ou trois fois plus, dans de meilleures conditions de travail. »

Outre ces formes de contrat, l'Afrique portugaise se caractérise par deux autres types de travail forcé.

5. La culture forcée.

Dans le Nord du Mozambique, la principale récolte est celle du coton. Douze compagnies portugaises ont des concessions de monopole sur tous les terrains du territoire. Les compagnies donnent des graines aux Africains, l'Administration leur assigne une certaine surface de terre et ils doivent y cultiver le coton. Lorsque la récolte est faite, ils doivent la vendre aux compagnies à des prix

fixés, rabaissés bien au-dessous du niveau du marché libre. Aucun travail salarié n'est permis sur le territoire sous concessions. Le processus tout entier est coercitif : à aucun moment le choix n'est laissé à l'Africain. La terre consacrée de force à la culture du coton est prise sur l'économie de subsistance. Il en résulte de fréquentes famines. « Un augmentation aussi phénoménale (dans la production du coton)... a eu immédiatement un effet de boomerang en réduisant, dans des proportions presque aussi phénoménales les récoltes indigènes naturelles. Les oléagineux, le maïs, le manioc, le blé kaffir et les haricots, toutes ces cultures atteignirent presque un niveau de production de famine dans le Nord de la colonie. » (1). L'évêque catholique de Beira écrivait dans un livre récent : « Je connais une région qui était autrefois un grenier pour les terres touchées par la famine. Après que la campagne du coton y eut commencé, les champs fertiles ont cessé de produire l'alimentation des populations voisines et les habitants de la région même ont également commencé à souffrir de la faim. Il y a dans mon diocèse une région où, pendant six mois, le spectre noir de la faim a fauché la vie des habitants. » La récolte elle-même est achetée à des prix dérisoires : en 1956, 519.000 vendeurs africains ont reçu en moyenne 55 F par personne pour la récolte d'une année. L'évêque de Beira rapporte que dans certains secteurs l'Africain est payé entre 6 et 15 F pour du coton produit sur une terre sur laquelle il pourrait cultiver pour 46 à 80 fois plus de produits alimentaires. Il conclut : « Quelle différence y a-t-il entre ces indigènes et ceux qui travaillent sous contrat dans les fermes ? Aucune. Ou plutôt si, il y en a une : le travailleur sous contrat reçoit des vêtements, de la nourriture et un toit ; ici, rien de tout cela n'est fourni ; que la ferme produise ou non, le travailleur sous contrat reçoit un salaire ; ici, il reçoit le prix du coton si la plantation produit ; dans le cas contraire, comme il arrive dans les mauvaises années pour ce genre de récolte, il ne reçoit rien. »

6. Le déplacement.

En 1909 fut signée la convention Mozambique-Transvaal ; elle a été renouvelée en 1928, 1934, 1936 et 1940. Sous sa forme actuelle, elle prévoit l'importation

(1) Marvin Harris, *op. cit.*

annuelle maximum de 100.000 Africains du Mozambique dans les mines d'or du Transvaal, en échange de quoi 47,5 % de tout le trafic d'importation par mer de la région de Johannesburg doit passer par Lourenço Marques, et 340.000 caisses de citrons de l'Union Sud Africaine doivent être exportées par ce même port. Le gouvernement portugais touche environ 25 F par recrue, et reçoit la moitié de son salaire qui doit lui être payée à son retour: un contrat ne doit pas être conclu pour plus de 18 mois consécutifs, et le rapatriement est automatique. Une entreprise subsidiaire de la Transvaal Chamber of Mines, la Witwatersrand Native Labour Association (W.N.L.A.) a le monopole sur le recrutement dans la région du Mozambique située au Sud du 22^e parallèle. Comme les salaires des mines, aussi bas soient-ils, sont plus élevés que ceux du travail sous contrat du Mozambique, le recrutement se fait sans difficultés. « Quand la chasse aux *shibalos* s'intensifie dans un secteur particulier, les postes de recrutement de la W.N.L.A., qui sont stratégiquement placés dans tout le Sud du Mozambique, sont envahis d'Africains désireux de s'engager dans les mines. Les salaires payés dans les mines étant plusieurs fois supérieurs à ceux en usage dans les campagnes du Mozambique, l'*indigena* considère l'émigration comme sa meilleure défense contre le système shibalo. » La situation de l'Africain du Mozambique est tellement misérable qu'il y a une forte émigration clandestine vers le Rand, qui s'ajoute au flot légal de quelque 75.000 personnes par an. En 1954, il y avait 173.433 Africains du Mozambique recensés au Transvaal (il y en a certainement un grand nombre qui ne sont pas recensés). Les recrues du Mozambique dans le Rand constituent le noyau de la main-d'œuvre des mines. Elles sont à la foi les plus régulières et les plus dociles. Les émigrants clandestins qui ne travaillent pas dans les mines (60.000 environ) sont également les bienvenus auprès des employeurs de l'Union Sud Africaine: la crainte du rapatriement leur fait accepter des salaires exceptionnellement bas par rapport aux critères sud-africains.

Au Nord du 22^e parallèle et au Sud du Zambèze, la main-d'œuvre du Mozambique se recrute pour la Rhodésie du Sud. Les chiffres sont tout aussi importants: en 1954, 178.870 recrues travaillaient en Rhodésie du Sud. Enfin, 6.000 environ sont expédiés dans les plantations de Sao Thomé. En comptant un total de 50.000 émigrants clandestins, 400.000 Africains du Mozambique

travaillent en dehors de la province, soit deux tiers de la main-d'œuvre masculine du Mozambique. Marcelo Caetano, haut fonctionnaire du régime Salazar en 1954, estimait ce nombre à 500.000.

En Angola, entre 15 et 20.000 Africains se recrutent annuellement pour la Rhodésie du Nord et l'Afrique du Sud-Ouest. L'émigration illégale, vers le Congo notamment, est probablement beaucoup plus importante.

Le travail sous contrat hors des colonies portugaises attire davantage les Africains. Mais les conditions du déplacement et les pressions qu'il constitue font qu'il ne diffère du travail forcé à l'intérieur des colonies portugaises qu'en degré et non en structure. Les salaires sont également très bas : 2 F par jour pour un mineur de fond, 1,40 F pour un mineur de surface, plus bas en fait qu'il y a 60 ans. Les pertes sont lourdes : plus de 80.000 Africains du Mozambique sont morts dans le Rand pendant les 60 dernières années (le taux de mortalité était de 67,6 pour 1.000 pendant les dix premières années). Duffy déclare nettement : « La Convention Mozambique-Afrique du Sud est une projection internationale du travail sous contrat » (1) et cela vaut pour le travail de déplacement pour l'ensemble de l'Afrique portugaise.

L'oppression que représente le travail forcé du système portugais est d'une brutalité et d'une intensité qui ne sont atteintes nulle part ailleurs sur le continent. C'est littéralement le fin-fond de la misère africaine. Les preuves sont incontestables : l'émigration africaine, légale ou illégale, est plus forte à partir des colonies portugaises d'Angola ou de Mozambique que de toute autre région de l'ensemble de l'Afrique. Les estimations officielles (Marcelo Caetano) portent sur 500.000 émigrés pour chaque territoire. Le total réel est probablement supérieur. On trouve des émigrés angolais au Congo ex-français, au Congo ex-belge, en Rhodésie du Nord, en Afrique du Sud-Ouest ; des Africains du Mozambique ont émigré au Transvaal, au Natal, en Rhodésie du Sud, au Nyasaland et au Tanganyika. Il y a des émigrés de Guinée portugaise en Guinée et au Sénégal. La densité de la population du Nyasaland elle-même est due en partie à une entrée clandestine excessive d'Africains du Mozambique. Un tableau de l'émigration établie pour certains territoires du Sud, du Centre et de l'Est de

(1) James Duffy, *Portuguese Africa*, Harvard, 1959.

l'Afrique de 1952 à 1954 montre Mozambique, à elle seule, égalait celle de tous les autres territoires

que l'émigration du presque le total de ensemble :

EN MILLIERS

Soudan (vers l'Ouganda)	2.6
Ouganda (vers le Tanganyika et Zanzibar)	1.3
Kenya (vers l'Ouganda, le Tanganyika et Zanzibar)	19.1
Tanganyika (vers Zanzibar, le Nyasaland et Zanzibar)	29.0
Ruanda-Urundi (vers le Congo, le Tanganyika)	27.4
Congo (vers l'Ouganda)	4.2
Rhodésie du Nord (vers le Congo, le Tanganyika)	52.6
la Rhodésie du Sud, l'Union Sud-Africaine, la Rhodésie du Sud, l'Union Sud-Africaine, Zanzibar, Tanganyika, Zanzibar, l'Union Sud-Africaine)	109.7
Rhodésie du Sud (vers l'Union Sud-Africaine)	30.0
Bechuanaland (vers la Rhodésie du Nord, la Rhodésie du Sud, l'Union Sud-Africaine)	19.0
Total	<u>294.9</u>
Mozambique (vers Zanzibar, le Tanganyika, le Nyasaland, la Rhodésie du Sud, l'Union Sud-Africaine)	238.9

Le rapport d'Henrique Galvao en 1947 sur l'Angola est probablement excessif par endroits, mais il reste le verdict classique porté sur la société engendrée par le travail forcé :

« La population fuit massivement, ses maisons, et les territoires se vident... C'est l'émigration clandestine qui, de plus en plus rapidement, écoule les populations de Guinée, du Mozambique, Angola ; c'est elle qui est responsable de la grave anémie démographique que l'on remarque en Angola. Là, il ne reste que les vieillards et les infirmes, les femmes, les enfants et les invalides... La déchéance physique de la population indigène est une réalité qui ne peut passer inaperçue, même pour l'observateur le plus indifférent... La mortalité infantile atteint les 60 % et... un taux de mortalité de 40 % n'est pas rare parmi les travailleurs eux-mêmes. Les visages sont fermés, statiques. Ils ne crient pas, ils n'expriment pas la souffrance. Il faut aller voir par soi-même, il faut encourager ceux qui veulent voir. Le Gouvernement est devenu le principal recruteur et distributeur de main-d'œuvre indigène, au point

que les colons font appel au Département des Affaires Indigènes avec des demandes écrites de « fourniture de main-d'œuvre », qu'ils déposent sans la moindre gêne. Le terme « fourniture » (*fornecer*) s'utilise indifféremment pour les marchandises et pour les hommes... L'idée prévaut toujours que l'indigène est une bête de somme ; l'indifférence à l'égard de la santé physique et morale des travailleurs est flagrante... A certains égards, la situation est plus grave que celle qu'engendrait l'esclavage. Dans le système esclavagiste, l'homme acheté, acquis comme une tête de bétail, était considéré par son maître comme une valeur. Il avait intérêt à le conserver en bonne santé, fort et habile, comme il s'occuperait de son cheval ou de son taureau. Aujourd'hui, l'indigène n'est pas acheté — il est simplement loué auprès du Gouvernement, bien qu'il puisse avoir le statut d'un homme libre. Son maître ne se soucie absolument pas de savoir s'il tombe malade ou s'il meurt, tant qu'il travaille pendant qu'il est en vie... Quand il devient incapable de travailler ou quand il meurt, le maître peut toujours demander qu'on lui fournisse un autre travailleur. Seuls les morts sont vraiment exempts du travail forcé. »

Presque tous les régimes coloniaux d'Afrique ont utilisé le travail forcé à un moment ou à un autre. C'était particulièrement net en Afrique Equatoriale Française (Cameroun, Oubangui, Tchad) jusqu'en 1945, sous la forme de quotas obligatoires sur le coton. La situation de Madagascar, vers 1920-1930, était aussi mauvaise. C'était chose courante en Ethiopie italienne. Il existe toujours en Afrique du Sud, sous la forme de travail disciplinaire pour infraction contre les lois de laissez-passer (le salaire est de 0,50 F par jour). Mais dans la plupart des cas il était en marge de l'économie dans son ensemble (projets de l'Administration pour routes et irrigation au Congo, plantations de tabac en Union Sud-Africaine), ou bien il représentait une phase primaire et transitoire du développement économique du territoire. L'Afrique Portugaise est un cas unique par la continuité et l'envergure de son utilisation du travail forcé.

Continuité du travail forcé.

L'esclavage a été légalement aboli dans tout l'Empire portugais en 1869. Le premier code du travail (1878) autorisait le caractère coercitif du travail sous contrat

des Africains considérés comme « vagabonds ». Ainsi, l'abolition officielle de l'esclavage n'entraîna pas de changement réel. « Pratiquement, le travail libre n'existait pas dans les colonies. Le patron se sentait moins d'obligation à l'égard du travailleur sous contrat qu'à l'égard de ses anciens esclaves. Les *serviçais* (travailleurs sous contrat) restaient au niveau de la portion congrue. »

En 1898, une Commission Royale sur l'Afrique Portugaise déclarait que « l'Etat, non seulement en tant que Souverain de populations semi-barbares mais aussi en tant que dépositaire de l'autorité sociale, ne devrait avoir aucun scrupule à *obliger* et si nécessaire à *forcer* (en italique dans l'original) ces nègres grossiers d'Afrique, ces parias ignorants d'Asie, ces demi-sauvages d'Océanie à travailler, c'est-à-dire à s'améliorer par le travail, à acquérir de meilleurs moyens d'existence par le travail, à se civiliser par le travail... » En 1914, un nouveau code du travail fut publié, dont le premier article déclarait : « Tout indigène valide des colonies portugaises est sujet, en vertu de la présente loi, à l'obligation morale et légale de pourvoir, au moyen de son travail, à sa subsistance et à l'amélioration progressive de sa condition sociale. » En 1906, le travail forcé dans les plantations de cacao de Sao Thomé était dénoncé par Nevinson dans son livre *A modern Slavery* (Un esclavage moderne) et le scandale fut international. En 1909, le fabricant quaker de chocolat, Cadbury, confirma les découvertes de Nevinson dans *Labour in Portuguese West Africa* (Le travail en Afrique Occidentale Portugaise). En 1925, le sociologue américain Edward Ross publiait une analyse détaillée du travail forcé en Angola. Depuis la guerre, les comptes rendus de Davidson, Gunther et Harris (voir plus haut) ont prouvé que le système fondamental établi suivant les principes du rapport de 1898, demeure inchangé à ce jour.

Envergure du travail forcé.

« Le travail forcé demeure le volant de toute l'économie du pays », écrivait Davidson en 1954. L'image est juste — et même insuffisante.

Davidson prétend qu'en 1954 les dossiers du Département des Affaires Indigènes de Luanda (auxquels il a eu accès) révélaient la proportion suivante de travail forcé et de travail « volontaire » :

Travail sous contrat : 379.000 ; travail volontaire : 400.000. Total : 779.000. Il devait être attaqué là-dessus par un porte-parole de l'Administration portugaise qui cita des statistiques officielles : 142.674 travailleurs sous contrat en Angola en 1953 et 99.771 en 1954. Mais il n'y a aucune raison de ne pas croire Davidson, alors qu'il y en a plusieurs pour ne pas se fier aux statistiques du Gouvernement (le dernier chiffre officiel pour 1958 était de 130.141 « *contratados* »).

Au Mozambique, les chiffres sont plus faciles à vérifier et plus précis :

519.000 travailleurs forcés du coton ;
100.000 travailleurs agricoles sous contrat ;
400.000 travailleurs sous contrat déplacés.

1.019.000 au total.

La main-d'œuvre totale est d'environ 2.094.000 individus (chiffre de 1954 pour le Mozambique, y compris les travailleurs déplacés).

Toutefois, la signification *structurelle* du travail forcé recouvre complètement son importance statistique. L'existence du pur travail forcé à cette échelle déforme, de façon permanente, tout autre type de travail. Cette déformation est la plus nette dans le cas du travail « volontaire ». Comme nous l'avons vu, la différence pratique entre le travail « volontaire » et le travail « sous contrat » se réduit à une question de lieu. Dans certains cas, le travail volontaire est même moins bien payé que le travail forcé. La *menace* d'un déplacement forcé suffit à faire accepter des salaires et des conditions de travail inhumains sur place. De même, le travail en déplacement devient, dans les colonies portugaises, un reflet du travail forcé proprement dit. Les recrues du Rand ne répondent pas seulement à des mobiles économiques ordinaires ; leur émigration est une fuite active devant une oppression particulière — le système du contrat. A l'origine, l'afflux de main-d'œuvre dans le Rand fut une affaire de recrutement par la force. Actuellement, il n'est probablement guère besoin de recrutement par la coercition directe. Non seulement parce que les conditions de travail dans les mines se sont améliorées, mais aussi parce que la coercition a *déjà* eu lieu à un stade antérieur. Le travail en déplacement en est le résultat transposé. En Afrique portugaise, le travail forcé est le secret de l'emploi le plus anodin, la base des occupations les mieux payées. La violence qu'il introduit

dans la société est contagieuse. Directement ou indirectement, immédiatement ou à longue échéance, elle s'installe partout et déforme tout. Finalement, la violence tend à coïncider avec la notion même des relations sociales. La révolution angolaise montre à quel point cette tendance est devenue réalité.

La domination portugaise outre-mer a été définie comme un « ultra-colonialisme », c'est-à-dire à la fois la forme la plus extrême et la plus primitive du colonialisme (1).

Le travail forcé dans les colonies portugaises est la forme extrême d'exploitation existant en Afrique. Ses conséquences humaines sont une dégradation qui dépasse tout ce que les autres colonialismes ont pu produire. Mais, en même temps, le travail forcé, fondement et emblème du colonialisme portugais, est la meilleure preuve de son caractère attardé.

Toute puissance coloniale occupant un territoire sous-développé se trouve confrontée à un problème initial lorsqu'elle entreprend de mettre en valeur les ressources économiques de sa colonie. Comment mobiliser suffisamment de main-d'œuvre pour faire marcher un appareil d'exploitation efficace ? Elle doit presque invariablement résoudre le problème d'une économie rurale de subsistance. Comment libérer suffisamment de main-d'œuvre pour mettre en route un secteur d'échange ? Presque toutes les puissances coloniales ont commencé par utiliser une forme quelconque de coercition : c'était la solution la plus facile et la moins coûteuse. Le travail forcé a permis l'accumulation primitive de main-d'œuvre initiale du colonialisme européen en Afrique : dans les forêts de caoutchouc du bassin du Congo, dans le delta du coton du Shari-Logone, dans les plantations de sisal du Tanganyika, un surplus a été fourni par les paysans, arrachés par la force à leurs cultures vivrières. A ce stade, le degré de capitalisation était très réduit et n'autorisait aucune production marginale d'objets susceptibles d'attirer les Africains. Au fur et à mesure des progrès du capitalisme, la situation changea. Trois facteurs se sont combinés pour effectuer une conversion, seulement partielle, de la masse ouvrière. Le premier était politique et externe : le rôle des syndicats, des partis sociaux-démocra-

(1) Le préfixe est quelque peu arbitraire, dans la mesure où il ne suggère que le côté « extrémiste » du système. Mais il convient ici, car il est très employé parmi les nationalistes angolais.

tes et socialistes dans les métropoles. L'amélioration du régime des travailleurs de la métropole influençait, dans une certaine mesure, les révisions outre-mer. Ce n'était pas un facteur essentiel. Dans bien des cas, des mouvements ouvriers d'Europe, forts, furent impuissants à changer les statuts des régimes coloniaux — le Congo et l'Indonésie en sont des exemples frappants. Les leviers essentiels des changements furent d'un tout autre type. D'abord, la logique d'un impérialisme transformateur (voir la première partie de cette étude) est la création d'un marché de consommation dans les dépendances.

Pour cela, il faut un revenu monétaire minimum pour la population africaine. En même temps, l'essor du capitalisme et l'amélioration de la technique affectent une rationalisation générale du mode d'exploitation des ressources de la colonie. Les profits et la productivité montent en flèche. Mais le complément indispensable d'une technique avancée est une main-d'œuvre évoluée. Plus le fonctionnement de la machine est complexe, plus le conducteur doit être habile — et adapté. Aucun développement industriel ne peut se fonder sur la sous-alimentation et l'analphabétisme. Dans ces conditions, le *style* tout entier de l'impérialisme change : le paternalisme remplace la terreur. Le régime de l'Union Minière du Katanga, avec son recours aux techniques du capitalisme les plus intensives, et sa politique sociale extensive, est l'unique exemple développé en Afrique de ce type de contrôle impérialiste. Mais tout colonialisme qui industrialise — sauf dans les cas où la main-d'œuvre blanche est abondante — agit logiquement ainsi, lorsque le prolétariat africain peut être maintenu constamment à un niveau peu élevé de spécialisation. La seule exception confirme la règle. L'Afrique du Sud, la région la plus industrialisée du continent — fait encore un usage extensif de ce qui équivaut au travail forcé : les Africains sont parqués dans des réserves qui ne peuvent même pas leur assurer le minimum et ne peuvent en sortir qu'en signant un contrat pour les mines d'or, pour lesquelles il existe une agence ayant le monopole du recrutement. Cependant, c'est précisément l'*irrationalité* de l'industrie de l'or de l'Afrique du Sud qui rend ce procédé nécessaire. L'or du Rand est si faible, et il se trouve maintenant si profondément enfoui que, dans des conditions normales, son extraction serait loin d'être économiquement rentable : pour obtenir une tonne d'or, il faut travailler environ 160.000 tonnes de minerai. Des mines

où les gisements sont plus riches et plus accessibles ont été abandonnées en Australie ou aux Etats-Unis, où les travailleurs peuvent imposer des contrats collectifs. Il n'y a qu'une seule raison qui explique comment, dans ces conditions, l'Afrique du Sud peut encore avoir la plus grande industrie de l'or du monde : un appareil gigantesque de terreur assure une masse de main-d'œuvre toujours disponible au prix le plus bas. Même ainsi, elle a besoin d'une grande quantité de main-d'œuvre immigrée des territoires environnants, bien moins développés (environ 200.000 travailleurs au total) pour compléter ce que lui fournit les réserves. Dans ce sens, l'Afrique du Sud est une péninsule industrialisée (relativement), qui dépend d'un immense arrière-pays sous-développé pour préserver une économie anachronique. L'exception qu'elle semble incarner ne fait que confirmer, en réalité, la règle : l'exploitation coloniale économiquement rationalisée tend vers le paternalisme.

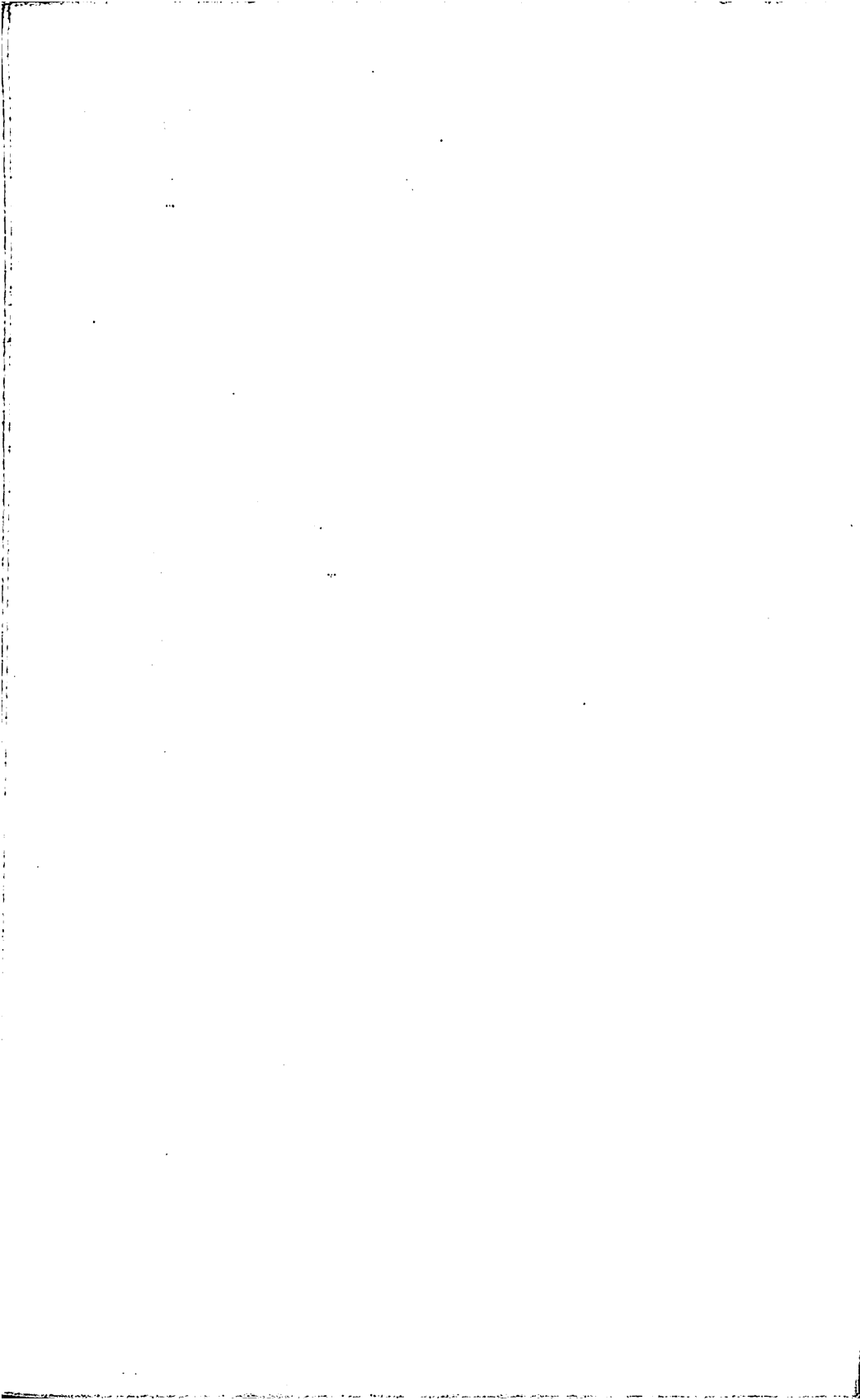
L'utilisation du travail forcé par l'impérialisme portugais apparaît ainsi dans son contexte. C'est l'instrument délabré d'une puissance coloniale qui n'a jamais pu réaliser des rapports économiques de transformation avec ses dépendances, ni même avec sa propre économie. Le Portugal n'a jamais pu se permettre d'exporter des sommes appréciables de capital fixe vers ses colonies : il n'y a jamais eu de véritable investissement technique sur la base coloniale. C'est pourquoi le développement économique n'a jamais atteint le stade où les mobiles économiques peuvent entrer en jeu. D'où l'utilisation massive du travail forcé. Dans une région où l'économie d'échange est elle-même si primitive qu'elle n'attire pas le paysan, il faut utiliser la coercition ouverte pour écraser les couches rurales les plus basses. D'où le système « *shibalo* » et ses accessoires : d'abord, les clauses concernant le « vagabondage », ensuite l'impôt classique de capitation pour forcer le paysan à entrer dans le secteur monétaire. Comme en Afrique du Sud, des régions entières d'activité économique sont fondamentalement irrationnelles ; on ne peut les maintenir et les rendre profitables que par l'utilisation du travail forcé : toute l'industrie du coton du Nord du Mozambique, la culture d'exportation principale de la colonie, est une création précaire fondée sur un milieu climatique et culturel fondamentalement inadéquat. De plus, l'utilisation du travail forcé incarne en soi l'irrationalité du système économique dans son ensemble — irrationalité qui, en cercle vicieux, est responsable, au départ, de l'existence du travail forcé.

Le travail forcé est une tentative de résoudre le problème du manque de main-d'œuvre. En Angola, du moins, il aurait existé même si le colonialisme y avait disposé d'un équipement industriel convenable ; car le commerce des esclaves y a causé des ravages en dépeuplant la région d'environ quatre millions de personnes. Mais le système portugais du travail forcé, destiné à résoudre le manque de main-d'œuvre, finit inévitablement par l'aggraver. Le régime de travail imposé aux Africains représente une telle oppression qu'il provoque un exode massif et continu qui aggrave l'« anémie démographique » responsable, au départ, de l'utilisation du système.

La conclusion logique du système est l'acceptation et même l'encouragement du phénomène sous les auspices de l'Administration, ce qui se traduit par la transformation de l'émigration en exportation organisée. Comme au XVII^e siècle, l'économie reste inchangée, elle est même affaiblie, au profit des recettes enregistrees grâce à l'exportation de main-d'œuvre. « Sans or, il n'y a pas d'Afrique du Sud, et sans Mozambique il n'y a pas d'or » pourrait bien être une nouvelle formulation du vieil adage (1). Par un anachronisme étonnant, le rapport entre le Mozambique et l'économie d'Afrique du Sud d'aujourd'hui est, à bien des égards, un fac-similé du rapport entre l'Angola et l'économie brésilienne du XVII^e siècle.

Le travail forcé est donc la clef de voûte du système colonial portugais, le phénomène qui révèle le plus immédiatement et le plus catégoriquement sa nature particulière, ses marques jumelles d'extrémisme et d'archaïsme. On voit maintenant comment les autres dimensions de l'impérialisme portugais se conforment au tableau général qu'il détermine.

(1) « Sans sucre il n'y a pas de Brésil et sans Angola il n'y a pas de sucre », voir première partie.



Le colonat

L'exploitation efficace d'une colonie exige évidemment qu'il y ait une main-d'œuvre africaine et qu'elle soit utilisable, mais aussi la présence effective de Blancs et leur contrôle. Un autre trait caractéristique du colonialisme portugais est l'étendue et la qualité de sa colonisation.

On a vu que jusqu'aux dix dernières années du XIX^e siècle, les établissements portugais en Afrique étaient peu importants et peu dynamiques : en 1870, il devait y avoir environ 3.000 Portugais au Sud de l'Equateur. Il est significatif que le premier contingent important de colons installé en Afrique Portugaise pendant la période d'accaparement impérialiste ne fut absolument pas portugais. Il se composait de Boers, de « Thirstland Trekkers » (voyageurs du pays de la soif), un groupe qui quitta la région de Mafeking en 1875 pour échapper au contrôle britannique et se mit en marche vers le Nord à travers le Bechuanaland et l'Afrique du Sud-Ouest, pour atteindre le territoire portugais en 1880. Il n'y eut que 300 survivants de cette expédition (composée au départ de 600 personnes) : « le groupe de colons le plus important qu'on ait eu en Angola jusque-là ». Rappelons que l'ensemble de la population blanche de l'Angola avait été évaluée, vingt-cinq ans plus tôt, par Livingstone, à 1.000 personnes.

L'installation des Boers à Humpata fit faire au Gouvernement de Lisbonne de gros efforts pour contrer cette initiative étrangère. « Des familles pauvres, généralement ignardes, furent recrutées dans tous les coins de la métropole pour être expédiées aux frais du Gouvernement en Angola du Sud, afin d'isoler la communauté boer. » (1). Cette colonisation dirigiste et financée par l'Administration était un précédent important. Son résultat immédiat ne fut pourtant pas probant. De 1850 à 1890, l'émigration portugaise moyenne en Afrique fut de 400 personnes par an. Après 1890, elle s'éleva à 1.500 ou

(1) Duffy, op. cit.

2.000 par an. Vers 1900, le gouvernement abandonna la politique d'émigration. La population portugaise en Angola était, à l'époque, d'environ 9.000 personnes, dont la plupart faisait partie du personnel administratif et militaire. Les chiffres étaient probablement voisins pour le Mozambique.

Les premières années du xx^e siècle virent une légère amélioration. Vers 1930, les populations blanche et métis de l'Angola se présentaient ainsi :

	Angola (1927)	Mozambique (1928)
Blancs	42.843	17.800
Métis		8.350
		26.150
Population totale	3.000.000	3.500.000

Les plans de colonisation patronnés par le gouvernement se poursuivaient toujours mais réussissaient moins, à la longue, à consolider la présence portugaise que l'émigration non dirigée de personnel bureaucratique et d'entreprise. Pourtant, à partir de 1940 environ, les chiffres de l'émigration commencent à augmenter et au cours des dernières années le flot est devenu plus fort et plus rapide, en particulier vers l'Angola :

	1940	1950	1960
Angola	44.000	79.000	200.000
Mozambique	27.500	48.000	80.000

Si l'on admet que les conditions climatiques sont le facteur déterminant de l'établissement des Blancs, la colonisation portugaise est maintenant au même stade que les autres régions où l'effort d'adaptation des Blancs est le même. L'*altiplano* d'Angola — les plateaux de Bié et de Huila — s'étend entre 900 et 1.500 mètres au-dessus du niveau de la mer, c'est-à-dire très au-dessus de l'altitude de la malaria et suffisamment au-dessus des zones de la mouche tsé-tsé ; la température moyenne est de 18 à 20° et la pluviosité est de l'ordre d'un mètre. Le Mozambique est beaucoup moins favorisé : il est, dans l'ensemble, beaucoup plus bas, de 1 à 300 m. d'altitude,

beaucoup plus humide et son climat est plus proche de celui de l'Afrique tropicale. Une comparaison avec d'autres territoires d'Afrique centrale et méridionale confirme que la densité de population blanche dans les deux colonies est relativement forte :

PROPORTION DE POPULATION BLANCHE ET AFRICAINE
DANS CERTAINS TERRITOIRES D'AFRIQUE CENTRALE
ET MERIDIONALE

Afrique du Sud	1 pour	3
Afrique du S.-O.	1 —	6
Angola	1 —	20
Rhodésie du Nord	1 —	30
Kenya	1 —	70
Mozambique	1 —	75
Bechuanaland	1 —	77
Congo	1 —	130
Nyasaland	1 —	280
Tanganyika	1 —	450
Ruanda Urundi	1 —	600
Ouganda	1 —	640

La colonisation portugaise semble donc, à première vue, avoir été normale et efficace. Pourtant l'ampleur de l'immigration en soi ne donne presque aucune indication sur son *caractère*. Diverses considérations indiquent qu'en dépit de son volume la colonisation portugaise des territoires africains n'est pas forcément semblable en nature, et donc en signification, à l'immigration blanche dans le reste de l'Afrique méridionale et centrale.

L'émigration est toujours un phénomène ambigu. Elle peut être le signe des deux extrêmes du tonus social : surabondance et dynamisme ou stagnation et anémie. Sa signification dépend visiblement de ce qu'elle est *l'alternative* à une situation intenable ou la solution optima à une situation qui permet plusieurs choix possibles. Dans le premier cas, c'est la fuite, dans le second la conquête — normalement, évidemment, c'est un mélange des deux. Le poids relatif de chaque élément est généralement facile à définir. L'émigration irlandaise, au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, était d'environ 59.000 personnes par an en moyenne sur une population d'environ 4.500.000 entre 1861 et 1921, période ponctuée par des famines répétées. Au cours de la même période, l'émigration anglaise tournait autour

de 35.000 sur une population qui passait de 28 millions à 44 millions, pendant que les salaires réels s'élevaient de plus de 100 %. La disproportion des chiffres ne fait que souligner la différence des causes.

Dans cette optique, l'émigration coloniale portugaise apparaît sous un nouveau jour, différente de l'émigration anglaise par exemple, ou sud-africaine, vers la Rhodésie du Sud (cette dernière, en particulier, représentant un cas presque pur d'« émigration optima »), qui a suivi un rythme comparable pendant ces dix dernières années. Entre 1939 et 1958, les salaires réels métropolitains ont baissé du tiers au Portugal. Pendant la même période, le salaire moyen de l'ouvrier d'usine anglais s'est élevé de deux tiers. Les caractères de ces deux immigrations sont donc extrêmement différents. La différence est soulignée par un autre aspect de la colonisation portugaise qui la distingue de tous les autres peuplements blancs d'Afrique.

Il s'agit du chômage intensif de la population européenne elle-même. Il existe peu de statistiques dans ce domaine, mais le phénomène est pratiquement reconnu par tous les observateurs compétents qui ont étudié récemment les colonies. Il est particulièrement aigu en Angola. Le correspondant du *Monde* en Angola rapportait, au début de 1960, qu'il y avait 20.000 Blancs en chômage dans le pays (les estimations officielles étaient de 7.000). Un correspondant de l'*Observer*, en 1961, estimait à 10.000 le nombre des chômeurs blancs à Luanda seulement (dont la population blanche doit être de 50.000 au total). Un tel chômage des Blancs est unique en Afrique. Toutes les explications possibles ne font encore qu'indiquer une contradiction fondamentale entre l'impérialisme portugais et l'impérialisme « normal ». D'une part, le chômage des Blancs dans les colonies pourrait être interprété comme un symptôme extrême de l'émigration « de fuite » déjà mentionnée : les pressions centrifuges de la situation en métropole peuvent être assez fortes pour renverser tout rationalisme économique et entraîner ses victimes aveuglément d'un chômage ou d'un sous-emploi à un autre. Le phénomène peut aussi indiquer que le niveau de capitalisation du territoire colonial est encore très bas et qu'il ne peut offrir qu'un nombre limité d'emplois dans un marché du travail primaire et rigide. Enfin, dernière considération : le niveau culturel de base. Lorsque l'équipement est défectueux, il a presque automatiquement pour corollaire un manque d'aptitudes. Les chômeurs portugais des villes coloniales peuvent très bien être incapables de dépasser le niveau de manœuvre sans qua-

lification auquel sont relégués les Africains et qui, dans le contexte colonial, est impensable pour les Européens. Pris entre une situation impossible en métropole, une économie coloniale incomplète et un prolétariat africain, le pauvre immigrant portugais va grossir les rangs d'un « lumpen-colonat » caractérisé par le racisme le plus virulent.

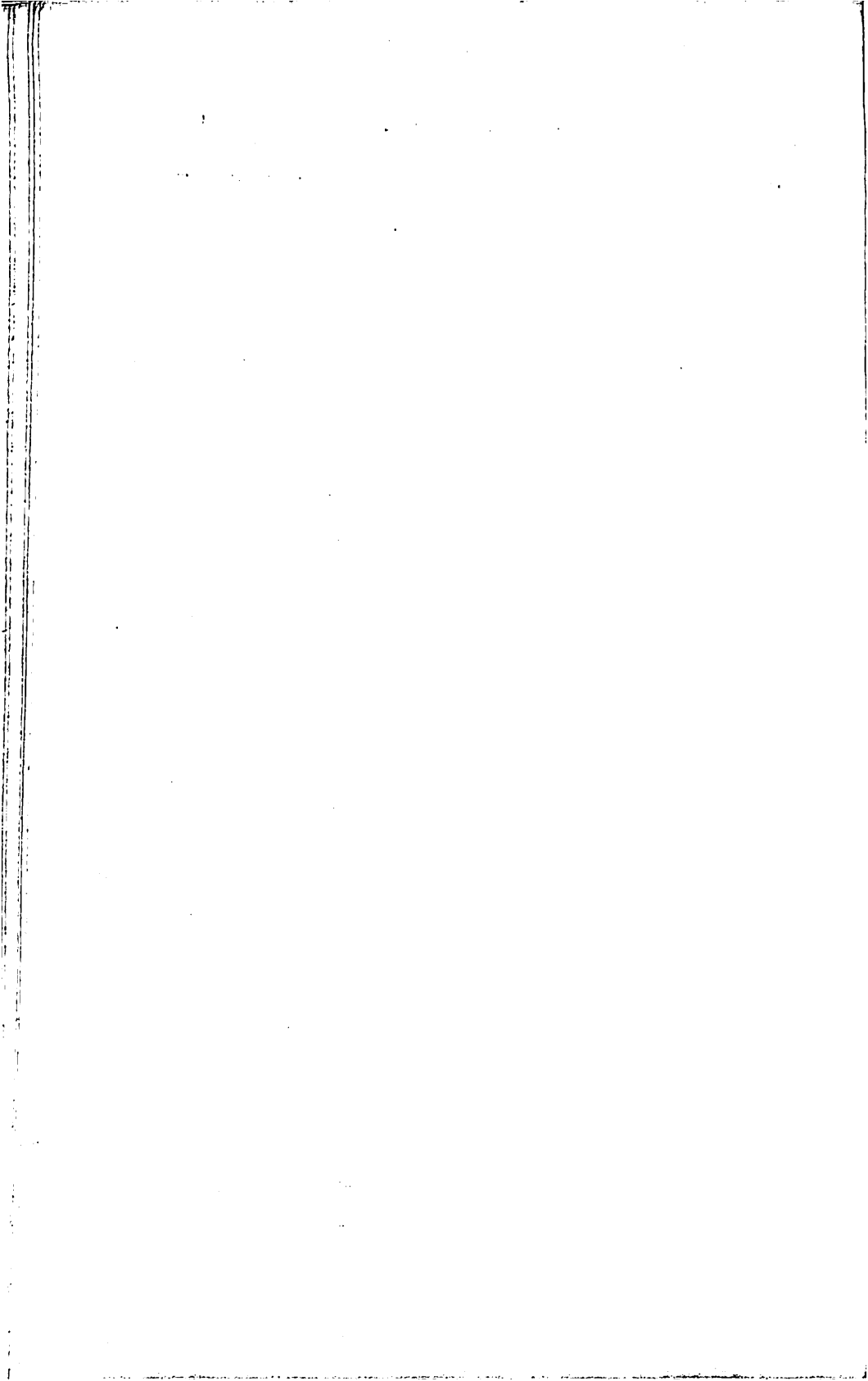
Le caractère particulier de l'immigrant colonial portugais est mis en relief par les structures coloniales officielles qui constituent une conclusion appropriée à toute analyse de la colonisation blanche de peuplement dans l'Afrique portugaise. En Angola et au Mozambique, un grand nombre de projets de colonat, créés par l'Administration, ont été mis en route. Ces plans de colonisation sont systématisés et précisés dans leurs moindres détails par le gouvernement de Lisbonne, qui en inscrit le montant sur le Plan de Développement Colonial. Ils n'ont pas d'équivalent dans l'histoire coloniale de l'Afrique d'après-guerre : on peut, à la rigueur, les comparer aux programmes d'établissements italiens en Libye et en Ethiopie des années 1920 et 1930. Ces plans se soldent par la transplantation administrative de communautés paysannes de leur pays d'origine à la colonie où sont reconstruites des conditions d'habitat aussi semblables que possible, jusqu'au moindre détail, à celles du village qu'elles ont quitté. Dans la région modèle de Cela, sur le plateau d'Huila, en Angola, environ 375 familles, soit 2.000 personnes, ont été importées depuis 1953 pour constituer une surface cultivable d'environ 500 hectares — en moyenne 15 hectares par famille ; chaque famille reçoit, en outre, une quarantaine d'hectares de pâturages. A Guiga, dans le Mozambique, 4.500 à 5.000 familles ont été installées dans la vallée du Limpopo et ont reçu un hectare de terre irriguée par personne active, à concurrence de 5 hectares par famille, et 25 hectares environ par personne de terre non irriguée pour servir de pâturages. Les colons reçoivent des maisons, des jardins, des vergers, du bétail, des graines et des outils agricoles. A Cela, le premier village reçut le nom du lieu de naissance de Salazar : Vimiero. Toute main-d'œuvre africaine est officiellement interdite sur ces reproductions méticuleuses du Portugal rural. La maxime qui les inspire est « à chacun sa houe ».

Ces créations extraordinaires révèlent plus nettement que tout les particularités de la colonisation portugaise en Afrique au xx^e siècle. Le procédé habituel de colonisation

dans un pays sous-développé implique la transformation de la paysannerie indigène en prolétariat rural ou urbain dépossédé, contenu dans un complexe économique articulé, dirigé à tous les points de contrôle par des Blancs de différents niveaux. Mais le Portugal n'a jamais eu ni l'équipement pour établir un tel complexe, ni la main-d'œuvre qualifiée pour le diriger. Il a donc eu recours au procédé presque incroyable de créer, parallèlement à la paysannerie africaine, une paysannerie européenne ou plutôt de remplacer l'une par l'autre. L'éviction de l'une par l'autre ne représente presque aucun progrès agronomique : elle ne fait qu'alléger la pression de la densité de population au Portugal. Une fois de plus, la ligne de l'ultra-colonialisme est appliquée : le surplus qui ne peut être épongé par l'investissement technique est arraché par la force. C'est du moins ce que l'on tente de faire. Tout indique que les plans de colonisation, résumé des contradictions du colonialisme pré-industriel, représentent un gaspillage financier énorme. Le prix de revient de ces villages transplantés est astronomique : le correspondant du *Times*, qui a visité la colonie de Cela vers le milieu de 1960, rapportait que l'établissement revenait en moyenne à 2.500 livres par personne, si l'on inclut le personnel des divers services et de l'Administration entre-tenue par les villages (environ 1.500 personnes), et à 4.500 livres environ par membre de la communauté fermière proprement dite, qu'il soit économiquement actif ou non. Ce même correspondant, commentant la communauté portugaise d'Angola, en général, ajoutait : « Les Blancs, qui sont au nombre de 170.000 environ, sont, pour la plupart, des paysans à peine plus qualifiés que les 4.200.000 Africains du pays. » Il jugeait que le niveau de l'agriculture était vraiment très bas, si bas que les familles quittaient peu à peu la terre pour grossir les rangs des chômeurs des villes, tandis que celles qui restaient à la campagne se mettaient inévitablement — en dépit de l'interdiction officielle — à exploiter la main-d'œuvre indigène : « Les administrateurs ferment alors les yeux sur l'utilisation de main-d'œuvre africaine par les fermiers portugais. »

Les plans de colonisation qui tentent de transplanter physiquement la campagne portugaise en Afrique sont évidemment d'inspiration idéologique. Leur place au sein du système de la mystique impériale portugaise sera étudiée dans un prochain chapitre. Pour l'instant, il suffit de noter que la forme qu'a prise cette initiative bureau-

cratique est une autre expression manifeste de la faiblesse fondamentale du colonialisme portugais. Les phénomènes du chômage des Blancs et de la paysannerie blanche sont la suite logique du phénomène du travail forcé pour les Africains.



3.

Les missions

Toutes les puissances européennes, même les plus déchristianisées, ont patronné une activité missionnaire puissante et continue dans leurs colonies. La raison en est simple : la conversion de la population indigène représente, quand ce ne serait que symboliquement, son intégration à l'univers mental et culturel des Blancs. Elle avait donc l'avantage, même pour les administrations les plus athées et les plus anti-cléricales, d'amorcer un processus d'adaptation disciplinaire aux normes culturelles européennes. Outre cette signification objective, la conversion avait également une importante fonction psychologique dans la communauté blanche elle-même. Lorsqu'il se trouve confronté à l'altérité effrayante, insondable, de la population africaine, à sa présence opaque et menaçante hors de l'univers familier, réglé, de la société blanche, le colon est souvent pris de panique. Il se rend soudain compte que la grande aile protectrice de la culture européenne est insuffisante et tremble devant l'obscurité qu'il entrevoit derrière elle (1).

Dans une situation d'extrême insécurité, la religion organisée, l'intention de convertir les africains rassure. Le christianisme des régions coloniales est une *domestication* de la population indigène : objectivement, il impose à l'Africain la pensée et les mœurs européennes ; subjectivement, il libère l'Européen des terreurs que lui inspire l'Africain en le faisant entrer dans le même ordre que lui. Il a en même temps un autre avantage capital pour tout colonisateur. Il représente un *seuil limite* idéal à l'acculturation des indigènes. Un système colonial a besoin d'une

(1) Ce n'est pas de la littérature. Un témoin aussi impavide que Margery Perham confesse : « Il y a plusieurs années, tandis que j'attendais à Aden un bateau qui devait m'emmener en Somalie, qui était encore assez sauvage, j'ai soudain eu l'impression que je ne pourrais jamais quitter la civilisation relative d'Aden et plonger dans cette terre inconnue de l'autre côté de la mer. Ce n'était pas la peur physique ordinaire, et certainement pas la peur sexuelle. C'était la peur de me trouver, moi Blanche, Anglaise, mon petit moi cultivé, perdue, noyée... parmi des dizaines de milliers d'autres êtres pas nécessairement inférieurs mais totalement étrangers et incompréhensifs. Cette sensation de cauchemar s'effaçait... » *Reith Lecture*, IV, 1961.

population assujettie qui ait un certain niveau minimum d'euro-péanisation, permettant le maintien de l'ordre et l'exploitation. Par contre, une trop grande assimilation de la culture et des techniques européennes menacerait directement l'inégalité sur laquelle repose l'ordre colonial tout entier. La religion chrétienne offre un procédé presque parfait pour assurer les fruits de l'euro-péanisation minimum sans encourir les dangers de l'assimilation complète. La religion est à la fois le secteur de la culture européenne le *moins utilisable* et le *plus officiellement repris*. C'est aussi l'un des plus faciles à simplifier. C'est donc un instrument d'une valeur unique pour limiter et contrôler rigoureusement l'acculturation. L'indigène acquiert suffisamment d'éléments de la culture blanche pour être discipliné et docile, mais pas assez pour devenir compétent et prendre des initiatives (1). En exposant les Africains à ce qui passe pour un domaine central — en réalité périphérique et profondément inefficace — de la culture blanche, le colonialisme peut garantir le miracle précaire du « *seuil limite* ». Pour combien de temps ? Nous le verrons plus tard.

L'activité missionnaire portugaise en Afrique a commencé au tout début de la pénétration européenne, au xv^e siècle. En une seule fois, elle tenta de christianiser une population africaine importante, les Bakongos, en prétendant traiter d'égal à égal avec son chef et en le convertissant. En 1491, le chef suprême des Bakongos fut baptisé et devint le roi João ; son fils, Afonso, lui succéda vers 1505 et régna sur le bassin du Congo pendant plus de trente ans en monarque chrétien. La christianisation resta cependant limitée aux milieux de la Cour. Les colonisateurs portugais dominèrent vite la politique royale et le commerce des esclaves commença ses ravages. Dans ces conditions, l'influence chrétienne ne tarda pas à dispa-

(1) La population indigène se rend parfois compte de ce rôle de la conversion. Peter Worsley dans *The Trumpet Shall Sound*, Londres, 1957, en donne un exemple frappant. Il cite un anthropologiste : « L'éducation donnée par la Mission est le plus souvent un supplément à son objectif initial qui est d'assurer des conversions à la foi chrétienne... l'instruction qu'elle dispense ne cherche guère qu'à permettre aux élèves de savoir lire suffisamment pour mieux comprendre les Écritures » ; et il ajoute : « Les Mélanésien étaient finalement tellement convaincus que la véritable connaissance leur était refusée, qu'ils ont donné une importance spéciale dans leur culte à la découverte du « Secret » que cachait l'homme blanc. Le Secret était quelquefois incarné par les premières pages des bibles distribuées aux insulaires... »

Le même mythe profondément significatif de la Bible incomplète se retrouve dans le mouvement Kimbanguiste du Congo. Cf. Andersson, *Messianic Movements in the Lower Congo*, Upsala, 1952 ; V. Lanternari, *Les mouvements religieux des peuples opprimés*, François Maspero, 1962.

raître. La population blanche mourut, s'enfuit ou fut absorbée. Les chefs du Congo devinrent de plus en plus despotiques et l'unité du royaume s'effrita. São Salvador, la capitale du Bakongo, était désertée en 1690 et il ne restait que des ruines de ses douze églises, de ses murs et de ses forteresses.

Plus au Sud, en Angola proprement dit, l'activité missionnaire fut longtemps dominée, ce qui est significatif, par des non-Portugais : des capucins italiens. De 1650 à 1750 environ, quelque 400 frères œuvrèrent à la conversion de la population africaine de l'arrière-pays de Luanda. Leurs efforts furent éphémères, mais l'ampleur et l'énergie de leur tentative s'oppose de façon spectaculaire au programme catholique spécifiquement portugais. Après le départ des capucins, l'activité religieuse en Angola se trouva bientôt au point mort. En 1850, il ne restait plus que cinq prêtres dans tout l'Angola. Le gouvernement portugais, affolé, rappela les capucins, sans succès. Finalement, une autre organisation cléricale, étrangère cette fois, les pères français du Saint-Esprit, furent envoyés par le Vatican. Pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, ces Pères pénétrèrent dans le Sud de l'Angola et y établirent des missions et des séminaires.

Au Mozambique, l'activité missionnaire fut menée essentiellement par les Dominicains portugais. En dépit de campagnes intensives, le prosélytisme fut — comme toujours lorsqu'il n'est pas étayé par une machine militaire et économique cohérente — tout à fait stérile et passager. En 1825, il n'y avait que dix prêtres dans toute la colonie, dont sept originaires de Goa. Au milieu du siècle, « certaines années, il n'y avait pas un seul missionnaire à l'intérieur et seulement trois ou quatre sur la côte » (1). La situation s'améliora vers la fin du siècle, mais cette période apporta aussi un afflux de missionnaires étrangers — frères allemands, pères français de Montfort et Salésiens, frères consolateurs italiens.

Le régime de Salazar, sous la rubrique officielle de « Foi, Famille, Travail », est intensément et ouvertement catholique. On a déjà vu le rôle de pivot que joue le catholicisme dans la structure idéologique et celle du pouvoir politique du régime (voir première partie). On peut ajouter que le Portugal est généralement considéré comme le pays le plus complètement saturé de catholicisme d'Europe. Dans ces conditions, il n'est pas éton-

(1) Duffy, op. cit.

nant que la religion officielle de la métropole reçoive la bénédiction de l'Etat outre-mer. L'article 40 de la Constitution portugaise déclare : « Les missions catholiques portugaises outre-mer et les établissements qui préparent le personnel à ce service seront protégés et aidés par l'Etat comme institutions d'éducation et d'assistance et instruments de civilisation. » Avec une métropole totalement catholique, dont la dévotion est célèbre, un régime politique autoritaire et « nationaliste », l'appui officiel au prosélytisme catholique et national, toutes les conditions semblent être réunies pour une conversion massive dans ce siècle. On pourrait donc attendre une absorption particulièrement complète et spectaculaire de la population africaine au sein de l'Eglise.

Les chiffres de la conversion sont presque certainement gonflés. Mais ils surprennent tout de même, compte tenu des conditions énumérées. D'après le recensement de 1950, elle se présente ainsi :

	Catholiques	Protestants
Angola.	1.500.000	540.000
Mozambique.	210.000	60.000

Dans les deux pays, un tiers de la communauté chrétienne est hérétique, bien qu'il n'y ait pas la moindre minorité protestante au Portugal.

Les missionnaires protestants sont, évidemment, étrangers : les principales sectes représentées sont les Baptistes anglais, les Board of Commissioners for Foreign Missions américains (Conseil de Commissaires pour les Missions Etrangères), l'Eglise Unie du Canada, l'Eglise Episcopale Méthodiste Américaine et les Frères. Les chiffres cités cachent plus de choses qu'ils n'en laissent voir. Si l'on considère le nombre de prêtres de chaque confession dans les colonies, la comparaison est encore plus surprenante :

	Catholiques	Protestants
Angola (1957)	387	300
Mozambique (1957)	310	200

Il est évident que l'activité des pasteurs protestants auprès des convertis est certainement plus approfondie et plus suivie que dans la communauté catholique : les liens entre le clergé et la laïcité sont ainsi certainement plus étroits. Cette impression est confirmée par les chif-

fres de la contribution des missions protestantes à l'éducation africaine telle qu'elle existe dans les colonies portugaises. Dans un pays où l'éducation secondaire est presque inconnue, l'influence de ces missions sur l'éducation primaire et « rudimentaire » (c'est-à-dire sous-primaire) a une grande importance, du moins en Angola.

ANGOLA 1954

Ecoles primaires	Ecoles	Profes- seurs	Elèves
Gouvernementales	139	293	10.979
Catholiques	24	} 280	6.454
Protestantes	42		
Privées	132		

Là encore, les chiffres ne sont probablement pas exacts. La qualité de l'éducation dans les écoles protestantes semble être sensiblement plus élevée que dans leurs contre-parties catholiques — à tel point qu'il semble s'être créé une sorte d'élite d'Africains ayant reçu une instruction protestante. Quand la guerre de libération nationale a éclaté, au début de 1961, la répression portugaise a frappé tout spécialement, et consciemment, ce groupe, soupçonné de fournir la direction de la révolution. Roberto et Pinnock, dirigeants de l'U.P.A., ont été élevés dans des écoles missionnaires baptistes anglaises dans la province angolaise du Congo.

Ici encore les contradictions du colonialisme portugais sont évidentes. La puissance coloniale la plus intensément et la plus bigotement catholique a été incapable d'éviter que l'autorité spirituelle catholique sur une importante proportion de la population coloniale ne soit usurpée. Au lieu de christianiser placidement, il s'agit maintenant de susciter subtilement une désaffection. Pour un milieu aussi officiellement et explicitement catholique que les colonies portugaises salazaristes, le protestantisme revêt, en effet, un potentiel explosif qui va très au delà de sa signification normale. C'est une brèche dans un système qui dans le monde entier est tout aussi total et exclusif, mais qui, en Angola et au Mozambique, comme au Portugal même, porte en outre l'imprimatur officiel de l'Etat.

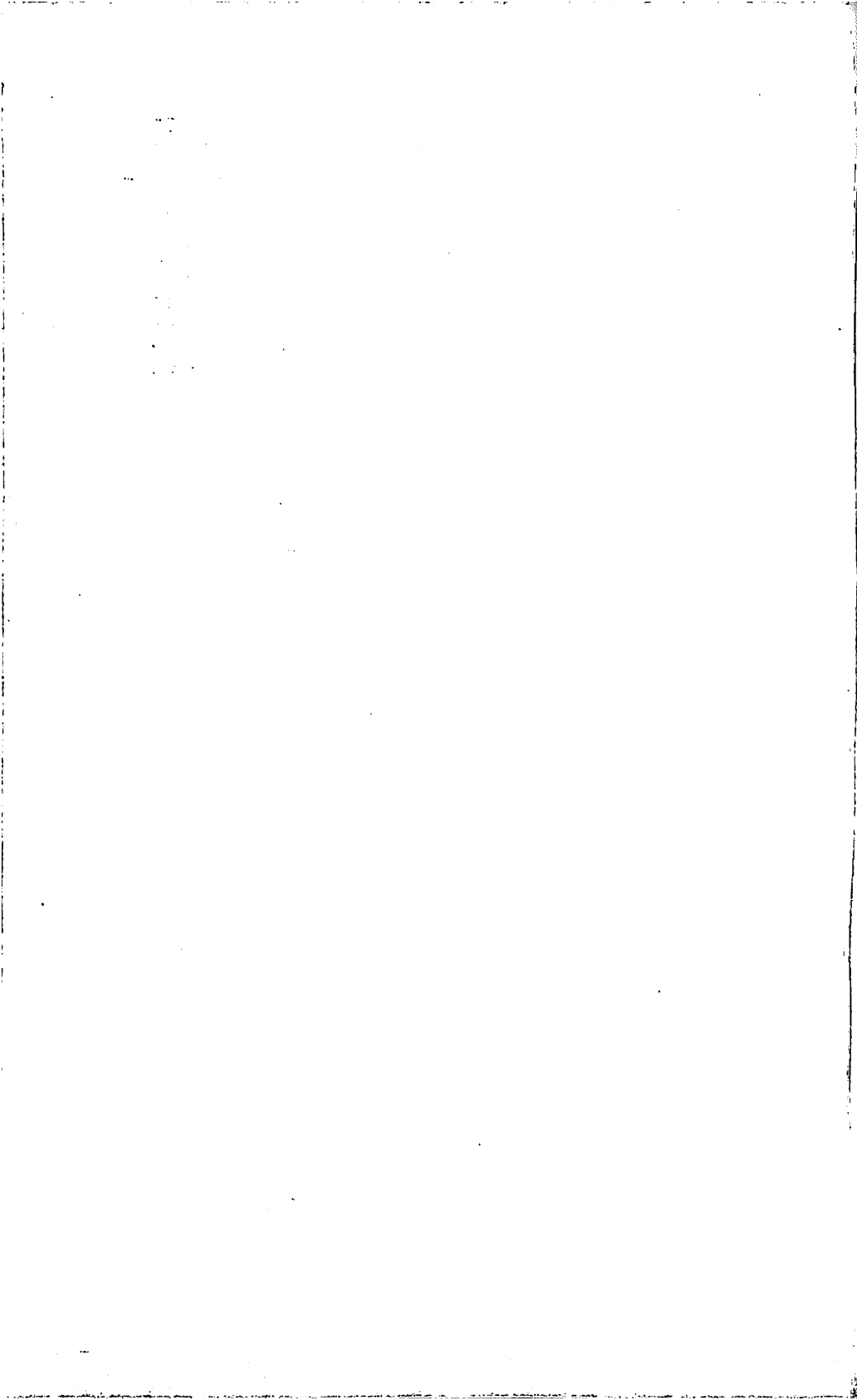
On a vu comment, faute d'une idéologie politique développée, le catholicisme joue un rôle absolument crucial dans le maintien du régime de Salazar. Lorsqu'un régime se lie aussi étroitement à l'Eglise, les conséquences

politiques d'une attitude qui laisserait une religion non orthodoxe gagner du terrain dans la population assujettie sont fatalement désastreuses à la longue. Les colons portugais les plus clairvoyants l'ont assez bien compris : le « *seuil limite* » n'est pas facile à maintenir, même dans les régions où il y a une unité confessionnelle entre l'Administration et les missions. Les missionnaires à titre individuel ne sont pas toujours inconscients de la nature de la domination coloniale et leur enseignement peut représenter, en puissance, certains dangers évidents pour l'Administration dans la mesure où il touche la conscience africaine. Ce qui est plus important, c'est que le processus de l'éducation lui-même a sa force propre et qu'il ne peut pas toujours être interrompu arbitrairement. Mais dans les colonies portugaises la contradiction entre un colonialisme catholique et la christianisation protestante a, dans certaines régions — notamment dans les provinces du Nord de l'Angola peuplées de Bakongos — bousculé complètement le système et a ainsi affaibli gravement la structure d'ensemble de l'autorité coloniale.

Le paradoxe d'une puissance catholique incapable d'effectuer un prosélytisme compétent sur la population de ses propres colonies, et qui laisse la place à l'activité missionnaire protestante est frappant. Il n'y a que l'Afrique Orientale — Ouganda et Tanganyika — où se soit produit quelque chose de comparable. Dans ces territoires, la population catholique est maintenant supérieure à la population protestante, bien que jusqu'ici l'administration y soit protestante. Mais deux différences essentielles entre les colonialismes anglais et portugais font que ce cas est moins surprenant que celui de l'Angola et du Mozambique. D'abord, l'Administration britannique n'a jamais eu de rapports aussi étroits et fondamentaux avec l'Eglise anglicane que le gouvernement portugais avec l'Eglise catholique. Le statut officiel de l'Eglise anglicane est, en comparaison, une affaire purement formelle. D'autre part, l'Angleterre, en tant que métropole, a une minorité catholique, relativement réduite, mais active et influente, tandis que le protestantisme portugais est inconnu. Compte tenu de ces différences, l'anomalie que constitue une population protestante appréciable dans les colonies portugaises demeure. Le phénomène est en harmonie avec les lignes générales du colonialisme telles qu'elles se sont dessinées jusqu'ici. L'activité missionnaire est le symptôme d'un élan plus vaste ; depuis l'époque où de Gama, à l'aube de l'impérialisme européen, déclarait : « Je cherche des chré-

tiens et des épices », elle a toujours été une dimension de l'ensemble de l'entreprise coloniale, et donne donc une idée de toutes les autres.

L'impuissance du Portugal à assurer un catholicisme uniforme procède de la même incapacité à instaurer une économie coloniale attirante ou à provoquer un afflux de colons approprié. Mais dans ce cas, le résultat — substitution étrangère — est différent et lourd de conséquences. Le précédent qu'il constitue se répétera ailleurs.



4.

Idéologie : Théorie et pratique

« Les territoires portugais d'outre-mer reçoivent le nom générique de « provinces »... ils font partie intégrante de l'État portugais. » (Articles 134 et 135 de la Constitution.) Officiellement, la Guinée, Timor ou le Mozambique sont des provinces portugaises, identiques, en nature et en statut, à Tras-Os-Montes ou Alentejo ; des régions égales d'une unique communauté nationale indivisible. « Pour le Portugal, il n'y a pas de territoires coloniaux assujettis à la communauté métropolitaine ; il n'y a qu'une communauté nationale couvrant un territoire qui est juridiquement un en dépit des distances géographiques. » (1)

Mais si toutes les unités géographiques composant ce Portugal multi-continental ont le même statut, leurs habitants, eux, ne l'ont pas. Le statut spécial qui régit les « provinces » africaines continentales est le décret-loi N° 39.666. En vertu de ce décret-loi, les *indigenas* (indigènes) sont « les personnes de race noire ou leurs descendants... qui n'ont pas encore l'instruction ni les coutumes individuelles et sociales nécessaires pour que leur soit appliqué complètement le droit public et privé applicable aux citoyens portugais ». Le système juridique applicable à ceux qui sont ainsi définis, l'indigénat, est dévastateur. L'article 23 du décret-loi exclut tous les indigènes de tous droits vis-à-vis des institutions politiques non-indigènes (c'est-à-dire la caricature de vote et les droits usuels accordés à la population blanche). L'article 9 limite la liberté de mouvement. L'article 32 déclare que le travail est un élément indispensable du progrès de l'indigène et permet à l'Administration de l'imposer. L'article 26 spécifie que le travail obligatoire peut être mis en vigueur pour manquement aux obligations fiscales.

Pourtant des Africains nés « indigènes » peuvent être libérés par « l'assimilation ». L'assimilation est le moyen

(1) Les citations de cette partie sont tirées surtout de : Salazar, *Doctrine and Action*, Londres, 1939 ; James Duffy, *Portuguese Africa*, Harvard, 1959 ; *Inquiry on Anti-Colonialism*, Lisbonne, 1957.

par lequel le « non-civilisé » (c'est-à-dire l'indigène) peut rejoindre les rangs des « civilisés » officiellement catalogués. Les critères de civilisation sont les suivants : possibilité de parler le portugais ; revenu suffisant pour assurer la subsistance du candidat et de sa famille ; bon caractère et possession de « ces qualités nécessaires pour exercer les droits publics et privés du citoyen portugais » ; obligations militaires remplies ; minimum de 18 ans. Tout Africain remplissant ces conditions peut jouir des droits sévèrement limités des Portugais blancs. La présence de critères tels que « bon caractère » montre clairement que, dans chaque cas, l'assimilation dépend du bon vouloir de l'Administration coloniale. Plus essentiel toutefois, pour déterminer le contenu de la théorie officielle de l'assimilation, est le niveau d'instruction auquel est maintenu la population africaine. Le nombre de ceux qui reçoivent une instruction quelconque dans les deux principales colonies d'Afrique portugaise était, en 1956 :

	Angola	Mozambique
Population totale	4.200.000	6.000.000
Nombre d'élèves	85.000	284.000

Ces chiffres couvrent également la population blanche. Même déduction faite de la population blanche, l'instruction que peuvent recevoir les Africains reste très au-dessous de la normale. En 1954, il y avait 183.092 élèves dans les écoles « rudimentaires » du Mozambique (réservées presque exclusivement aux Africains). Sur ce nombre, 3.595 seulement passaient l'examen de fin d'études (après trois ans), qui permet à l'élève de continuer ses études au niveau de la troisième année dans une école primaire. 2.774 ont réussi. En 1955, il y avait 212.428 élèves dans les écoles rudimentaires catholiques ; 2.761 exactement ont pu continuer leurs études à l'école primaire. En Angola, en 1954, il y avait 25.361 élèves dans les écoles rudimentaires, et 1.712 ont passé l'examen final ; 959 ont été reçus. Les chiffres s'amenuisent encore davantage dans l'enseignement secondaire. En 1954, dans tout le Mozambique, il y avait 120 Africains dans les écoles secondaires commerciales, industrielles ou ordinaires ; en Angola, ils étaient 141. Dans le *Liceu* de l'élite, l'école préparatoire à l'Université, il y avait 5 Africains et 800 élèves blancs ; jamais un Africain n'a suivi jusqu'au bout les cours du *Liceu*. L'enseignement supérieur est à peu près inaccessible ; les seuls Africains des colonies portugaises qui aient

une éducation supérieure l'ont acquise dans des Universités non-portugaises. En conséquence, 99 % de la population africaine est officiellement reconnue comme analphabète (recensement de 1950). Il n'est donc pas surprenant que le nombre des assimilés soit négligeable :

Population africaine	Angola	Mozambique	Guinée
« Non civilisée »	4.000.598	5.646.957	502.457
« Civilisée »	30.089	25.149	1.498
Pourcentage	0,74 %	0,44 %	0,29 %

Ces chiffres sont même exagérés. Etant donné que les femmes et les enfants d'« assimilados » peuvent obtenir presque automatiquement l'assimilation, sans remplir les conditions d'instruction requises ni être en mesure d'exercer pleinement les droits limités du statut, il serait plus juste d'estimer le nombre d'assimilados à 10.000 pour l'Angola (0,24 %), 8.000 pour le Mozambique (0,13 %) et environ 500 pour la Guinée (0,1 %). Cet ordre de grandeur est corroboré par le fait que 15.338, plus de la moitié, des Africains « assimilados » étaient analphabètes au dernier recensement.

Lorsque le Portugal prétend qu'il n'y a pas la moindre discrimination raciale, cela fait partie de l'ensemble de la théorie des « provinces d'outre-mer » et de l'« assimilation ». Les distinctions entre les indigènes et les non-indigènes, sont, dit-on, culturelles et non raciales ; la preuve en est le procédé de l'assimilation, par lequel les Africains, en passant des épreuves purement culturelles, sont ensuite traités sur un pied d'égalité avec leurs « compatriotes » blancs. La conception même d'un Portugal polyethnique s'étendant au delà des océans et des continents en une seule unité indivisible passe pour être diamétralement opposée aux théories d'« apartheid » du racisme.

La réalité nie brutalement et publiquement cette mythologie. Dans le domaine de la théorie, la définition même de l'« indigène » est explicitement et sans ambiguïté raciste : « Les personnes de race noire ou leurs descendants. » Aucun colon blanc n'a besoin de prouver qu'il a « bon caractère », ni qu'il a un emploi, pour être citoyen. En fait, le chômage des Blancs, comme nous l'avons vu, est très répandu. Si l'on voulait invoquer des indices culturels, les conclusions seraient embarrassantes pour la population blanche : elle est illettrée pour un quart. Économiquement, la disparité entre les salaires des Blancs et ceux des Africains s'aligne sur les pratiques les plus virulentes de l'apartheid.

En ce qui concerne les relations sociales pratiques, tous les observateurs témoignent que la discrimination est du type le plus classique et le plus criant. Les hôpitaux ont des salles pour les Blancs et d'autres pour les Africains. Un trajet en autobus à Lourenço Marques coûte le quart d'un salaire quotidien moyen d'Africain ; une entrée au cinéma plus que le salaire d'une journée. Les centres commerciaux, sociaux et les lieux de distractions des Blancs sont hermétiquement clos par leurs prix. Les loyers imposent une séparation des quartiers blanc et africain.

A Lourenço Marques, les Africains sont soumis au couvre-feu après neuf heures : l'image même de l'occupation militaire étrangère. En Angola comme au Mozambique, la « cadernata » que doivent posséder tous les indigènes sert de passeport : le titulaire doit obtenir la permission de l'Administration pour aller d'un quartier à l'autre. En principe, et dans la pratique, le système de contrôle est presque le même qu'en Afrique du Sud.

Enfin, l'un des thèmes de l'idéologie coloniale portugaise sur lequel on insiste beaucoup est le fait que des mariages mixtes se produisent entre Noirs et Blancs, ce qui est considéré comme une marque distinctive et décisive de la présence portugaise en Afrique. On invoque souvent l'exemple du Brésil pour prouver la tolérance raciale unique du caractère lusitanien. On brandit le mélange des races comme l'objectif harmonieux du pan-racisme portugais. « Les Portugais, répondant à un instinct sain, se sont mélangés aux diverses populations du monde et ont largement contribué à la fusion des races. C'est de la libre expression de cet instinct qui les faisaient considérer les hommes comme leurs égaux et aimer des femmes de toutes couleurs qu'est née la grande nation brésilienne qui surprend le monde par l'harmonie unique de ses relations humaines. Un miracle semblable se produit dans certaines provinces d'outre-mer et va bientôt se produire dans d'autres... »

Quelle est l'étendue de ce « miracle » en Afrique portugaise ? D'après le recensement de 1950, il y avait 25.000 métis en Angola, et le même nombre au Mozambique. Le chiffre réel est probablement supérieur, mais de très peu. La population officiellement considérée comme métisse est donc d'à peine 0,4 % de la population totale du Mozambique et 0,6 % de celle de l'Angola. La proportion comparative de la population métisse de l'Union Sud-Africaine est de 8,5 %. Si l'on tient compte du fait

que le nombre des Blancs, en Afrique du Sud, est beaucoup plus grand, le rapport entre la population métisse et la population blanche est de :

Mozambique.	1 pour	3
Angola.	1 —	8
Afrique du Sud	1 —	11

Le colonialisme anglo-afrikaner interdit par la loi le mélange des races ; le colonialisme portugais chante officiellement ses louanges. Le résultat pratique de l'un n'est pas très différent de l'autre. La prétention portugaise à une « tolérance » particulière est un mensonge évident. Il est encore accentué si on le considère dans une perspective historique. Au milieu du XIX^e siècle, la population mulâtre de l'Angola et du Mozambique devait être environ le double de la population blanche (6.000 pour 3.000). Vers la fin des années 1920, on a estimé à 25.000 le nombre de métis en Angola ; trente ans plus tard, ce nombre n'a pas changé. Il est évident que les mariages mixtes sont devenus de plus en plus rares jusqu'à ce jour. Les dernières statistiques disponibles sont une négation de l'interracisme portugais :

ANGOLA 1958 (« CIVILISÉS »)

Hommes	Femmes	Nombre de mariages
Blancs	Blanches	154
Blancs	Métisses	20
Métis	Blanches	4
Métis	Métisses	23
Métis	Noires	3
Noir	Métisse	1
Noirs	Noires	20
Noir	Blanche	1
Total		226

En d'autres termes, il y a eu exactement un mariage entre un Noir et une Blanche en Angola. La situation d'ensemble est comparable sinon à l'Afrique du Sud, du moins au Mississippi et à l'Alabama.

La nature de la Théorie.

L'idéologie coloniale portugaise, comme ses contreparties du reste du continent, est une falsification systématique de la réalité. En tant que telle, elle ne présente guère plus d'intérêt que les autres mystiques impériales. Mais elle est en même temps une idéologie extrêmement *particulière*. On a vu que les rapports sociaux et économiques en Afrique portugaise et en Union Sud-Africaine sont, dans la pratique, extrêmement semblables, mais que les théories qui les justifient sont contradictoires dans la forme. Si l'apartheid est le racisme avoué le plus extrême depuis le nazisme, la théorie coloniale portugaise se vante de refuser et de condamner systématiquement tout racisme. La mystique coloniale de Salazar se définit au départ, ce qui est un cas unique, comme *opposée* à tous les autres colonialismes. Dans l'ensemble de l'impérialisme portugais, que signifie cette idéologie coloniale qui commence par attaquer le colonialisme lui-même ?

Les formules légales et bureaucratiques que nous avons citées ne donnent pas une image exacte du style et des principes de l'idéologie coloniale portugaise. Pour cela, nous devons nous tourner vers les définitions explicitement « philosophiques » de la politique impériale.

Le premier principe de cette idéologie est évidemment l'affirmation d'une unité et d'une identité absolues entre les parties qui constituent le Portugal intercontinental. En 1933, Salazar proclamait déjà, à l'occasion de l'adoption du nouveau Statut Colonial : « Pour nous-même, nous constituons une diversité dans l'unité, un terrain de travail commun, dont les conditions sont dictées par les intérêts de tous les intéressés. Pour les autres pays, nous sommes simplement une unité, un seul pays — le même partout. » Des apologistes de plus basse classe se laissent aller à des formules plus exaltées : « Empire signifie Autorité — et il n'y a pas d'Autorité lorsque le Pouvoir est divisé et dilué. Le devoir du nouvel Etat est de rétablir la force du Pouvoir. Avec lui seront restaurés tous les concepts force du passé. L'un d'eux était l'unité du territoire et du destin comme s'il n'y avait ni mers ni races entre les éléments qui constituent le Tout National. » Le citoyen portugais, pris d'une « exaltation nationale constante, qui vibre moralement en profondeur et en ampleur » peut contempler le miracle de sa destinée pancontinentale : « Notre souveraineté de petit pays européen s'étend prodigieusement sur trois continents et se résume dans la certitude magnifique que nous sommes la troisième puissance coloniale du monde. »

« Un Etat, Une Race, Une Foi et Une Civilisation » — une fois établi ce principe primordial, les idéologues de Salazar passent au second grand thème : la suprématie spirituelle de l'Empire portugais. Ils invoquent « la mémoire ancestrale d'un étonnant tableau d'explorateurs et de constructeurs qui, mus par un élan sacré, ont porté aux frontières du monde nos bateaux, notre domination — et notre foi. » Bien qu'un hommage rapide soit rendu à la « fondation en terres lointaines de centres de production et de profit.. la poésie du travail portugais dans des régions lointaines et cachées », l'accent est mis sur le fait que l'impérialisme portugais, loin d'être une affaire d'exploitation économique, était un don spirituel — « un mouvement propulseur de doctrine religieuse qui souhaite consciemment unir l'humanité sous le même drapeau de paix, de justice et d'amour. » Dans ce mouvement de la Sainte Eglise, le rôle du Portugal était primordial. « C'est à nous, les Portugais, qu'incombe le devoir prodigieux de réaliser la partie la plus importante de cette mission, celle de sillonner toutes les mers et d'établir des contacts avec la majorité de l'humanité. »

Salazar lui-même se réfère à « ces races inférieures dont l'entrée sous l'influence de la chrétienté est l'une des réalisations les plus grandes et les plus hardies de la colonisation portugaise. » Mais ses porte-parole ont su rapidement corriger l'expression. Les mêmes idées apparaissent transformées : « Les Portugais ont fait de leurs entreprises d'exploration et de conquête une campagne sublime, une distribution des valeurs spirituelles, ce que n'a fait aucun autre peuple. » « La mission de civilisation » nationale distingue ainsi l'expansion portugaise de toutes les autres : « L'action des Portugais ne peut être confondue avec les mouvements des nations colonisatrices capitalistes qui ont introduit un type de relations humaines fondé sur la ségrégation raciale, où la race supérieure dominante contraste avec la race inférieure dominée. » Libre des maux généralement caractéristiques de « l'exploitation... l'oppression d'un peuple vaincu... la dévastation systématique... », le colonialisme portugais est, en outre, béni par la bonté exceptionnelle du caractère national : « Les Portugais n'ont pas besoin de s'affirmer par le dénigrement ; au contraire, mus par un sentiment de fraternité, ils s'affirment par l'amour. L'homme portugais est, par-dessus tout, profondément humain et bon, sans être faible... » Il s'ensuit que « l'expansion portugaise outre-mer a donc une signification transcendante dans l'histoire de l'humanité ». Cette signification réside dans son action d' « uni-

versalisation — de mise en contact et en rapport de tous les habitants de la terre, et leur unification au sein d'une communion religieuse. Partie d'un point monogène, l'expansion humaine avait atteint la dispersion, la pulvérisation et la différenciation maximum, et tournée désormais vers un idéal monothéiste elle tente de retourner à son unité suprême. » Selon l'expression de l'actuel ministre des Provinces d'Outre-Mer, Adreano Moreira, c'est du « colonialisme missionnaire » ; c'est bien « la mission universaliste que pendant des siècles (l'homme portugais) a accomplie et qui ne peut se confondre avec la colonisation vue en termes d'intérêts purement matériels et de ségrégation raciale ».

Que signifie cette bizarre cosmologie ? Son manque de réalisme est si hurlant et si total que la plupart des observateurs en sont indignés ou la considèrent avec un haussement d'épaules comme la propagande d'une dictature. Mais la voir aussi simplement limite la compréhension du phénomène du colonialisme portugais dans son tout. Son idéologie est presque aussi révélatrice de l'impérialisme portugais que son économie ou sa démographie. Le rôle de la mythologie est celui — classique — de la justification et de la falsification. Mais sa *signification* dépasse sa fonction, car elle constitue en même temps une réponse aux réels éléments de l'expérience historique. Dans les deux sens du terme, elle « trahit » la réalité. Il n'y a jamais eu de « colonialisme missionnaire » opposé humainement au « colonialisme pour l'espace vital » — les deux n'ont toujours fait qu'un. Mais en établissant des distinctions de cet ordre, les apologistes portugais expriment, d'une façon à la fois mystifiée et mystifiante, un sens de la singularité de l'impérialisme portugais qui, en fait, est fondé. Nous avons vu que l'impérialisme portugais *n'est pas* l'impérialisme capitaliste classique. Ce n'est pas à cause d'une avance morale mais à cause d'un retard économique et social. Le colonialisme portugais est un échec dans la mesure où il est incapable de suivre le modèle impérial normal ; ce n'est pas une option qui le dépasse. Dans la glace déformante de l'idéologie, la singularité se dissout et se remodèle en une forme qui est transformée au delà de toute imagination.

La dénonciation des « profits » reflète un manque de capital : à peu près de la même façon, la tolérance de la « couleur » est la projection d'un manque de femmes. Le mélange des races est loin d'être une caractéristique

permanente de l'impérialisme portugais : il a joué un rôle considérable dans certaines régions et à certaines époques (Brésil) ; il n'a eu presque aucune importance dans d'autres (l'Angola et le Mozambique d'aujourd'hui). De même la « barrière de couleur » et les pratiques discriminatoires ont varié avec l'époque et le lieu, allant d'un libéralisme relatif à la plus sauvage férocité.

Pourtant, même après que le mythe du non-racisme portugais se soit écroulé devant les preuves historiques, la question demeure : pourquoi le régime ségrégationniste de Salazar a-t-il essayé de se justifier en invoquant une « tolérance » qui n'existe pas, au lieu de proclamer son racisme et de s'y complaire, comme en Afrique du Sud, par exemple ? D'abord, il est vrai qu'à certaines périodes de son histoire, l'impérialisme portugais a été marqué par un assez fort mélange des races, beaucoup plus que certains autres : c'est particulièrement vrai pour le Brésil. Ensuite, il est évident que les prétentions universelles de l'Eglise catholique ont toujours milité *de façon toute relative* contre le racisme ouvert et systématique, qui minerait les chances de conversion. Au contraire, la plupart des Eglises protestantes sont ouvertement nationales et particularistes (Eglise réformée de Hollande, Eglise anglicane, Eglise écossaise, etc.) et fournissent donc un terrain plus propice à l'expression ouverte du racisme.

Le catholicisme n'a pourtant pas seulement mis un frein au développement d'une idéologie raciste en Afrique portugaise, il a fortuitement préparé les bases de la mystique de l'inter-racisme d'aujourd'hui. Car outre son universalité, l'Eglise présente un autre trait important dans ce contexte, l'inégalité sexuelle. Les soldats et les colons portugais risquaient beaucoup moins d'emmener leurs femmes avec eux que les Anglais ou les Hollandais. L'épouse catholique, confinée et abêtie dans une fonction domestique des plus serviles, était bien loin de la forte femme de pionnier au visage énergique. La vie des colonies et des « frontières » a certainement accentué l'autonomie des femmes calvinistes — les premières femmes ont obtenu le droit de vote dans l'Utah, le Wyoming, la Nouvelle-Zélande, etc. Le destin de l'épouse catholique était bien différent. On la laissait tout simplement à la maison. Les recensements du milieu du XIX^e siècle en Afrique portugaise parlent d'eux-mêmes. Vers 1830, on estimait qu'il y avait 1.832 Blancs en Angola, dont seulement 150 femmes. Quant à la Côte Orientale, les voyageurs qui se trouvaient au Mozambique au XIX^e siècle

parlent tous du manque de femmes blanches ; on estime qu'à Lourenço Marques, en 1887, il y avait deux femmes portugaises.

Dans ces conditions, les colons prirent tout naturellement des femmes africaines et le mélange des races a été considérable. Des rationalisations *à posteriori* ont donné à ces unions un sens « philosophique » dont elles étaient, à l'époque, totalement dépourvues : elles étaient, dit l'historien de l'Afrique portugaise, « des expédients érotiques ». La rationalisation n'a commencé que lorsque les unions elles-mêmes ont cessé de se produire...

Les pièces d'une idéologie *à posteriori* ont donc été fournies fortuitement par les cadres culturels spécifiques du Portugal impérial à ses débuts — en particulier son inébranlable adhésion à l'Eglise catholique et le statut quasi médiéval de ses femmes. Aujourd'hui, ces deux facteurs sont changés : le rôle de la religion est en légère régression dans les territoires coloniaux et les immigrants sont désormais accompagnés de leurs femmes. En conséquence, le mélange des races et l'intégration raciale et religieuse ont presque totalement disparu : il n'y a plus de mariages mixtes, ni de prêtres africains (le dernier évêque africain portugais a été ordonné au début du *xvi^e* siècle). Leur disparition est la raison de l'apparition de l'idéologie.

L'idéologie coloniale portugaise reflète donc des différences réelles de l'histoire coloniale, mais les déforme à l'extrême. Les objets de cette déformation sont des aspects secondaires et transitoires de l'impérialisme national. Mais le trait le plus marquant de l'idéologie réside dans la façon extraordinaire dont elle assemble ces objets pour créer sa propre image du colonialisme portugais. On voit que le style tout entier des apologues de Lisbonne est unique en son genre. Il est exceptionnellement délirant et gratuit. La plupart des observateurs se sont contentés de constater cette débauche verbale et ont limité là leurs commentaires. Mais le style du langage indique très clairement un mode de pensée cohérent et reconnaissable. L'idéologie coloniale portugaise est, plus que toute autre, un exercice de magie pure. C'est un effort gigantesque pour abolir les différences ethniques, linguistiques, géographiques, économiques et sociales en une seule unité mystique. Le moyen utilisé pour atteindre ce but est l'instrument classique de la magie : l'incantation. Le sujet, incapable d'effectuer une opération quelconque

dans le réel, renonce à l'effort et se transforme par l'incantation. La luxuriance verbale est une fin en soi. C'est une *ivresse* à laquelle s'abandonne le sujet : à mesure que l'exaltation grandit, le monde se dissout progressivement et apparaît une nouvelle vision de transe. Une profusion verbale cataleptique s'est substituée à la réalité. Dans ses limites, toutes les opérations logiques deviennent possibles : le monde devient pure malléabilité.

C'est le procédé magique par excellence. Plus précisément, c'est le procédé d'un mode de pensée fondamentalement pré-rationnel, pré-industriel. Tout le vocabulaire, la syntaxe même du colonialisme portugais semble dater d'avant Galilée. Même l'idéologie coloniale révèle le primitivisme. Il n'est pas besoin d'insister sur l'extrémisme de ces conceptions : elles font d'éléments partiels de l'« assimilation » qui se produit dans plusieurs idéologies coloniales (« Algérie française » « Union Pays-Bas-Indonésie ») un principe d'identité absolue. Le fanatisme qui peut en dériver est clair. Sous ces doubles aspects, la mystique est un microcosme du système tout entier.

Il faut encore ajouter une dernière remarque. Il est frappant que le régime de Salazar, qui a produit si peu en matière de philosophie systématique ou originale au Portugal, ait pu élaborer une idéologie complète et idiosyncratique de l'Empire. Le contraste vient à l'appui d'une hypothèse suggérée plus haut : à savoir que l'Empire est, depuis des siècles, pour le Portugal, un facteur déterminant central et un support de transformation dans la métropole elle-même. Le Portugal est aujourd'hui dans une position de dépendance économique vis-à-vis de ses colonies. Ne serait-ce que pour cela, il est naturel que l'Empire tienne une grande place dans la mystique officielle. Mais il y a une autre raison : l'Empire est la seule raison d'être d'un régime par ailleurs stagnant, qui n'a pu effectuer presque aucune transformation au Portugal même. C'est la justification, la compensation de trente-cinq ans d'ignominie et de négligence. Les porte-parole officiels eux-mêmes ne cachent pas l'importance qu'a, pour eux, l'Empire. Le commandant Sarmiento Rodrigues, ministre des Colonies en 1950, déclarait à l'Assemblée Nationale : « Le Portugal n'est pas une nation continentale européenne, mais une puissance maritime et missionnaire. L'expansion outre-mer, initiée par les Portugais il y a

500 ans, est la plus forte raison d'être de la nation. » Marcelo Caetano, pendant les années 1930, l'avait dit encore plus brutalement : « L'Afrique est plus qu'une terre à exploiter... L'Afrique est pour nous une justification morale et une raison d'être en tant que puissance. Sans elle, nous serions une petite nation ; avec elle, nous sommes un grand pays. »

Un Condominium camouflé

Il ne reste plus qu'à donner une idée du rôle du capital étranger dans l'Empire portugais. Le bref compte rendu qui suit ne cherche qu'à donner une idée d'ensemble. On ne peut pas trouver de renseignements concrets pour une étude exhaustive des investissements étrangers au Portugal et dans son Empire. Comme il arrive souvent dans ce domaine, on ne peut arriver à des chiffres vraiment précis. La recherche se limite essentiellement à une énumération. Toutefois, dans ces limites, cette méthode élémentaire peut amener à des conclusions relativement significatives. La meilleure façon de présenter le sujet est donc peut-être de faire simplement la liste des principaux plans de développements entrepris au Portugal ou dans ses colonies au cours de l'année qui a précédé la guerre d'Angola ; c'est-à-dire entre janvier 1960 et mai 1961. Le panorama de l'activité du capital étranger est impressionnant (1).

1. *Aciérie de Montigo. — Damag* (Allemagne de l'Ouest) : contrat principal A.E.I. et *Babcock & Wilcox* (Angleterre) : contrat secondaire d'une valeur de 500.000 livres.
2. *Raffinerie de pétrole de Matola* (Mozambique). — *Procon* (Angleterre et U.S.A.).
3. *Usine d'aluminium de Dondo* (Angola). — *Péchiney* (France) doit fournir 40 % du capital, fournir le personnel technique, etc. Prix de revient prévu : 20 millions de dollars.
4. *Réseau de distribution de gaz, combustible et vapeur dans l'aciérie de Seixal. — Phoenix-Rheinruhr International* (Dusseldorf, Allemagne Fédérale), *Contrauctora Modernal Ltd.*. Valeur du contrat : 17.300.000 escudos.

(1) Economist Intelligence Unit *Economic Review of Portugal and Her Provinces* (N^{os} 32-37).

5. *Projet de pont sur le Tage*. — *United States Steel Corporation* (U.S.A.), *Morrison Company Inc.* (U.S.A.), *Tudor Engineering Company* (U.S.A.), *D. B. Steinman* (U.S.A.). Le contrat vaut environ 1.764 millions d'escudos. Les capitaux proviendront entièrement de crédit extérieur assuré par l'*Export-Import Bank* (U.S.A.) et *Seligman et Cie*, de Paris.
6. *Aciérie de Seixal*. — Doit être pour la moitié propriété de l'Etat et dirigée par la Sidérurgie Nationale. Les travaux de construction sont exécutés par un consortium de firmes allemandes et belges. *Siderurgia Nacional* a obtenu l'autorisation de porter son capital de 550 millions à 750 millions d'escudos.
7. *Usine de Titanium (Sintes)*. — *Sociedad Mineira Santa Fe*, *Fabrique de Produits Chimiques de Thann et de Mulhouse* et *Saint-Gobain* (toutes deux françaises). Les compagnies françaises doivent investir plus de 300 millions d'escudos dans ce projet.
8. *Fabrique de résines synthétiques d'Oporto*. — *Companhia Industrial de Resina Sintetica*: la moitié du capital de 20 millions doit être japonais.
9. *Fabrique de compresseurs, foreuses, etc.* — *Ingersoll Rand* (U.S.A.).
10. *Instituto Pasteur* (produits pharmaceutiques et chimiques au détail); anciennement partie du groupe CUF), acheté par l'entreprise *Wyeth* (U.S.A.), liée à *American Home Products*. Prix approximatif: 300.000 livres.
11. *Sociedade Industrial de Celulose (Socel)*. — A commandé une fabrique de soude et l'équipement d'un nouveau moulin à papier au Sud du Tage. La construction sera assurée par une entreprise suédoise et coûtera 28 millions d'escudos.
12. *Uniao de Transportadores para Importacao e Comercio Lda*. — A conclu un accord avec A.E.C. (Angleterre) pour l'assemblage et par la suite la fabrication d'autocars et de camions A.E.C. au Portugal.
13. *English Electric* a établi une branche locale sous le nom d'*English Electrica de Portugal*: elle garantira les importantes transactions de cette compagnie au Portugal.

14. *Projets miniers en Angola.* — La valeur totale des plans de développement pour l'expansion de la production de manganèse et de minerai de fer est approximativement de 16.200.000 livres. Les compagnies intéressées sont *Companhia Mineira de Lobito, Lagos o Irmao, Krupps*, d'Essen, et *Hojgaard et Schultz* (Danemark). Ces deux dernières entreprises ont obtenu un contrat du gouvernement de plus de 8 millions de livres pour l'équipement ferroviaire et autres transports faisant partie du projet.
15. *Fabrique de pâte à papier de Constanca.* — L'équipement et le fonctionnement seront assurés par trois compagnies anglaises : *A.E.I., Babcock & Wilcox* et *Boving and Co.*

Le capital étranger, sous la forme classique du monopole concessionnaire est représenté aux colonies depuis le XIX^e siècle. Le gouvernement accordait des concessions à des compagnies financées par des Bourses étrangères, garanties par des banques étrangères, et dirigées par des chefs d'entreprise étrangers. Il a conservé jusqu'ici cette forme d'exploitation économique, en dépit des demandes de plus en plus nombreuses des hommes d'affaires portugais qui désirent que le gouvernement endosse lui-même le coût et les risques de la capitalisation afin de limiter le pouvoir des étrangers. Ainsi de vastes régions de l'économie, en particulier de l'Angola, sont passées au mains d'entreprises étrangères. Un coup d'œil rapide suffit pour s'en convaincre.

Les chiffres de l'exportation les plus récents publiés pour l'Angola (janvier à novembre 1960) sont les suivants (entre parenthèses les chiffres correspondants pour l'année 1959) :

EN MILLIONS D'ESCUDOS

Café.	1.116	(1.125)
Sisal.	332	(252)
Maïs.	149	(1.125)
Coton.	124	(74)
Diamants.	484	(548)
Minerai de fer	136	(75)

C'est donc des cultures industrielles, et en premier lieu du café, que l'économie angolaise tire la plus grande partie de sa richesse. L'Angola exporte environ 90 % de

Si l'on étudie ces secteurs les uns après les autres, on constate partout une participation non-portugaise :

CONTRATS MINIERES AVEC LE GOUVERNEMENT EN VIGUEUR AU 1^{er} JANVIER 1953

Firme	Dates du contrat actes législatifs	Spécialité	Champ d'action en km ²
Cia de Diamentes de Angola.	1921-22 1937	Prospect. et extract. de diamants.	1.025.700.
Cia des Betuminosos de Angola.	1944 1950	Asphaltes, charbons goudronneux.	31.130 km ² de Luanda et 5.790 d'Amboim.
Empresa de Cobre de Angola.	1944 1950	Tous minéraux, à l'exclusion des diamants, pétroles, hydrocarbures goudronneux et gazeux.	59.000 km ² entre 14 et 15° long. E. et 8° 30' lat. S. Etendu en 1952 p ^r atteindre 13° 10' long. à l'Est et 7° 10' lat. Sud.
Cia Mineira do Lobito.	1949	Tous minéraux autres que ci-dessus.	49.000 km ² entre 14° 30' et 10° 30' long. Est et 14° lat. Sud.
Cia de Combustiveis op Lobito.	1952	Hydrocarbures liquid. et gaz., principal. essence.	Coin N.-O. de l'Angola et une région touchant la mer à Novo Redondo.

A elles deux, ces compagnies tiennent en mains tout le cuivre d'Angola.

Le géant de ces compagnies est évidemment la fameuse Diamang. Constituée en 1917 comme branche portugaise de l'Anglo-American Diamond Corporation Ltd., elle a obtenu sa concession d'exclusivité en 1921. « Elle est exemptée d'impôts, ne paye aucune taxe à l'importation sur ses machines de mines, ni de taxe à l'exportation sur les diamants ; elle dispose entièrement de toute la main-d'œuvre africaine de la région de Luanda. » (1).

Le capital initial (environ 2.540,900 dollars) se constituait de 40 % d'actions majoritaires américaines,

(1) Duffy, op. cit.

40 % divisé entre diverses entreprises anglaises et belges, et 5 % seulement pour le gouvernement angolais. Les participants étaient l'Anglo-American Corporation (S. Africa, Ltd.), le Groupe Oppenheimer, la Morgan Bank, De Beers, Guggenheim, T. F. Ryan, Forminière, l'Union Minière du Haut-Katanga, la Guaranty Trust Bank et la Société Générale de Belgique. Par la suite, le capital a été porté à environ 11 millions de dollars et le gouvernement angolais a maintenant 11,5 %. Entre 1953 et 1957, le gouvernement a reçu 16.870.000 dollars de dividendes et de primes. Les bénéfices nets de Diamang étaient, l'année suivante, de 75.454.337 escudos. Le concessionnaire de l'essence, la Lobito Fuel Oil Company (Carborand), appartient à 70 % à la compagnie belge Petrofina (Compagnie Financière Belge de Pétrole), qui fournit également l'« assistance technique ». Mandatée en 1952, Carborang a été habilitée, en octobre 1957, par le Gouverneur général, à créer la Companhia de Petroleos de Angola avec un capital de 25.500.000 dollars : 45 % à Petrofina (rattachée à Royal Dutch), 1.750.000 dollars au gouvernement d'Angola et le reste à distribuer entre quatre banques portugaises (bien que l'une d'entre elles, la Banco Burnay, soit, en réalité, une subsidiaire de la Société Générale Belge). La division de l'intérêt est semblable dans la Companhia Concessionaria de Petroleos de Angola, dont les 16.500 actions sont partagées entre Carborang (11,76 %) et la trinité de banque : Banco de Angola, Banco Burnay et Banco Espirito Santo e Commercial de Lisboa. La Belgique n'est pas le seul pays intéressé aux ressources pétrolières de l'Angola. En juin 1958, la Cabinda Gulf Oil Company, appuyée par la Gulf Oil Company, la Chase National Bank et la National City Bank of New York, obtenait un contrat d'exclusivité pour trois ans de prospection et cinquante ans d'exploitation de l'enclave de Cabinda, en échange d'un loyer d'occupation du terrain et une garantie de dépenses de trois millions de dollars pendant les trois premières années. La rentabilité de ces concessions est immense : le capital de Carborang, en 1958, n'était que de 1.925.000 dollars et ses bénéfices atteignaient pourtant 1.138.620 dollars.

Les deux compagnies de cuivre mentionnées dans le tableau sont à majorité portugaise. Par contre, la production de manganèse est entièrement aux mains de la compagnie Louise A. Thérèse Berman, qui s'est associée avec deux autres compagnies concessionnaires, Lav Frères et la Sociedade Commercial J. Fernandes. L'aluminium est le domaine de Péchiney, qui opère par l'intermédiaire

d'Aluminio Português. Billiton Maatschappij (Hollande) a le monopole de la bauxite ; en ce qui concerne le minerai de fer, la Companhia Mineira do Lobito opère en association avec des partenaires tels que Krupps, d'Essen.

La propriété ou la direction des mines sont donc souvent étrangères. Les diamants, l'essence et le pétrole, le manganèse, la bauxite, l'aluminium et le minerai de fer sont entièrement ou partiellement exploités par des corporations étrangères. Les agences de développement elles-mêmes sont des compagnies de premier plan telles que l'Hydro-Technical Corporation of New York, l'Aero Service Corporation, Bethlehem Steel et Carbide Inc.

Le sucre (et son dérivé l'alcool) est en pleine expansion et une usine de sucre, prévue pour la production de 40.000 tonnes par an, est en construction à Luanda. Dans toutes les compagnies de sucre il y a une participation européenne au capital — Companhia do Açucar de Angola, Companhia Agricola do Cassequel et la Sociedade do Comercio et Construções. En 1958, la Companhia Agricola do Cassequel avait un capital de 6.125.000 dollars et n'a payé qu'un peu moins d'un million de dollars de dividendes ; son principal actionnaire est Barton Mayhew and Co. L'industrie du ciment actuellement destinée entièrement au marché interne, repose sur des investissements étrangers de la Companhia de Cimentos de Angola. La Textang dirige l'industrie textile, très réduite, à Luanda ; on sait qu'elle a été constituée de capitaux belges et hollandais, mais on n'a aucun chiffre précis. L'industrie de l'huile végétale est sous le contrôle commun de l'Industrias Angolanas de Oleos Vegetais (Induve), étroitement associée à la C.U.F. et la C.A.D.A., à prédominance française.

L'unique voie ferrée transversale est le chemin de fer de Benguela, qui suit la route des anciens marchands d'esclaves, le long de la côte. Fondée en 1902 par Sir Robert Williams, elle avait un capital initial de 3 millions de livres et a reçu un bail de 99 ans. Le gouvernement portugais n'avait que 10 % des actions. L'actionnaire principal et la Tanganyika Concessions (anglaise), qui a investi un total de près de 30 millions de dollars. Le chemin de fer a été extrêmement rentable pour ses actionnaires et il constitue en temps normal une source sûre de revenus douaniers pour l'Administration.

Si nous avons insisté sur la situation angolaise, c'est parce que c'est là que s'est faite la révolution, et aussi parce que ses complexes économiques sont beaucoup plus importants que ceux des autres « provinces ». Mais l'autre

grande colonie portugaise offre une structure assez semblable. Les principaux bénéfices d'exportation du Mozambique pour 1959 et 1960 étaient les suivants :

PRINCIPALES EXPORTATIONS : MOZAMBIQUE

	1959		1960	
	Tonnes	Millions d'escudos	Tonnes	Millions d'escudos
Coton.	22.974	353.7	31.239	481.2
Sucre	86.667	222.3	87.080	213.8
Noix d'acajou	43.637	121.8	46.699	161.7
Copra.	35.797	201.3	34.703	170.6
Thé.	7.518	144.0	7.608	140.9
Sisal.	21.509	115.0	20.323	132.7
TOTAL (avec les autres). . .	424.948	1.747	417.706	1.859

L'exploitation se fait suivant les mêmes lignes ; le capital anglais possède deux des trois grandes concessions du sucre (la troisième est portugaise), y compris les célèbres plantations Sena. En 1948, la concession du pétrole a été accordée à la Mozambique Gulf Oil Company. L'exploitation des mines de charbon, concentrée à Moatize, est fondée sur un capital à prédominance belge : 60 % du capital de la Compagnie de Charbons de Mozambique appartient à la Société Minière et Géologique Belge, 30 % à la Mozambique Company, les 10 % restant au gouvernement. Sur les trois banques du Mozambique, une seule — la Banco Nacional Ultramarino — est portugaise, les deux autres sont la Barclays D.S.O. et la Standard Bank of South Africa. Sur les 23 compagnies d'assurances, 9 ne sont pas portugaises. Jusqu'en 1942, toutes les assurances de la province étaient en mains étrangères. Par la suite, les impôts et d'autres règlements ont amené « plusieurs compagnies étrangères, dont certaines anglaises, à se retirer de cette branche d'activité ». Malgré cette retraite, 80 % des assurances sur la vie sont encore aux mains de compagnies étrangères (Vaughan, H.M.S.O. 1951). La nouvelle raffinerie de pétrole de Lourenço Marques est construite par la Sociedade Nacional de Refinação de Petroleo (S.O.N.A.R.E.P.), syndicat franco-portugais ; le travail de construction a été confié à Procon, firme anglaise représentant pour une grande part des intérêts américains. Le gouvernement de la Fédération de Rhodésie et du Nyasaland y a aussi un intérêt, de façon à ce qu'une section de liaison soit construite pour rejoindre la nou-

velle raffinerie en construction à Salisbury. Des capitaux portugais, anglais, allemands et suisses sont investis dans les plantations de sisal, tandis que le copra est le plus souvent portugais, avec une part de capital suisse et une faible participation de capital français.

Le rôle prépondérant du capital étranger dans l'exploitation des ressources coloniales du Portugal est évident. Les concessions opèrent par l'intermédiaire de négociations spéciales bi-latérales avec les autorités portugaises. Des compagnies mixtes sont constituées sur la base d'un capital portugais modique et d'un maximum de direction portugaise formelle. Les firmes financées par des capitaux étrangers sont tenues de céder au gouvernement des actions en bloc afin d'obtenir leur licence. L'enregistrement sous des noms portugais, en métropole ou dans les provinces est courant. Cependant, sous ces formalités, le pouvoir du capital étranger équivaut à ce que l'on pourrait appeler un « condominium camouflé ». Le « condominium » est latent en Angola et au Mozambique. Le pouvoir *de fait* du grand capital étranger en fait le maître de l'Administration. Mais les corporations se limitent à leur sphère particulière : elles n'exercent pas leur pouvoir dans le domaine politique. Elles n'en ont pas besoin. Les compagnies concessionnaires jouissent d'immenses profits grâce à leur position privilégiée dans l'économie coloniale. L'Etat salazariste garantit les conditions bureaucratiques et militaires de rentabilité et il est payé de retour (1). Les corporations fournissent le capital dont manque l'Administration : l'Administration apporte l'ordre que nécessitent les corporations. On se partage les bénéfices. L'arrangement est éminemment satisfaisant pour les deux parties. Les compagnies n'ont pas besoin d'intervenir dans la politique proprement dite. En ce sens, le condominium ne s'est pas « cristallisé ». Tant que les intérêts des compagnies et de l'Administration coïncident, il n'y a aucune raison que cela arrive. Cependant, à mesure que s'alourdissent les menaces contre le régime portugais, on peut s'attendre à ce que les compagnies adoptent une politique différente. Il y a déjà des marques de tension dans la situation d'un capital techniquement capable et

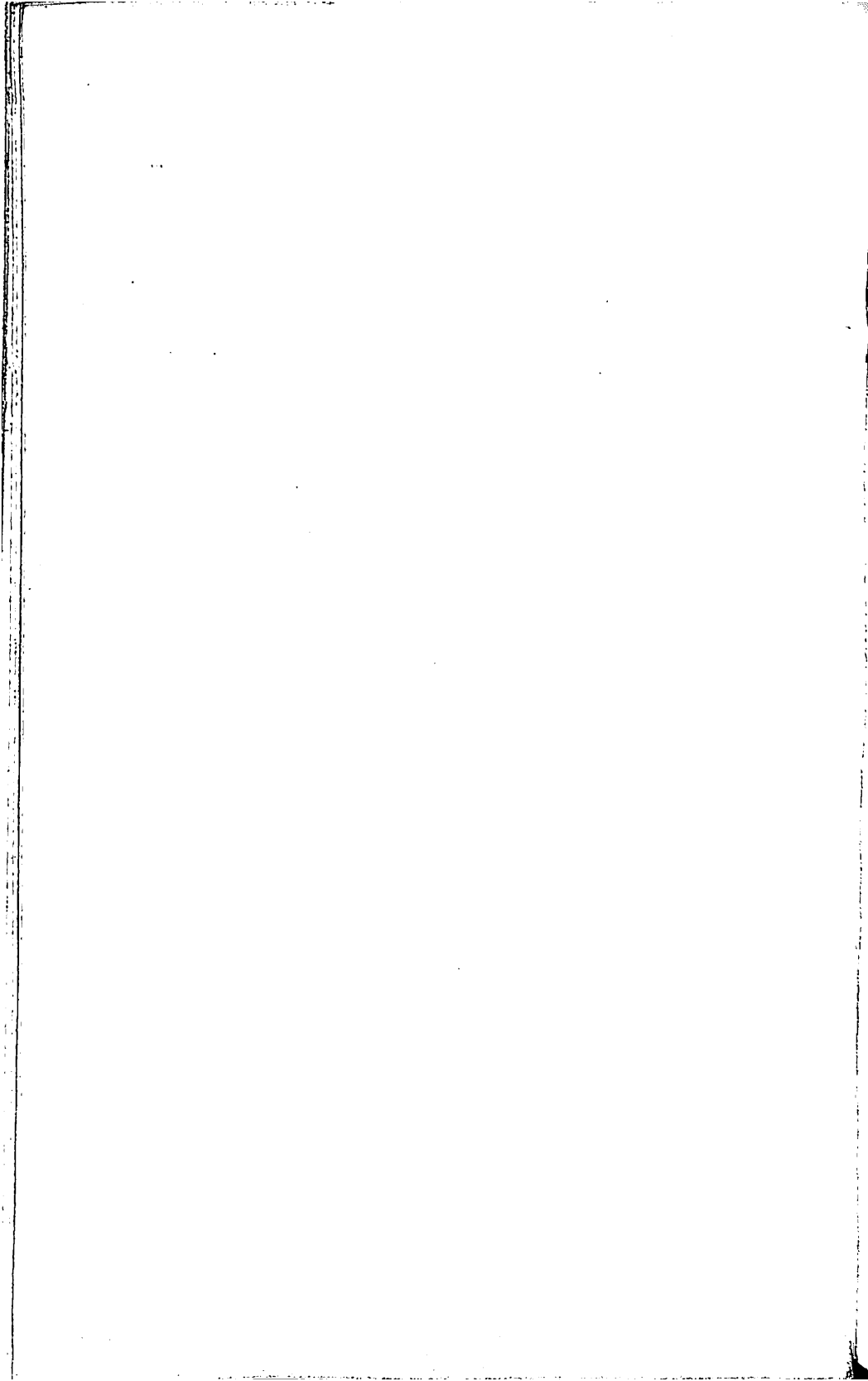
(1) La diversité des intérêts étrangers américains, anglais, allemands, français, belges, suisses, hollandais, japonais, etc., permet évidemment au régime une marge de manœuvre dans sa diplomatie économique vis-à-vis d'eux. Mais jusqu'à un certain point seulement : une crise peut provoquer l'unité des intérêts étrangers rivaux dans une situation impériale presque instantanément. La révolte des Boxers en Chine est, à cet égard, instructive.

ayant des affiliations internationales opérant dans un milieu de violence et d'archaïsme : le potentiel rationnel et « dynamique » du capital est limité et bridé. Cette tension apparaît dans les griefs des colons portugais et des administrateurs contre Diamang qui, reflétant sa parenté avec la Forminière, de l'autre côté de la frontière, dans le Sud Kassaï, a essayé de former une enclave de paternalisme (dérisoire encore) dans le Nord-Est de l'Angola : on accuse la compagnie de « créer un Etat dans l'Etat » et de gêner les indigènes ». Quand le régime entrera en agonie, le capital étranger tentera de se détacher du Portugal et de transformer le condominium en néo-colonialisme dans le cadre de l'indépendance.

Le « condominium camouflé » est la conclusion du colonialisme portugais. Il révèle la même faiblesse que l'existence du chômage des Blancs, la même impuissance que l'utilisation du travail forcé, la même dépendance que l'idéologie cherche à compenser, la même paralysie que l'échec du catholicisme. Les facettes de l'ultra-colonialisme constituent un système unifié, un phénomène social et historique complet : un anachronisme et une oppression. Le rôle du capital étranger dans le colonialisme portugais est unique. Aucun autre système colonial n'a jamais permis une telle dépossession de l'intérieur. Et pourtant cette étonnante anomalie est la conséquence finale, logique, de la colonisation-réflexe du XIX^e siècle. Lancé sur la voie impériale par l'idéologie plus que par l'industrie, ayant recours à la force aveugle pour l'exploitation par manque de technologie, le colonialisme portugais a fini en une agglomération humiliante avec ces mêmes étrangers contre lesquels il était né à titre de riposte. Soixante-dix ans après la Conférence de Berlin et la Carte Rose, l'Anglo-American, Krupp et Péchiney prospèrent sur le territoire conquis par Couceiro et de Paiva pour rivaliser avec l'Angleterre, l'Allemagne et la France. L'aventure impossible de l'ultra-colonialisme prend fin, avec ironie et fatalité, dans sa propre négation.

III

Libération nationale



Travail forcé généralisé ; entrave *de facto* au droit de circulation ; omniprésence du capital étranger ; lumpenprolétariat blanc incendiaire ; superstructure de magie ; machine économique et sociale tournant à vide, fonctionnant par la terreur pure. Tel était le système de l'impérialisme portugais au début de 1961 ; le régime colonial le plus primitif, le plus défectueux et le plus sauvage d'Afrique dans son exploitation. Isolé du monde extérieur, fondé sur la seule force, il se croyait hors du temps, invulnérable aux désordres qui bouleversaient le reste de l'Afrique européenne. Comme les Belges au Congo, les Portugais, en Angola et au Mozambique, pensaient avoir supprimé l'histoire.

En fait, tandis que Lisbonne, Luanda et Lourenço Marques étaient noyées dans le silence, l'histoire prenait un rythme accéléré et la géographie politique se refermait sur les enclaves isolées de l'Afrique portugaise. La vague de libération africaine obtenant ses premières victoires en Egypte en 1952, à Bandoeng en 1955, au Ghana en 1957, devint un raz de marée au cours des cinq dernières années de cette décade. Le pouvoir colonial se désintégra dans les pays, les uns après les autres, amenant les frontières de la liberté de plus en plus près de l'Angola et du Mozambique.

Pour les Africains des colonies portugaises, ce progrès du continent eut une double signification. D'abord, il accéléra considérablement leur éveil politique ; les victoires des mouvements africains dans le Nord rendaient pour la première fois visible et réelle la possibilité de l'indépendance. En même temps, ces victoires fournissaient la base matérielle et géographique indispensable à l'amorce des mouvements de libération nationale. Il n'avait jamais été question, dans les colonies portugaises, d'activité syndicale ou politique légale — toute activité, quelle qu'elle soit était interdite aux Africains, et cette interdiction était mise en application grâce à un appareil

brutal de répression. Tout Africain soupçonné de dissidence était arrêté et souvent déporté dans des camps des îles du Cap Vert ou très loin à l'intérieur. Les massacres servaient de réponse aux protestations (en juin 1960, lorsque les villages d'Icola et de Bengo se réunirent pour manifester dans le calme contre l'arrestation et la déportation d'Agostinho Neto, poète et intellectuel angolais de premier plan, on leur tira dessus et leurs villages furent complètement détruits par le feu). Dans ces conditions, il était extrêmement difficile d'organiser la résistance uniquement de l'intérieur des colonies. L'apparition de pays africains indépendants dans le voisinage créa une situation nouvelle. Elle signifiait le soutien financier et organisationnel, l'équipement matériel et la liberté de mouvement. Lorsque le Congo ex-belge devint indépendant, le 30 juin 1960, un dernier facteur décisif entra en jeu : une frontière commune située dans une région extrêmement sauvage, à travers laquelle pouvaient s'organiser des opérations politiques et militaires. L'accession du Congo à l'indépendance fut, sans aucun doute, le catalyseur qui précipita la révolte angolaise six mois plus tard. Les postes nationalistes purent s'installer à 137 km. seulement du territoire angolais, dans une grande ville, s'équiper de matériel moderne et s'intégrer dans un système global de communications.

Le terrain qui s'étend de Léopoldville vers le Sud jusqu'à Malange, en Angola, est idéal pour la guérilla, à l'exclusion d'une petite zone côtière: marécages de palétuviers le long de l'estuaire du Congo, mosaïque de forêts et de savanes dans le triangle de Bembe ; forêt vierge de Carmona au fleuve Cuanza, vers le Sud ; savane vers l'Ouest et l'Est ; collines autour de Candola et de Namuangongo. Le pays, des deux côtés de la frontière, est occupé par les peuples Bakongo, ce qui rend le terrain encore plus favorable à l'action militaire (1).

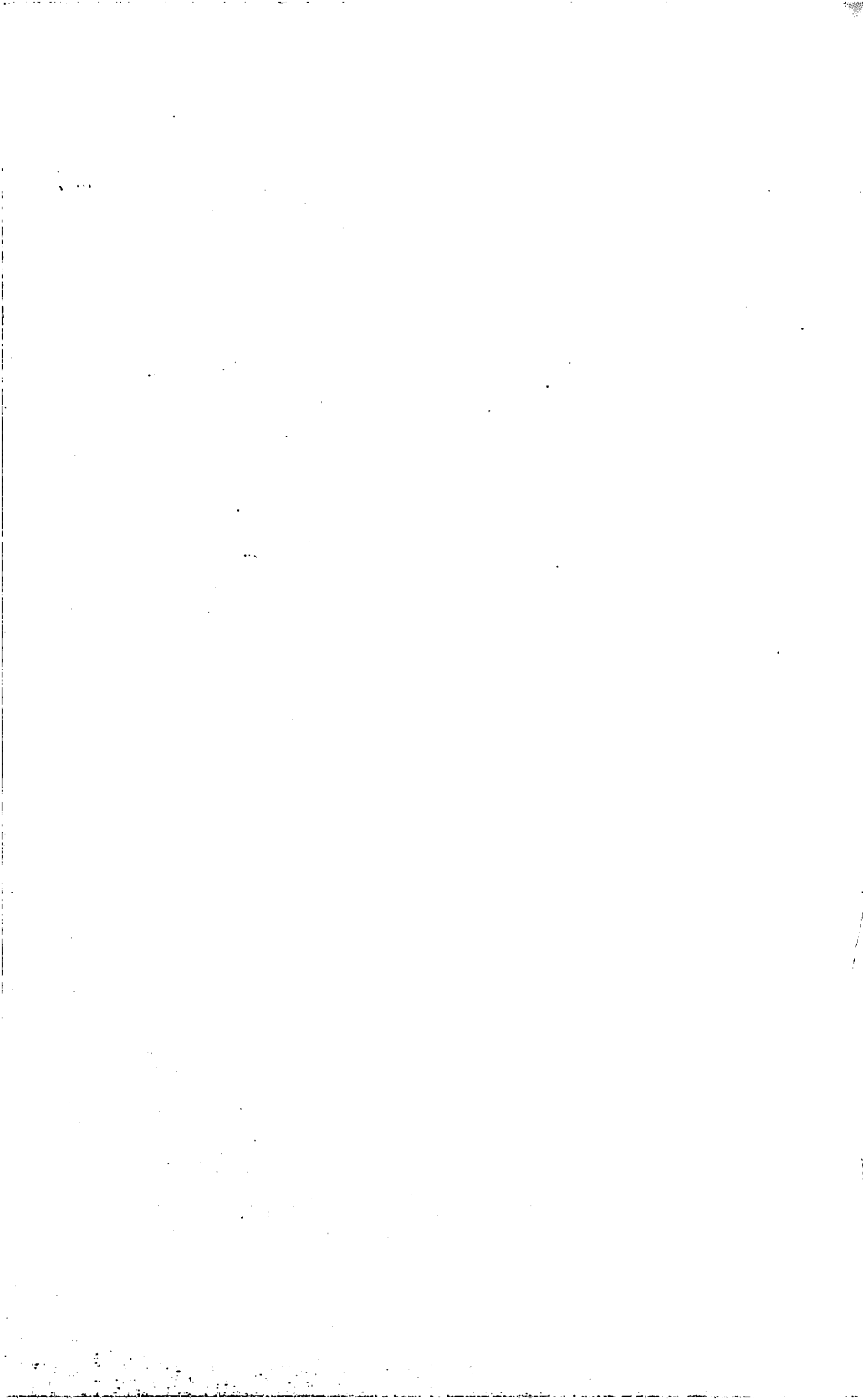
Tous les facteurs qui ont rendu possible l'action armée classique du F.L.N. en Algérie étaient ainsi réunis : un contexte continental de décolonisation, une frontière commune avec un pays indépendant ami, ou du moins formellement ami, l'unité ethnique au delà de la frontière,

(1) Il y a en Angola cinq principaux groupes ethniques : les Bakongos au Nord — 500.000 ; les Kimbundus dans la région du Sud de Luanda — 1.000.000 ; les Ovimbundus (que les Portugais appellent Bailundu), sur le plateau de Benguela — 1.000.000, et les peuples Luanda et Ganguela, dans l'Est de la colonie — 350.000 et 320.000 respectivement. Recensement de 1950, chiffre approximatif.

et un paysage rude pouvant protéger constamment des unités de guérilla. Telles étaient les premières conditions essentielles d'une insurrection réussie, et elles étaient toutes rassemblées au printemps de 1961. Les « causes » de la révolte étaient simplement les conditions de son triomphe.

Le colonialisme portugais a toujours été un système intolérable et haï, susceptible, à tout moment, d'être jeté par-dessus bord par les souffrances et les passions qu'il contenait. Mais la possibilité matérielle d'une révolte n'avait jamais existé auparavant. Lorsqu'elle se présenta, la révolte éclata presque immédiatement (1).

(1) Dans les chapitres qui vont suivre nous ne tenterons pas de donner une analyse des organisations politiques nationalistes d'Angola. Vu les conditions de répression et de censure extrêmes dans les colonies portugaises, l'activité politique a été nécessairement clandestine pendant les années 50. Depuis le déclenchement de la guerre, on a pu avoir davantage de renseignements sur les partis politiques, mais la plupart de ces renseignements sont sujets à caution. C'est pourquoi, dans l'état actuel des choses, il n'est pas possible de faire une étude analytique des partis nationalistes angolais. Nous nous bornerons à dire que les deux partis principaux, ayant tous deux leurs centres directeurs à Léopoldville, sont le M.P.L.A. (Movimento de Libertação de Angola), dirigé par Agostinho Neto — qui s'est évadé des prisons portugaises ; et l'U.P.A. (União dos Populações de Angola), maintenant fondu dans le F.N.L.A. (Frente Nacional de Libertação de Angola), dirigé par Holden Roberto et John Pinnock.



1.

L'insurrection

Le 4 février 1961, un ensemble d'attaques simultanées frappe soudain les postes militaires et policiers de Luanda. Des groupes d'Africains attaquent la prison militaire, les casernes de police et la prison civile ; d'autres attaquent, par surprise, des unités isolées aux abords de la ville. Une lutte sauvage s'ensuit avant que les assauts soient repoussés. Sept policiers et soldats portugais sont tués et quatorze Africains (officiellement) ; cinquante-trois hommes sont blessés et cent arrêtés. Le lendemain, on enterre publiquement les Portugais tués. Une foule de Blancs, disposés au lynchage, se déchaîne en présence du Gouverneur général au cri de « *Mata todos !* » (Tuez-les tous !) et attaque tous les Africains à sa portée. De jeunes Blancs font des raids dans les quartiers africains et les coups de feu durent, sporadiquement, toute la nuit. Vingt-quatre Africains, au moins, et trois Blancs sont tués (*Guardian*, 7-2-61). Les jours suivants, les nationalistes attaquèrent d'autres prisons et postes de police à Luanda et dans les environs, ce qui porta à cent tués environ les pertes des Africains. Les quartiers de Muceque et de Sao Paulo (les communautés africaines) furent entourés d'un cordon de police et des voitures blindées et des parachutistes patrouillèrent tandis que des pièces d'artillerie étaient montées sur des hauteurs, tout autour des quartiers, et dirigées sur eux. (*Johannesburg Star*, 15-2-62.) Quelques jours plus tard, le *New York Times* titrait, en première page, son reportage sur Luanda : « Détente en Angola avec la fin des heurts » (18-2-61).

Le 10 mars, le Conseil de Sécurité votait sur la question de la situation angolaise. Le Libéria, la République Arabe Unie et Ceylan proposèrent une résolution condamnant la répression portugaise en Angola. Le 15 mars, le vote eut lieu et la motion fut rejetée : cinq voix pour, pas de voix contre et six abstentions. Les abstentions furent celles de la Turquie, de l'Equateur, du Chili, de la France, de la Grande-Bretagne et de Formose. Les Etats-Unis firent une volte-face politique très remarquée en votant en faveur de la motion aux côtés de ses promo-

teurs et de l'Union Soviétique. Cette décision de renverser la politique traditionnelle de solidarité atlantique du Département d'Etat sur les questions coloniales fut prise si tardivement et avec une telle hâte que le temps manqua aux Etats-Unis pour prévenir leurs clients des Nations Unies du changement intervenu. Le *New York Times* commentait, deux jours plus tard : « La Turquie, le Chili, l'Equateur et la Chine nationaliste ont été laissés dans l'embarras sur le côté « colonial » de la question et n'ont peut-être pas été mis au courant avant qu'Adlai E. Stevenson ne prenne la parole vers la fin de la discussion. » (17-2-61.) Le vote de la nouvelle Administration a souvent été interprété comme une rupture décisive avec le passé et le symbole public d'une nouvelle politique africaine.

Le matin du 15 mars, le jour du vote du Conseil de Sécurité, l'insurrection nationale éclatait. Des unités armées frappèrent les villes les unes après les autres dans le Nord de l'Angola, couvrant une région trois fois plus vaste que le Portugal. Les attaques étaient rapides, simultanées et elles prirent les Portugais tout à fait au dépourvu. On enregistra cent cinquante morts. Le 18 mars, l'agence de presse portugaise officielle Lusitania annonçait que les villes suivantes avaient été attaquées : Maquela do Zombo, Carmona (province du Congo), Quitexe et Quibaxi (province de Cuanza Norte), Nova Caipemba et Nambuanguongo (province de Luanda).

Un regard sur une carte donne une idée de l'ampleur et de la coordination du soulèvement. Le journal tunisien *Afrique-Action* publiait, quelques semaines plus tard, un rapport sur les plans d'opération qui l'avaient préparé et ce rapport, vu les contacts Tunisie-Angola, est probablement le plus digne de confiance. Vingt unités de vingt hommes chacune, dotées d'armes automatiques, se sont infiltrées à travers la frontière en différents points depuis le 10 mars. Ayant gagné des soutiens en chemin, elles ont frappé simultanément les communications et les villes-cibles, choisies pour faire éclater au maximum la présence portugaise dans le Nord. La vitesse et l'étendue de l'offensive paralysèrent la résistance portugaise. Le premier triomphe de l'attaque du 15 mars fut écrasant. En quelques jours, pratiquement tout le Nord de l'Angola était aux mains des nationalistes.

En désespoir de cause, l'Administration portugaise établit un pont aérien pour évacuer massivement les colons portugais vers Luanda, au Sud. Madimba, M'bridge, Mavoio, Cuimba, Sao Salvador, Calombato, Damba furent encerclées et attaquées par les forces nationalistes ; le 21 mars, le *New York Times* pouvait déjà déclarer qu'il

y avait à Luanda 3.580 réfugiés. L'amiral Lopes Alves, ministre des Provinces d'Outre-Mer, quitta Lisbonne le lendemain pour l'Angola, tandis que les Portugais, au cours d'une émeute, jetaient à la mer la voiture du consul des Etats-Unis à Luanda. De la zone de combat, des dépêches signalaient chaque jour l'investissement de nouvelles villes et de nouveaux villages au Nord. Des communiqués confiants de Luanda (« les forces de sécurité ont pris la situation en mains », 28 mars) ne changeaient rien au flot de réfugiés vers le Sud, dont beaucoup partaient déjà pour Lisbonne. Des associations locales industrielles, commerciales et agricoles (l'« Association des Propriétaires de Luanda », etc.) télégraphiaient frénétiquement à Lisbonne, demandant 25 millions de livres pour rétablir la situation économique, établir un contrôle militaire sur tout l'Angola et transférer le ministère des provinces d'outre-mer à Luanda.

Le 1^{er} avril, le vicaire général de Luanda, le chanoine Manuel Mendes das Neves, était arrêté pour « organisation de terrorisme ». Une vague de complots et d'arrestations apparut dans tout l'Angola, bien au delà des zones de combat : Ile de Luanda (6-4-61), Bocoio, près de Benguela (7-4-61), Luanda (11-4-61), Quibala (17-4-61), Novo Redondo (18-4-61, 21-4-61), Silva Porto (22-4-61), Vila Nova do Seles (26-4-61), Benguela (26-4-61), Porto Amboim (22-5-61). Les Portugais tentaient d'assurer leurs arrières par une campagne massive de terreur contre toute résistance en puissance dans le Sud. Des missionnaires étrangers devaient déclarer par la suite que les grandes villes étaient systématiquement fouillées et que tout Africain instruit était tiré de chez lui pour être fusillé. A Lisbonne, un remaniement sévère du Cabinet donna lieu au limogeage des ministres des Provinces d'Outre-Mer (raison officielle : santé), de la Défense, de l'Armée et du Chef d'Etat-Major (14-4-61) ; en Angola, les réservistes furent mobilisés. Le lendemain, de nouvelles attaques balayèrent le Nord de l'Angola — Ucuia, Quitexe, Cuango — et Cabinda furent menacées d'invasion. Le *Diario de Noticias* de Lisbonne déclarait, le 16 avril, que « les activités terroristes dans la province d'Angola sont entrées dans une nouvelle phase... maintenant, on utilise les armes automatiques et la radio ».

Les opérations nationalistes atteignaient un nouveau seuil. Le 15 avril, le *Telegraph* rendait compte que « des milliers d'hommes ont attaqué le vilage d'Ucuia dans ce qu'on a considéré comme l'assaut de front le plus puis-

sant depuis qu'ont commencé les troubles sur le territoire africain il y a deux mois » ; Beu, Sacandica, Cuila Futa, Mucaba, Bembe, Bungo et Puri furent évacuées et les Portugais reculaient partout. Le 20 avril, la Lusitania annonçait officiellement que les « terroristes » contrôlaient « de vastes territoires inoccupés » dans le Nord de l'Angola. Le *New York Times* déclarait : « Il paraît que des rebelles africains se sont emparés d'un vaste corridor s'étendant jusqu'à la République du Congo », par lequel des centaines d'hommes de troupes de renfort traversaient chaque jour la frontière. Le *Sunday Times*, pro-portugais, câblait de Luanda, le 23 avril : « De hauts responsables du gouvernement eux-mêmes expriment leur doute quant à la possibilité, pour les Européens, de vaincre les féroces bandes rebelles qui ravagent les régions du Nord. » La « région rebelle » était « cinq fois plus grande que le Pays de Galles » et « selon les déclarations du gouvernement » s'étendait de la frontière jusqu'à la ligne de chemin de fer Luanda-Malange. Le *Telegraph* déclarait, le lendemain : « Une vaste région de l'Angola, trois fois la taille du Portugal, qui contient toutes les terres de café dont dépend pour beaucoup l'économie du pays est tombée aux mains des rebelles. » A ce stade, les forces nationalistes étaient tellement sûres d'elles-mêmes que la récolte de café resta intacte dans les régions libérées ; des prisonniers déclarèrent qu'ils espéraient débarrasser l'Angola des Portugais en juin et vendre la récolte sur le marché mondial. Le moral des Portugais était au plus bas : des lynchages répétés, à Lunda, témoignaient de la panique aveugle et de l'impuissance de la population blanche. La situation s'aggrava tellement qu'il fallut imposer un couvre-feu à Luanda le 1^{er} mai après une émeute au cours de laquelle vingt-quatre Africains avaient été tués et leurs maisons incendiées. Richard Beeston, dans une dépêche devenue célèbre, adressée au *Telegraph*, ouvertement pro-Salazar, câblait, le 3 mai : « Les premiers renforts militaires amenés par mer sont arrivés aujourd'hui à Luanda, la capitale sous tension de l'Angola. Les préparatifs ont commencé pour que soit entreprise une guerre calculée d'extermination contre le soulèvement terroriste du Nord.

« La haine monte à l'égard de la population africaine d'Angola chez les civils blancs comme chez les soldats... Hier soir, des troupes portugaises ont effectué un raid dans la communauté africaine de Sao Paulo, dans les faubourgs de Luanda, à la chasse des terroristes infiltrés. Les Africains ont résisté au couteau et trente-trois d'entre eux ont été tués. Aucune perte dans les rangs des soldats...

« L'offensive par terre et par air contre les rebelles du Nord est prévue pour le mois prochain, quand commencera la saison sèche.

« Nous chasserons les terroristes comme du gibier », m'a déclaré un officier de l'air portugais. « Nous n'avons d'autre alternative que l'extermination. Les Nations Unies peuvent protester, cela n'y changera rien. »

« Les autorités portugaises ne font pas secret de leurs plans d'offensive. Les mesures préliminaires consistent à détruire les villages africains avec des rockets, des mitrailleuses et du napalm pour forcer les Africains à se réfugier dans la forêt... quand le typha et les arbres seront secs comme de l'amadou, ils allumeront des incendies avec du napalm jeté d'avion et forceront, par le feu, les terroristes à sortir de leurs abris. On tirera sur ceux qui essaieront de s'échapper et ceux qui resteront cachés mourront de soif et de faim. Il sera impossible de faire la différence entre les Africains innocents et les terroristes... »

« A Luanda, l'arrivée de l'avant-garde des renforts de Lisbonne a été accueillie avec un soupir de soulagement par les Blancs qui vivent dans la crainte perpétuelle d'une attaque massive de la part des dizaines de milliers d'Africains qui habitent les villes environnantes. Le danger s'est certainement accru du fait des provocations des Blancs qui ont tué et maltraité des Africains dans le quartier européen de Luanda. »

A partir des nouvelles, disséminées et confuses, qu'offrent les journaux de cette période, on peut reconstruire une image assez cohérente de la situation angolaise au premier stade du soulèvement. Il est évident que les Portugais ont été pris complètement au dépourvu par l'attaque du 15 mars. Ils ne purent pas mobiliser de force de défense adéquate pour faire face à l'offensive des insurgés. Devant ces attaques, les colons furent simplement évacués par avion et la communauté blanche se barricada dans Luanda. Ce qui ressort le plus nettement des rapports de cette période, c'est le manque total d'organisation des troupes portugaises et leur faiblesse. Aucun chiffre officiel digne de confiance n'a été donné des forces militaires, et ceux que donnèrent les journalistes étrangers étaient ridiculement grossis (on a souvent parlé de 25.000 soldats portugais en Angola). Le correspondant à Lisbonne du *Daily Telegraph* donnait probablement l'estimation la plus juste au milieu d'avril : 3.800 soldats de la métropole et 7.000 au total (cest-à-dire en comptant les troupes indigènes) [17-4-61]. Les premiers chiffres donnés par des journalistes étaient certainement gonflés parce qu'ils

comptaient les détachements de sepoys qui n'étaient pas assez sûrs pour être utilisés par les Portugais, et chez lesquels, dès le début, on enregistra des désertions.

Ainsi quand se produisit l'insurrection, les Portugais craignirent qu'il n'y ait des soulèvements dans les villes du centre et du Sud et à Luanda même. Les phénomènes classiques de la désintégration politique et militaire apparurent immédiatement. Incapables de résister à l'insurrection du Nord, les Portugais se défoulèrent de leur peur et de leur défaite sur les populations civiles du Sud, instaurant une terreur blanche systématique dans les villes tandis qu'ils pilonnaient les villages du Nord.

Les populations ainsi attaquées étaient inévitablement décimées. Dès le 7 mai, moins de deux mois après le début de la révolte, le correspondant de l'*Observer* considérait que 20.000 Africains avaient été tués pendant qu'on signalait des milliers d'internés dans des camps de concentration à Baia dos Tigra, Damba, Porto Alexandre et Silva Porto. La conséquence immédiate fut un exode massif d'Angolais au Congo. Le 20 mai, l'*Observer* estimait qu'il y avait 40.000 réfugiés angolais au Congo, et leur nombre devait s'accroître rapidement par la suite.

La dévastation fut le corollaire de l'impuissance. A la fin du mois de mai, les Portugais n'avaient pas encore réussi à instaurer une force militaire suffisante pour sortir du district de Luanda. A ce stade, le nombre total de soldats portugais dans la province devait être de 6.000. La logistique portugaise s'était révélée défectueuse à un degré presque incroyable et la tension montait dangereusement chez les soldats et les colons. Un compte rendu de Luanda, à l'époque, décrit très exactement la complète décomposition morale et administrative du régime : « Montrez-vous reconnaissants : nous abandonner à cette heure est une trahison », proclament les affiches gouvernementales tandis que l'armée portugaise se prépare à écraser la rébellion angolaise. L'exhortation des colons terrorisés pourrait bien se révéler l'épithète de la dépression morale et psychologique la plus effrayante qu'une colonie européenne ait jamais connue... Des Africains ont été arrêtés par fournées, 1.500 dans la seule région de Lobito. On n'y connaît pas de camps. La prison locale ne contient que cent individus et la disparition totale des Africains arrêtés a suscité les pires craintes.

« Les arrestations ont frappé des instituteurs, des « assimilados », et presque tous les Africains sachant lire et écrire. La possession d'un livre de grammaire élémentaire,

d'un poste de radio ou même seulement d'une bicyclette a suffit à entraîner la disparition d'un homme. Dans bien des cas des prêtres africains ont été transférés, sans explications, au Portugal dans le but de vider le pays de tout dirigeant africain en puissance.

« La prétendue découverte de « plans » sur ceux qui ont été arrêtés a causé une nouvelle explosion d'hystérie chez les Européens. Il n'y a plus une seule place libre pour Lisbonne jusqu'en janvier 1962. Des queues se forment devant les banques où les Européens demandent des permis de transferts monétaires en Europe. Et les réfugiés continuent d'arriver leurs malles bourrées d'effets personnels, apportant du Nord de nouvelles histoires d'atrocités. L'arrivée de renforts a quelque peu amélioré le moral; les premiers, débarqués du *Niassa*, se sont dirigés vers le Nord le 12 mai. Ils ont pris 150 jeeps, 20 camions de 4 tonnes et 6 camions-citernes. Les autres restent à Luanda; leur nombre et leur qualité sont très inférieurs à ce que laissent entendre les communiqués portugais...

« Les bataillons débarqués n'ont eu aucun entraînement militaire depuis leur arrivée et traînent en ville dans les logements qu'ils ont reçus...

« La campagne du Nord est déjà dévastée. Des villages et des fermes sont des ruines vidées. Sur des centaines de kilomètres, le seul signe de vie est une fumée, çà et là. Lorsqu'on s'éloigne en voiture de la capitale, on rencontre, à 70 km. du territoire rebelle, des Africains qui se découvrent précipitamment quand la voiture est encore à 50 mètres.

« Le nombre des morts est maintenant évalué entre 30.000 et 50.000 — dont environ 1.000 Portugais. Mais aucune des parties ne semble vouloir abandonner. » (*Observer*, 21-5-61.)

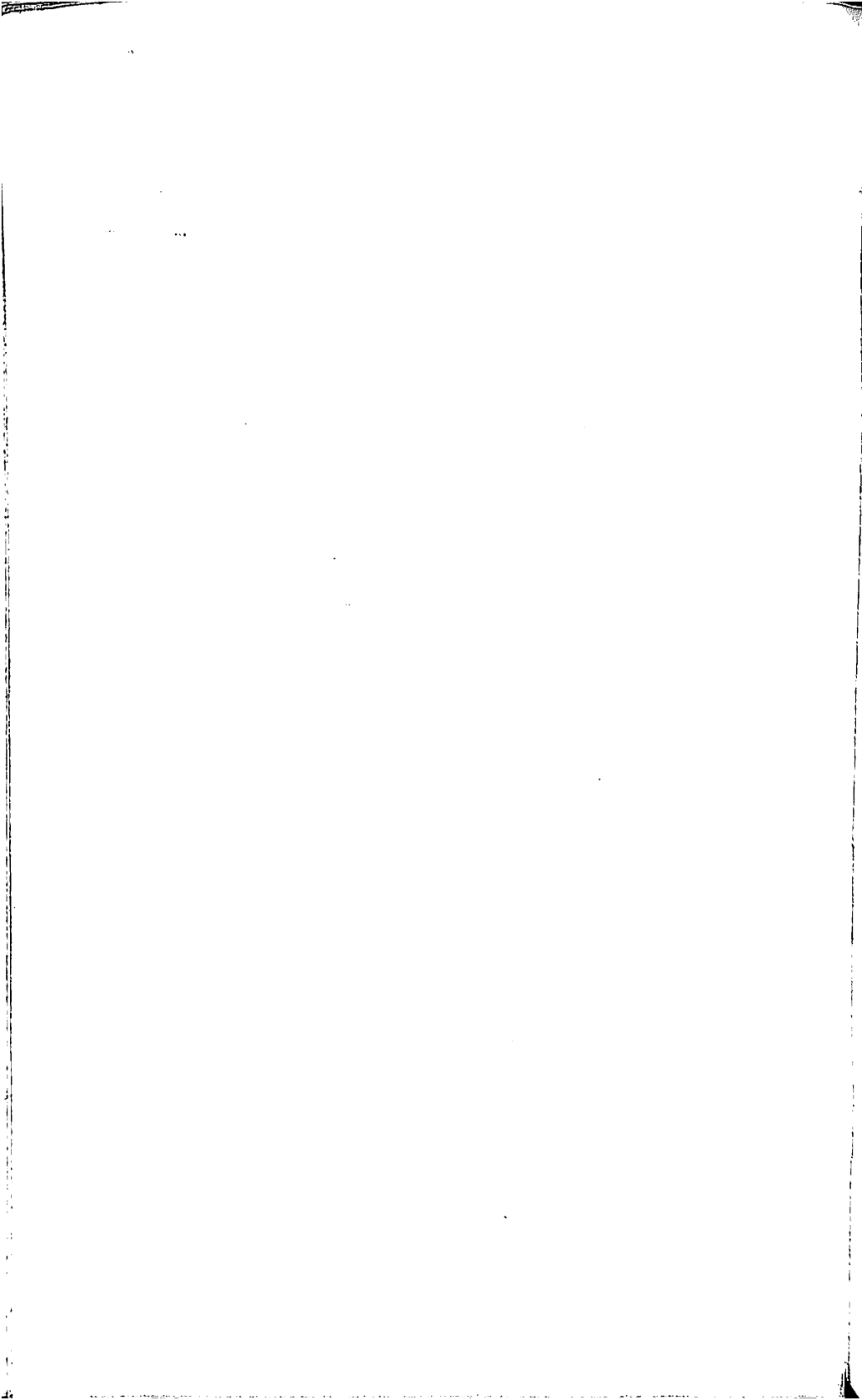
Au début du mois de juin, le commandement militaire avait absorbé complètement l'Administration civile et militaire de l'Angola. Le général Venancio Deslandes, vétéran d'un escadron de bombardiers franquistes pendant la guerre civile espagnole, fut nommé conjointement Gouverneur général et commandant en chef des forces armées en Angola. Il fallut pourtant trois semaines complètes avant que le nouveau Gouverneur général arrive à Luanda, et pendant ce temps-là la situation ne donna aucun signe d'amélioration. Les attaques contre les postes avancés et désormais des plantations continuèrent à Damba, Lucunga, Samba Caju, Sanza Pombo, Quimbele, Ipanumbungo, Ambriz, N'gage et autres. Les plantations

de café, notamment, étaient dorénavant incendiées systématiquement. Les rebelles détruisaient méthodiquement les routes et les ponts si bien que les rares convois militaires qui quittaient Luanda devaient avancer à une vitesse d'escargot derrière des bulldozers. Le projet qui avait consisté à incendier la savane et la forêt pour faire sortir les nationalistes de leurs abris fut un échec total, qui révéla à quel point l'armée portugaise ignorait les conditions de combat dans les colonies. Richard Beeston qui, le premier, avait parlé de ce projet écrivait alors : « Bien que les troupes aient mis le feu au typha des bords des routes, elles ne peuvent pas détruire les arbres et l'épaisse végétation qui suffit à dissimuler une armée de terroristes... Parti de la base aérienne de N'gage, j'ai survolé des centaines de kilomètres de terrain contrôlé par les rebelles, couvert de forêts et de taillis... Les premières prévisions qui annonçaient qu'avec l'arrivée de la saison sèche il serait possible de faire sortir les terroristes par le feu se révèlent aujourd'hui totalement utopiques. On ne peut, tout simplement, pas détruire par le feu l'épaisse forêt qui constitue leur principal abri. » (*Daily Telegraph*, 4-7-61.) Des colonnes mobiles secouraient ou reprenaient sporadiquement des villes et des villages dans le Nord — « mais même le jour leur contrôle sur ces points ne s'étend que dans un rayon de cinq ou six miles. A la tombée de la nuit elles sont contraintes de se retirer sur leurs positions de défense et de surveiller de loin, pendant que les rebelles incendient les plantations au rythme de cinq ou six par nuit ». (*Observer*, 23-7-61). A l'arrière, la terreur continuait : le 20 juin, on annonçait la découverte d'un « complot » à Porto Alexandre, dans l'extrême Sud, dans lequel 400 des 5.000 ouvriers de la ville étaient « impliqués » (*Le Monde*, 21-6-61).

Cependant, si les Portugais furent incapables de progresser dans le Nord, l'offensive nationaliste ne parvint pas à pénétrer plus loin au Sud d'une ligne allant, *grosso modo*, de Vila Salazar à Malange. L'insurrection n'avait pas pu gagner les plateaux du centre et du Sud. Elle y avait rencontré trop de conditions contraaires : les lignes de communications avec le Congo étaient trop longues, le contexte ethnique était différent (Ovimbundu au lieu de Bakongo et de Kimbundu), le terrain était trop découvert. La nouvelle tactique de la destruction des récoltes marqua un changement dans les espoirs et les perspectives nationalistes. Les perspectives d'une victoire rapide s'estompaient et il était désormais essentiel d'affaiblir l'en-

nemi économiquement, au prix de dommages à longs termes infligés à l'économie elle-même (il faut six ans pour renouveler une récolte de café).

Pendant ce temps, les renforts de Lisbonne arrivaient enfin en plus grand nombre. Le 8 juillet, les forces militaires portugaises comptaient 18.000 hommes. Ainsi, alors même que le journal des colons, *Jornal do Congo*, attaquait violemment l'armée pour sa « complaisance » et déclarait « nous sommes entourés par les terroristes — après quatre mois ils sont encore maîtres de la situation », la dynamique de la situation militaire changeait et les Portugais commençaient, pour la première fois, à être en mesure de progresser sérieusement vers le Nord



2.

L'offensive portugaise

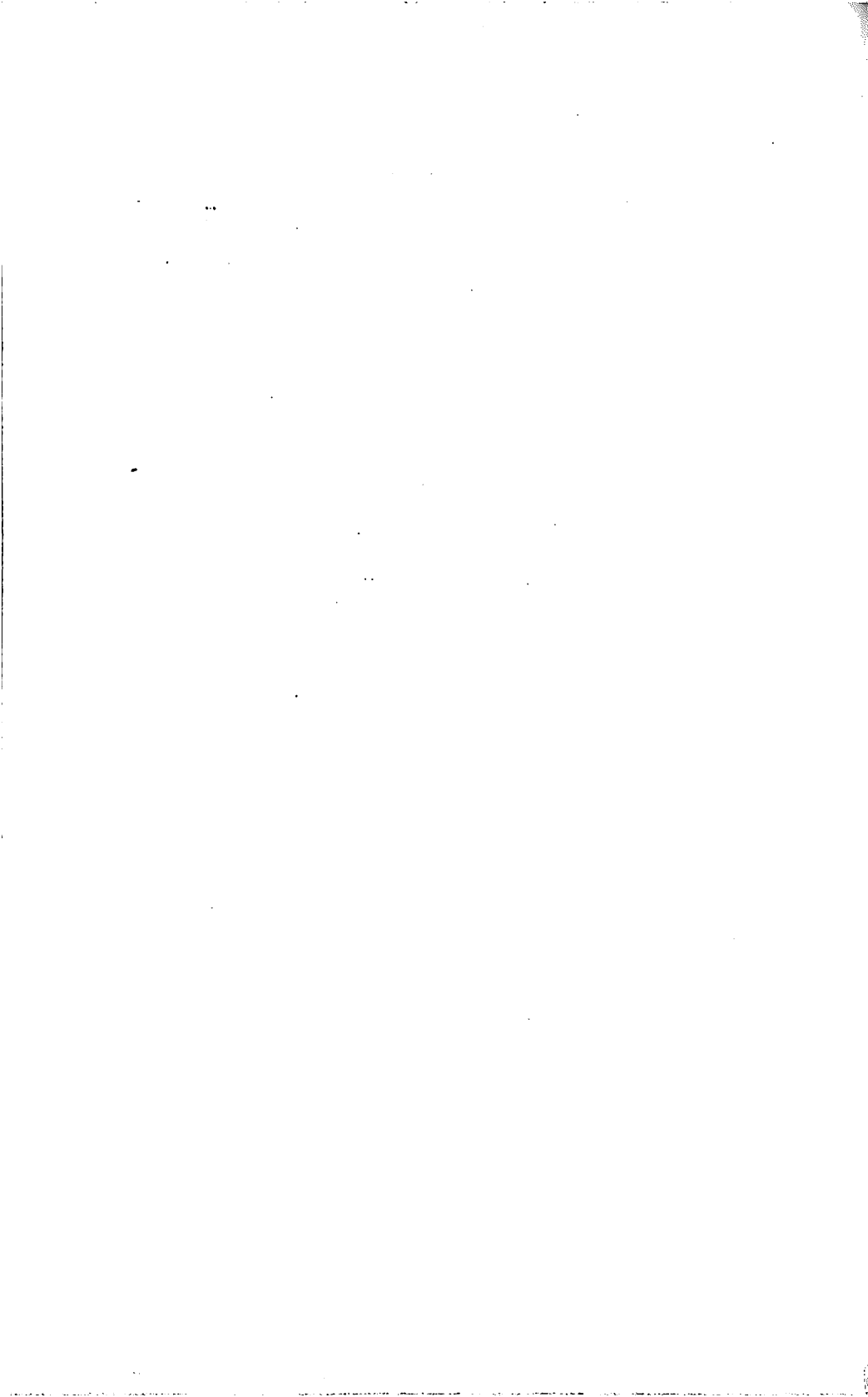
Le 18 juillet, l'armée portugaise entama une vaste opération de bouclage dans la région qui entoure Nambuanguo, pleine de montagnes et de forêts, à 130 km. environ au Nord-Est de Luanda, où les Portugais croyaient qu'il y avait un poste de commandement angolais. Les troupes commencèrent à converger lentement vers la région de Nambuanguo, suivant un arc s'étendant d'Ambriz, sur la côte, à Bessa Monteiro, Bembe, Lucunga, au Sud, jusqu'à Songo, Carmona, N'gage et passant par Quitexe, Quibaxi et Caxito. Pendant toute la dernière semaine de juillet, il y eut de nombreux combats autour de Carmona, Songo, Sanza Pombo, Quimbela et N'gage. Le 6 août, Quincuzo, à 40 km. à l'Est de Nambuanguo, était déjà réoccupé par les Portugais. Finalement, le 10 août, trois semaines après le début de l'offensive, on annonça la « chute » de Nambuanguo et le haut commandement militaire déclarait : « Un rude coup moral et psychologique a été infligé aux rebelles. » La nouvelle fut transmise à Luanda et à Lisbonne comme un grand triomphe militaire et politique.

De nouvelles victoires suivirent. Le 15 août, Madimba était prise, dans le Nord. Le 19 août, Buela, sur la frontière congolaise, était réoccupée. Le commandant de N'gage déclarait confidentiellement à des correspondants américains : « Jusqu'à ces deux dernières semaines, nous avons été sur la défensive. Maintenant, nous attaquons de tous côtés. » (*New York Times*, 17-8-61.) Sao Salvador, Maquela do Zombo, Cuimba, Damba, Bembe étaient aux mains des Portugais dès la fin du mois. Au début de septembre, de nouveaux petits villages furent réoccupés dans le Nord (Icoco, Cuila, Pombo, Quimbonge). Des troupes parachutistes attaquèrent la redoute de Serra de Canda. La troisième semaine de septembre, Sacandica, à l'extrême pointe Nord-Est du territoire tenu par les nationalistes, avait été reprise. La région de Pedra Verda fut « nettoyée » la semaine suivante. Le 8 octobre, Deslandes annonçait au Conseil Législatif de l'Angola que la rébellion avait « cessé » : « Les opérations de forces armées ont pris fin et ont fait place à l'activité de la police militaire. »

Tous les villages et les postes de police du Nord avaient été réoccupés, annonçait-il, et la liberté de mouvement avait été rétablie dans tout le territoire précédemment tenu par les « rebelles ». L'administration civile allait être réinstaurée dans les régions pacifiées. Le 13 octobre, la société missionnaire baptiste annonçait qu'un grand nombre de réfugiés passait la frontière du Congo, confirmant la présence des Portugais dans l'extrême Nord.

Quelle fut la signification militaire réelle de cette campagne de pacification ? Les rapports portugais ne peuvent absolument pas être pris comme argent comptant. Les communiqués officiels ont toujours décrit l'action de l'armée dans la langue la plus pure de la guerre classique — « engagements », « avances », « réoccupation », « P.C. », etc. Mais cette terminologie est totalement trompeuse dans la situation angolaise, où la guerre est, bien évidemment et indiscutablement, une guerre de guérilla. Ainsi les fameux « succès » d'août et de septembre 1961 furent-ils souvent des descriptions ridiculement inappropriées d'événements tout à fait mineurs. Les exemples les plus frappants de l'utilisation du vocabulaire de la guerre classique pour désigner ce qui était vraiment une forme de guérilla radicalement différente, apparurent au moment de l'opération Nambuanguo, au début et au milieu du mois d'août. Ce « grave coup moral et psychologique » aux nationalistes fut décrit comme une attaque de grande envergure et une prise de poste de commandement d'opération d'importance — et même d'une « capitale » administrative. En réalité, évidemment, aucune armée de guérilla n'a de quartier général « fixe » d'aucune sorte, encore moins de capitale administrative. Quand l'armée portugaise atteignit finalement Nambuanguo, après une avance traînante qui avait duré trois semaines pleines, elle trouva ce qu'il y avait toujours eu — quelques huttes désertées, au sommet d'une colline, dépourvues de la moindre importance stratégique. Quelques journalistes intelligents le firent remarquer à l'époque. Le correspondant du *Guardian* écrivait, le 16-8-61 : « Bien que les officiels du gouvernement refusent énergiquement de l'admettre, il semble indubitable que la « prise » fut, en réalité, l'occupation d'une ville vide et qu'elle n'a rencontré presque aucune opposition. Et cela ne s'est passé qu'à 80 miles de Luanda, après six semaines, ou plus, d'opérations saison sèche intensive. » Le correspondant du *New York Times* survola la région de Nambuanguo dans un bombardier Harpoon pendant une

sortie de bombardement et de mitraillage de populations, et déclara qu'en dépit des prétentions de victoire capitale à Nambuagongo, « après douze jours passés dans le village, les Portugais ne contrôlent qu'un périmètre réduit. Les crêtes boisées, qui ne sont qu'à un quart de mile, sont aux mains des rebelles » (27-8-61).



3.

Résistance stabilisée

Lorsque l'armée portugaise se dirigea vers le Nord en colonnes lourdement armées, le long de routes sèches, elle rencontra peu ou pas de résistance dans les villages et les villes qu'elle devait atteindre. Mais son contrôle ne s'étendit pas au delà. La campagne elle-même, couverte dans l'ensemble de forêt dense, resta aux mains des Angolais. La nuit, l'armée se barricadait dans ses « conquêtes ». Tous les comptes rendus de cette période racontent la même histoire. Le correspondant du *New York Herald Tribune* écrivait de N'gaga, le 18-8-61 : « Il est évident dans ce poste de commandement que l'armée portugaise ne contrôle que les grandes routes et les villes et villages les plus importants. » Le correspondant de l'*Observer* signalait, de la frontière du Congo, que l'armée portugaise « se limite à des sorties de jour de Cuimba et de Sao Salvador... Les Portugais ne contrôlent toujours pas la plus grande partie de la campagne. Ils se contentent de la surveiller d'avion » (20-8-61). Le 18 septembre, le *Christian Science Monitor* annonçait : « Actuellement, malgré un déploiement de plus de 27.000 hommes, les principales routes de la zone rebelle risquent encore d'être coupées à tout moment. » Pendant ce temps, les forces militaires continuaient à se constituer en Angola (2.000 fantassins quittaient Lisbonne le 22-10-61, trois compagnies de tirailleurs le 31-10-61).

Moins de deux mois après la proclamation de la « fin » de la guerre, la résistance angolaise frappa soudain le Nord. Le 27 novembre, on signalait une « reprise de l'activité terroriste » dans cinq régions très éloignées l'une de l'autre : Luanda, Colua, Caxito, Ucuia et Noqui. Des parachutistes furent lâchés au Nord-Est de Luanda tandis que la lutte s'étendait à la région de Uige (7-12-61). Les attaques se multiplièrent autour de Carmona, Aldeia Viscosa, Quitala-Banga et dans la Serra Camarga (27-12-61). Luanda resta enserrée de postes de contrôle, de barrages et d'unités de garde autour de toutes les installations hydrauliques et électriques (*New York Times*, 29-12-61).

Il était clair que loin d'être terminée, la guerre était entrée dans une phase nouvelle. Devant l'avance de l'armée portugaise vers le Nord, la résistance angolaise avait regroupé et redéployé ses forces. Elle adoptait désormais la tactique classique dite « mercure » de la guerre de guérilla — fluidité du front, retraite devant l'avance ennemie, harcèlement pendant les haltes, attaque lorsque l'ennemi se retire. Ainsi que devait le reconnaître un officier portugais de la région de Caxito quelque temps plus tard : « Les terroristes n'attaquent plus en masse... Ils se sont divisés en groupes de 50 hommes environ. Ils frappent et fuient. Il est pratiquement impossible, avec le peu d'hommes dont nous disposons, de les encercler. » (*New York Herald Tribune*, 20-6-62.) Les communiqués portugais officiels parlaient encore de « pacification » du Nord, mais la presse étrangère, elle, du moins, exprimait peu d'illusions. *L'Observer* écrivait le 11 février : « Cette guerre continue, non pas dans les proportions qui font des manchettes dans les journaux, mais inexorablement ; elle ne peut finir que d'une seule façon : par l'effondrement de l'économie portugaise... »

Les embuscades se multipliaient dans les provinces, l'une après l'autre. A la fin de février, on se battait autour de Zalala, Songo, sur la route de Lucunga à Madimba, près d'Ambrizete, à Pedraboia, Quibaxe, Aldeia Viscosa, sur le fleuve Calambingo, dans la région de Messa Monteiro, à l'Est (21-2-62). Bientôt, il y eut des raids sur Noqui et Buela (3-3-62). Les observateurs étrangers les plus franchement pro-portugais eux-mêmes étaient devenus pessimistes. Le jour anniversaire de la révolution, le *Daily Telegraph* signalait de Léopoldville : « Les efforts portugais sur terre et par air pour déloger les guérilleros ont échoué. La colonie rentable est devenue un boulet pour le budget portugais. Les observateurs pensent que s'annonce une longue guerre du type Algérie avec, à l'horizon, une victoire nationaliste. »

Pendant les mois d'avril, mai, juin et juillet, la guerre continua. L'organisation militaire de la résistance se perfectionnait régulièrement et obtenait enfin un équipement moderne. En avril, le journaliste américain Arthur Herzog signalait des sentinelles et des postes de contrôle dans toute la région de la frontière du Congo. L'armement se constituait encore essentiellement de tromblons mais comprenait aussi des mitrailleuses, des fusils et des grenades. Des bombardiers portugais effectuaient des vols répétés en mitraillant et en lâchant des bombes à fragmentation.

Il concluait : « Un an après ses débuts, la guerre d'Angola est une impasse vicieuse. Les Angolais, malgré le manque d'armes et de médicaments et les dissensions internes, semblent contrôler fermement le terrain, tandis que les Portugais tentent de les écraser avec leurs avions. » En mai, l'armée portugaise elle-même avait déjà tacitement abandonné sa prétention de « pacification ». Elle déclarait désormais : « Les rebelles ne tiennent maintenant qu'un cinquième de l'Angola » (28-5-62). Les engagements et les raids continuaient avec la même intensité : Quibala, Bessa Monteiro, Lufico (29-4-62), Dange, Uige, Loge (11-5-62), Zalala, Quitexe (20-5-62), Toto, Ucuva, Muxualuando (6-6-62), Noqui, Maquela (10-8-62). En juillet, le ministre de l'Air portugais admettait publiquement à Luanda : « Nous devons peut-être maintenir les dispositions d'alerte pendant longtemps. »

Pendant ce temps, la fourniture d'armement à la résistance augmentait. En septembre, les unités angolaises utilisaient des mines terrestres, des bazookas et des explosifs au plastic. Un camp d'entraînement nationaliste avait été installé près de Thysville, au Congo, et des cadres entraînés par le F.L.N. revenaient de Tunisie pour prendre des commandements de régions dans le Nord. Un correspondant de l'*Observer* parlait du moral et de l'organisation « impressionnante » de la zone de combat, d'un réseau de communications et de renseignements efficace et d'une variété considérable d'équipement moderne. Le rapport concluait : « Il est évident que les opérations vigoureuses des rebelles s'étendent jusqu'à la ligne Luanda-Malange. » (23-8-62.) Un an après l'offensive portugaise au Nord, la résistance était toujours active sur tout le territoire qu'elle avait contrôlé au début de la guerre. Le front avait été maintenu.

Dans une analyse classique, le Vietnamien Truong Chinh divise la guerre type de libération nationale en trois phases principales. Un soulèvement soudain obtient les premiers succès, essentiellement dûs à la surprise. Ils sont immédiatement suivis d'une concentration militaire coloniale et la première phase s'ouvre, la période « défensive » : les révolutionnaires perdent des villages et des villes, ils se retirent dans des régions difficiles d'accès, l'Administration coloniale fait semblant d'accorder des concessions ou instaure des gouvernements fantoches.

Les guerres du Viet-Nam, d'Indonésie, d'Algérie et d'Angola ont toutes suivi ce modèle de déclenchement. Les Portugais ont été plus lents, dans tous les domaines, que

les Français, et il leur a fallu quatre mois pour réaliser une force militaire suffisante pour quitter Luanda et se diriger vers le Nord. Pendant cette crise, l'ultra-colonialisme est resté fidèle à ses caractéristiques. Sa réponse militaire à la révolution a été un témoignage décisif et barbare de sa nature essentielle, désormais réduite, dans ses dernières heures, à sa forme la plus grossière et élémentaire. Incapable de créer un corps expéditionnaire viable pour reconquérir le Nord de l'Angola à cause de la faiblesse archaïque de son appareil militaire, l'armée portugaise a recouru au bombardement aérien massif de populations sans défense. Pendant quatre mois, le terrain est demeuré entièrement aux mains des Angolais, tandis que des bombardiers portugais bourdonnaient interminablement, détruisant des villages et dévastant des plantations. Le système colonial prenait fin dans un paroxysme d'impuissance et de sauvagerie.

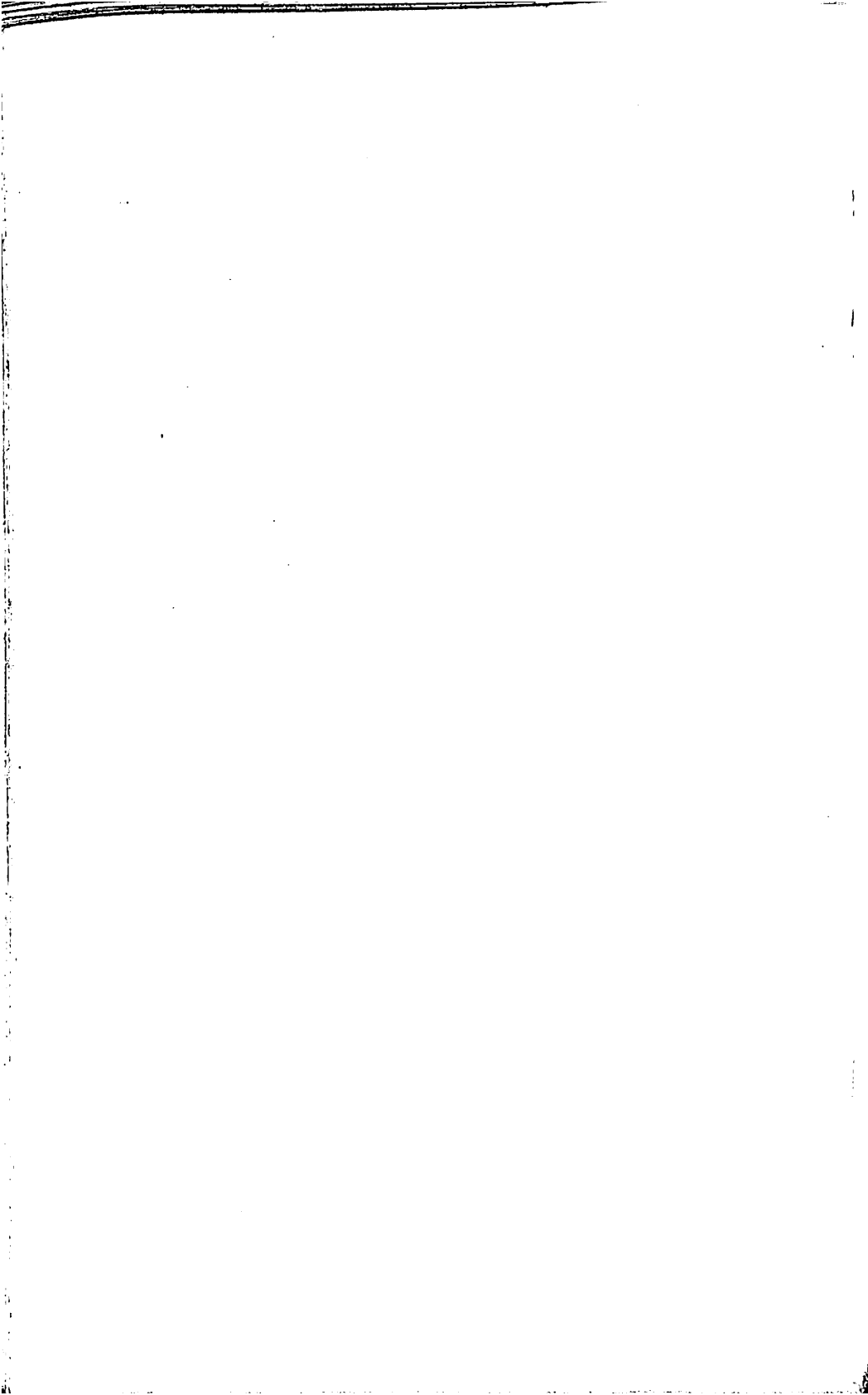
En juillet, l'armée était enfin prête à marcher vers le Nord et la période « défensive » commença pour les nationalistes. En octobre, comme nous l'avons vu, les troupes portugaises avaient repris le contrôle formel de tout le territoire à la frontière congolaise. Derrière les lignes, on accorda les habituelles « concessions » dérisoires, comme les Français l'avaient fait au Viet-Nam et en Algérie, et les Hollandais en Indonésie. On annonça la création de « conseils » de villages et le Code du Travail connut certaines révisions : l'*indigenato* fut aboli et la population africaine des colonies reçut le même statut officiel que les Blancs.

Truong Chinh appelle la seconde phase de la guerre « la résistance stabilisée ». L'armée de libération nationale s'adapte aux nouvelles conditions de lutte, possède à fond la tactique de la guérilla et consolide sa discipline et son unité. Les pertes sont lourdes, mais l'économie et la stabilité sociale de la colonie sont sérieusement atteintes. A la fin de 1961, la résistance angolaise suivait cette tactique avec succès. Ainsi qu'en témoignèrent des officiers portugais, ses unités étaient devenues plus réduites et son action était dirigée contre des objectifs économiques et les communications plutôt que contre les villes et les villages. Pendant que les bombardiers reprenaient leurs sorties, l'armée portugaise restait immobilisée dans ses camps du Nord et les coups de la guérilla se multipliaient.

L'armée portugaise avait beaucoup moins de chance de consolider sa campagne d'été de 1961 que les armées

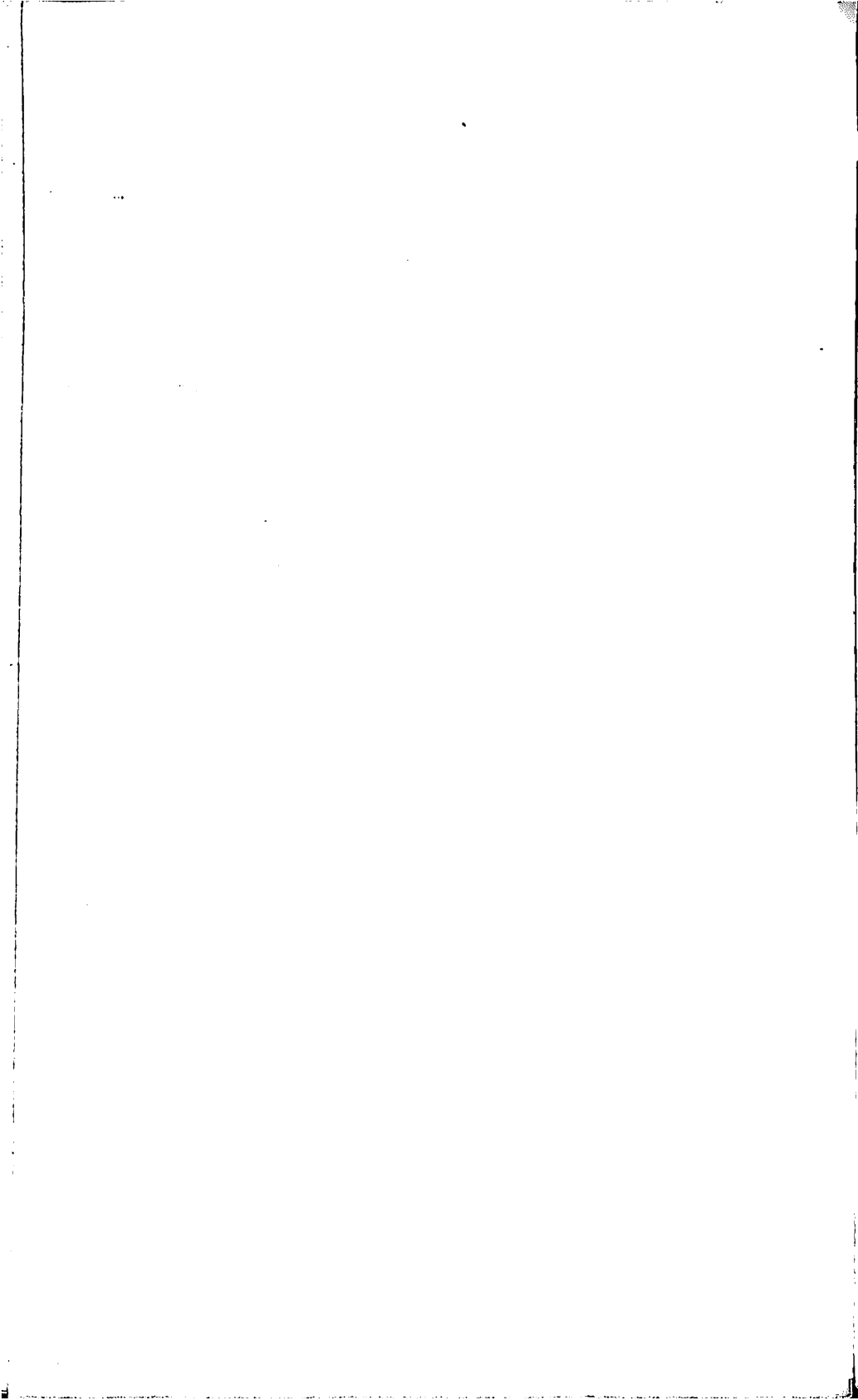
française ou hollandaise après leurs premières campagnes « triomphales » au Vietnam en 1946, en Indonésie en 1947 et 1949 et en Algérie en 1956. Un plan Challe en Angola est tout à fait impensable. Les lignes portugaises de communication sont dix fois plus longues que celles des Français en Algérie. La zone de combat éventuel est trois fois plus grande. Il n'y a aucune chance de s'assurer des collaborations dans la population angolaise comme les Français ont pu le faire au Vietnam et les Hollandais en Indonésie. Il y a bien davantage de protection pour une activité de guérilla dans les forêts humides du Nord de l'Angola que dans les massifs du Maghreb. D'autre part, la dispersion de l'empire portugais représente une menace de dissémination dangereuse pour ses forces armées, dont les effectifs s'élèvent au total à 79.000 hommes seulement (armée de terre 58.000, marine 8.000, armée de l'air 12.500). Une grave révolte au Mozambique rendrait probablement la situation portugaise en Angola intenable. Finalement, l'armée portugaise dilapidée, dont la seule expérience du combat en quarante-cinq ans s'est limitée à la présence solitaire d'une division auprès de l'armée nazie sur le front russe, est une pâle copie de sa contrepartie française.

La phase finale de la révolution nationale est « l'offensive ». L'armée coloniale se révèle incapable de gagner une véritable victoire militaire, sur le plan intérieur et extérieur. Le moral de l'armée et du gouvernement s'effrite. Les pressions politiques internationales s'affirment nettement. D'une part la coordination et les démarches diplomatiques isolent de plus en plus la puissance coloniale aux yeux de l'opinion mondiale. D'autre part, l'aide militaire et économique à l'armée de libération commence, ou menace de commencer, s'amplifie. Devant ce double processus d'internationalisation, les nerfs de la puissance coloniale craquent et les négociations qui mèneront à l'indépendance sont entamées à contre-cœur — assez souvent précédées par des crises politiques en métropole. Les guerres du Vietnam, d'Indonésie et d'Algérie ont toutes fini ainsi. Les nationalistes angolais sont tout à fait conscients de cette parabole classique de la décolonisation. Leurs perspectives stratégiques ont été exprimées fermement et lucidement par l'un de leurs dirigeants en août 1961 : « Pour nous, la victoire dépend simplement de nos possibilités de continuer la lutte : et cela, je vous garantis que nous pouvons le faire. A la fin, les Portugais seront forcés de négocier avec nous. Un règlement politique conduira à l'indépendance. »



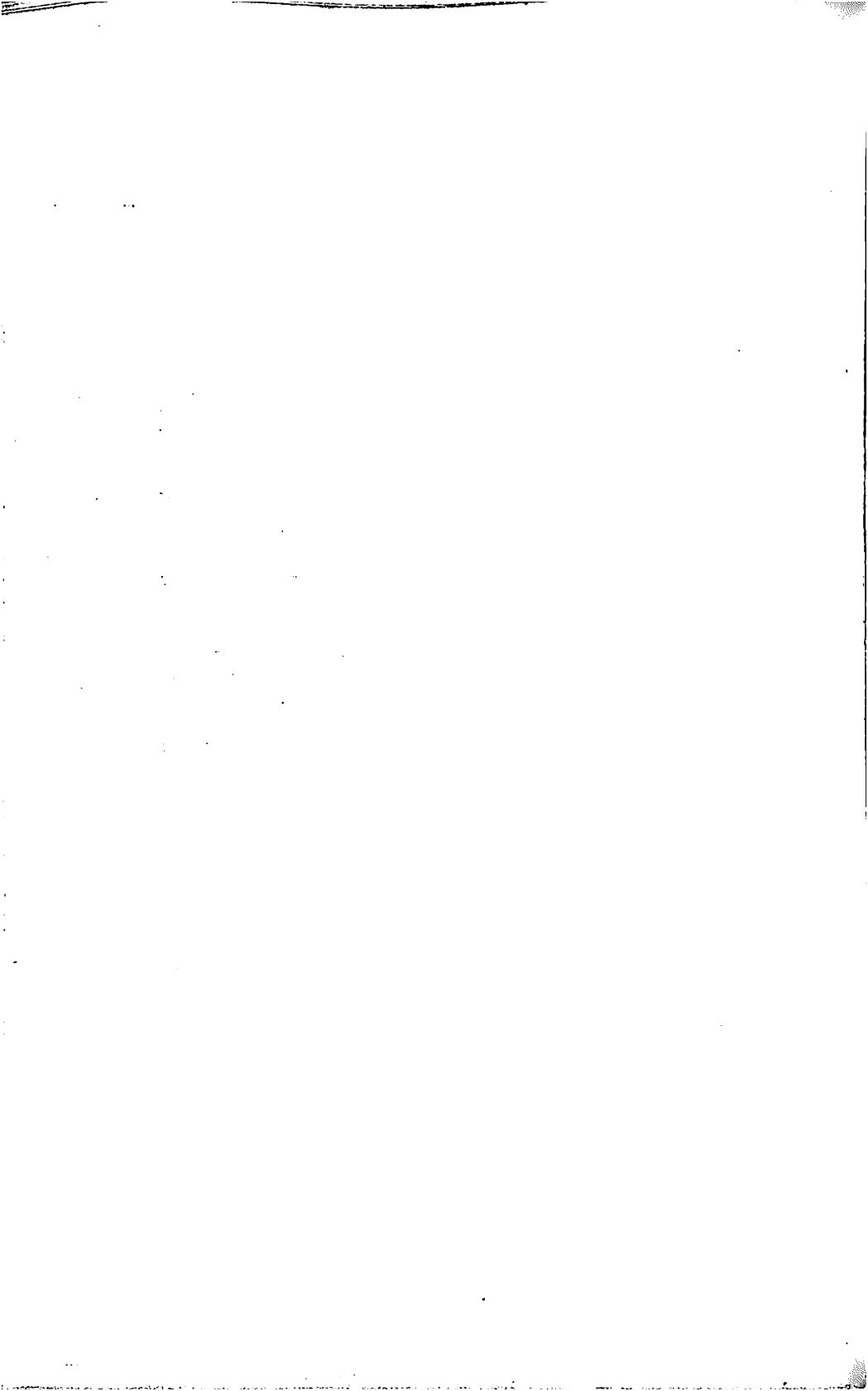
IV

Perspectives



L'ultra-colonialisme à l'agonie a ses propres atouts. Il n'est entravé par aucune opposition domestique structurée. Il peut imposer un black-out presque total sur les nouvelles en provenance de la région coloniale révoltée. Il est doté d'une armée massive entraînée professionnellement pour la répression. Il a, à la fois, le cadre et les moyens pour agir avec le maximum de cruauté. Il peut se lancer dans une guerre d'extermination plus facilement que tout autre colonialisme « normal » : aucune autre puissance coloniale n'aurait pu faire la campagne portugaise d'Angola, pas même la France.

Par ailleurs, l'autre pôle caractéristique du colonialisme portugais, son primitivisme, contredit et mine les atouts de son extrémisme ; il rend le Portugal plus vulnérable et l'impérialisme portugais plus fragile qu'aucun de leurs semblables ailleurs dans le monde. A partir de mars 1961 une série de facteurs ont été mis en mouvement qui sont devenus suffisamment indépendants du flux et du reflux des engagements et qui, tôt ou tard, mettront fin à l'empire portugais en Afrique. Ils révèlent la dernière métamorphose de l'archaïsme qui marque le colonialisme portugais depuis le XIX^e siècle et sont un présage de son sort final.



1.

Perspectives internationales

Le moment de l'insurrection a été choisi pour coïncider exactement avec le débat sur l'Angola au Conseil de Sécurité du 15 mars. C'est alors que les Etats-Unis ont fait leur volte-face spectaculaire et, pour la première fois depuis l'agression de Suez, en 1956, ont voté contre un allié occidental sur une question coloniale. Ce fut un grand coup pour le régime de Salazar, qui se traduisit immédiatement par les émeutes d'origine officielle contre l'ambassade américaine à Lisbonne et l'éclat plus spontané des colons contre le consulat américain à Luanda. La nouvelle politique américaine refléta de la part de l'Administration de Kennedy une conscience plus aiguë du progrès irrésistible de la décolonisation en Afrique et en Asie, (l'Amérique latine, où sa propre suzeraineté était en jeu, était une autre affaire) et de la force et de l'influence grandissante des pays de l'Est.

La politique américaine traditionnelle à l'égard du Portugal avait été fondée sur les considérations militaires et politiques les plus sommaires. Le *New York Times* écrivait le 16 février, avant le début de l'insurrection dans le Nord : « Le gouvernement Salazar est prêt à offrir des facilités militaires aux Etats-Unis sur les deux territoires (c'est-à-dire Angola et Mozambique). Il est à supposer que le Pentagone considère ces deux régions comme susceptibles d'avoir une grande importance en cas de guerre, surtout sur le plan naval. » La veille même de l'insurrection, le *Christian Science Monitor* commentait, en soulignant l'interdépendance globale du militarisme occidental : « Les chefs militaires des Etats-Unis ont attaché beaucoup de prix au droit de faire escale dans les Açores en vertu d'un traité avec le Portugal. L'escale des Açores a été utilisée pendant la crise libanaise. » (14-3-61.) Alors que l'insurrection durait depuis près de deux mois, le *Times* de Londres écrivait froidement : « La côte atlantique angolaise, qui s'étend sur 960 miles, est un atout précieux pour la défense atlantique. Les grandes possibilités de la province en tant que magasin mondial de

viande et de blé, ainsi que de fournitures essentielles telles que le pétrole et les minerais, ont une grande importance pour l'Ouest. » (5-6-61.)

Ces considérations, visiblement, étaient encore valables au Département d'Etat où une lutte serrée avait lieu sur le cours que devrait prendre la politique portugaise des Etats-Unis. Le 20 avril, une résolution afro-asiatique fut présentée à l'Assemblée générale, répétant en termes identiques l'appel du Conseil de Sécurité au Portugal pour que commence la décolonisation, et proposant la création d'un sous-comité chargé d'étudier la situation angolaise et de présenter un rapport à l'Assemblée générale. Au moment du vote, Stevenson répéta son geste de mars, mais l'invasion cubaine s'était produite la semaine précédente, et le vote américain impressionna naturellement peu de délégués. La résolution afro-asiatique fut adoptée à une majorité presque unanime : 79 voix contre 2, les voix d'opposition étant celles de l'Espagne et de l'Afrique du Sud. Un comité, composé de représentants de Bolivie, Dahomey, Finlande, Malaisie et Soudan, fut chargé d'étudier la situation angolaise et de présenter un rapport. L'entrée en Angola lui fut immédiatement refusée par le gouvernement portugais et il dut s'installer, en juillet, à Léopoldville, le point le plus proche qu'il pût trouver de son lieu d'enquête.

Lorsque le monde commença à être informé de la guerre d'extermination d'Angola, il connut un choc et une colère intenses et quasi-universels. Le 31 mai, quarante nations afro-asiatiques, Chypre et la Yougoslavie demandaient une réunion urgente du Conseil de Sécurité pour étudier la question angolaise. Lorsque le Conseil se réunit le 6 juin, le délégué du Libéria proposa une motion invitant les autorités portugaises à « mettre immédiatement fin aux mesures répressives », à recevoir les comités d'enquêtes et à mettre en application la résolution de l'Assemblée générale précédente de décembre 1960, qui demandait la décolonisation immédiate et universelle. Les manœuvres américaines contribuèrent à affaiblir gravement le texte de la résolution. Ainsi que le déclarait le *New York Times* le 7 juillet : « Avant la réunion d'aujourd'hui, les nations asiatiques et africaines avaient discuté la possibilité d'un appel aux sanctions économiques contre le Portugal. Mais dans l'espoir d'obtenir le soutien des Etats-Unis, elles ont, à plusieurs reprises, modifié leur position jusqu'à supprimer finalement une demande particulière qui exigeait que le Portugal accepte des observateurs. » (7-6-61.) Le même rapport définissait la base de

la politique coloniale de la nouvelle Administration : « La rupture de Washington avec sa politique précédente et avec ses plus grands alliés sur la question angolaise a déjà compliqué les opérations de l'Organisation du Traité Atlantique Nord. Cependant, si les Etats-Unis se retiraient maintenant et ne soutenaient pas la motion afro-asiatique, cela tendrait à justifier les accusations soviétiques selon lesquelles l'expression du soutien de Washington aux peuples coloniaux était purement « opportuniste ». Encouragé par ce renouveau des principes de Jefferson, le délégué des Etats-Unis, Yost, vota en faveur de la résolution afro-asiatique, qui fut adoptée par 9 voix et 2 abstentions, celles de l'Angleterre et de la France. Pourtant, une résolution soviétique, qui constituait une condamnation directe de l'action du Portugal en Angola, n'obtint pas le soutien américain. Elle n'obtint que 4 voix (U.R.S.S., Ceylan, République Arabe Unie, Libéria) contre 3 (Royaume-Uni, France, Formose) et 4 abstentions (Etats-Unis, Chili, Equateur, Turquie). Mais l'effet cumulatif de la résolution du Conseil de Sécurité en mars, de la résolution de l'Assemblée générale en avril et de la seconde résolution du Conseil de Sécurité en juin, chaque fois adoptées avec des majorités de plus en plus fortes, fut extrêmement grave pour le Portugal.

Mise ouvertement en quarantaine internationale, Lisbonne réagit en essayant désespérément de contracter des alliances avec d'autres Etats placés dans une situation semblable à la sienne. Le 20 mai, Salazar, satisfait du vote espagnol aux Nations Unies en avril, se rendit à la frontière espagnole pour s'entretenir avec Franco, et les deux chefs discutèrent du progrès du communisme en Afrique. On ne tarda pas à prendre contact avec le seul autre défenseur du Portugal aux Nations Unies, l'Afrique du Sud. Au cours d'une visite discrète au début de juillet, le ministre de la Défense d'Afrique du Sud, Fouché, s'entretint avec son homologue portugais à Lisbonne (4-7-61). Il est presque certain qu'au cours de ces entretiens les Portugais demandèrent une aide militaire. Le communiqué officiel ne le mentionna pas mais des comptes rendus d'Afrique du Sud-Ouest indiquaient une intensification et une coordination évidentes de l'activité militaire. Le correspondant de l'*Observer* à Windhoek câblait : « Pendant les trois dernières semaines, les forces de sécurité sud-africaines se sont déplacées vers Ovamboland, désormais considérée comme une partie de la « zone de police » du Sud-Ouest africain. Des avions opérant à partir de deux

aéroports, l'un dans le détroit de Caprivi et l'autre à Ohopoho, à l'Ouest, ont commencé une patrouille destinée à surveiller les réfugiés angolais et les infiltrations.

« Des unités de surveillance mobile envoyées de Potchefstroom, près de Prétoria, patrouillent en coopération avec la police portugaise. On construit actuellement seize postes de police permanents, reliés par radio. La base de défense de Walvis Bay, qui est un territoire de la République, bien qu'administré par l'Administration d'Afrique du Sud-Ouest, doit recevoir une garnison de 1.500 soldats de troupes régulières au cours des prochains mois. Son aéroport est agrandi pour leur permettre d'être expédiés par avion à la frontière angolaise en moins de deux heures.

« La situation a fortement affecté la population civile et à Windhoek même, qui compte 20.000 Européens, on recense actuellement 15.000 armes à feu. » (2-7-61.)

Pendant ce temps, le Portugal s'efforçait de ranimer sa « plus ancienne alliance » — avec le Royaume-Uni. L'Angleterre avait voté contre la résolution de mars du Conseil de Sécurité et s'était abstenue sur la résolution de l'Assemblée générale en avril et la résolution du Libéria au Conseil de Sécurité en juin. Les marques de sympathie et de solidarité se prolongèrent pendant tout l'été. Le 15 mai, le bâtiment *H.M.S. Leopard* arrivait de Freetown et Lagos à Luanda en « visite de bonne volonté », ayant à son bord le commandant de la flotte anglaise de l'Atlantique Sud. Le 16 mai, le consul britannique de Sao Paulo refusait à l'oppositionnel Galvao son visa d'entrée en Angleterre. Lord Home se rendit à Lisbonne aussi en visite de bonne volonté. Les entretiens furent prolongés et « cordiaux ». Le ministre britannique des Affaires étrangères nota que la politique portugaise en Afrique, tout comme celle de l'Angleterre, était fondée sur le respect de la personne humaine. Le *Diario de Noticias* rendit le compliment : « Lord Home est un gentleman. Ce n'est pas par hasard que ce mot profondément anglais ne peut se traduire en aucune autre langue. » Le sens de cette déclaration apparut clairement quelques semaines plus tard : la complaisance à l'égard du génocide. Le 15 juin, le gouvernement MacMillan refusa d'annuler ou de reporter les exercices d'entraînement de l'O.T.A.N. du 19^e groupe de brigade dans le Nord du Portugal. Le 16 juin, six frégates du 7^e escadron de la Home Fleet entraient à Lisbonne après des manœuvres effectuées en compagnie de la flotte et de l'armée de l'air portugaises. Enfin, le 17 juin, on

annonçait l'appareillage, à destination du Portugal, de deux frégates *Bay* remises en état, un cru « Guerre de Corée ».

Tandis que se multipliaient les gestes de solidarité et de connivence, des organisations politiques, religieuses et sociales déchaînaient un orage de critiques. Devant une écrasante opposition, le gouvernement MacMillan dut effectuer une retraite partielle : les exercices militaires communs furent annulés et une « commission d'enquête » fut envoyée pour étudier la guerre d'Angola. La commission était constituée d'une colonel et d'un group-captain : le premier était attaché militaire à Lisbonne, le second attaché de l'Air à Madrid. Les résultats de cette enquête ne furent jamais rendus publics. Le Parti travailliste, de son côté, invoquait l'exemple des Etats-Unis pour prouver au gouvernement qu'il commettait une faute politique. Gaitskell déclarait à la Chambre des Communes le 5 juillet : « Leur politique (celle du gouvernement) a été erronée, même si fondamentalement leurs objectifs étaient assez justes. » Il ajoutait naïvement : « Notre principal argument contre la menace communiste est que nous continuons à jouir de la démocratie et de la liberté et que nous ne désirons pas y renoncer. Enlevez cet argument en enlevant la démocratie et il nous reste bien peu de chose à mettre en avant. » La réponse du gouvernement le rappela au réalisme : « La solidarité de l'O.T.A.N. a été la base de la politique de défense du gouvernement. Aucun Etat n'a abandonné l'O.T.A.N. depuis sa création et si l'unité essentielle de l'Alliance était brisée par le retrait d'un de ses membres, les conséquences fâcheuses auraient des répercussions profondes. » (5-7-61.)

La véritable opposition continua cependant et, en juillet, le gouvernement fut contraint de mettre l'embargo sur la vente d'armes au Portugal. Mais sa politique diplomatique n'avait pas changé ; en octobre, après une réception triomphale en Suède, Galvao arrivait à l'aéroport de Londres, était arrêté et immédiatement déporté. L'Angleterre était empêchée d'accorder un soutien matériel direct à Salazar mais son soutien diplomatique resta aussi fort qu'avant.

Espagne, Afrique du Sud, Angleterre — et Katanga. Cette dernière alliance apparut à la fin du mois de juillet. Dès le tout début de la sécession katangaise, le régime d'Elizabethville avait dépendu essentiellement du chemin de fer Lobito-Benguela pour le transport de la production de l'Union Minière, qui l'avait financé. La « Voie Natio-

nale » congolaise (Elizabethville - Port Francqui - Léopoldville-Matadi) étant fermée, la route de Lobito était la ligne de vie du Katanga vers le monde capitaliste extérieur. Déjà, en automne 1960, le « Ministre des Affaires étrangères » katangais, Kimba, avait fait une visite à Lisbonne. Les observateurs auraient pu se demander si le régime Tshombé lui-même n'hésiterait pas à pardonner ouvertement l'extermination raciale d'Africains par une puissance coloniale. Bien au contraire. L'action de l'armée portugaise dans le Nord de l'Angola inspira à Tshombé les louanges les plus serviles à l'égard du Portugal. Après avoir visité le pavillon angolais à la foire internationale d'Elizabethville, il déclara au correspondant spécial du *Comercio* de Luanda : « Les Portugais et les Katangais en Afrique, grâce à la façon de vivre multi-raciale qui leur est commune, constituent le seul front indestructible au monde que la convoitise communiste ne peut pas détruire. » Kimba, au cours d'un discours public prononcé à cette même occasion, exprimait sa gratitude pour la confiance des Portugais dans l'avenir du Katanga telle qu'elle s'était manifestée dans le pavillon angolais à la foire. « Comme vous le savez », dit-il, « notre politique est comme la vôtre : nous ne tenons pas compte de la couleur de la peau d'un homme. » Tshombé lui-même résuma la situation : « Tout n'est pas encore parfaitement clair entre nos deux pays, à l'exception d'un point particulier — nous avons les mêmes idées et nous luttons pour le même idéal. Le reste suivra après que les responsables se soient entretenus ensemble. » (26-7-61.)

Le monde afro-asiatique, de son côté, était balayé par un vent de colère grandissante qui trouva toute son expression à la conférence des puissances non-alignées à Belgrade en septembre. La conférence dénonçait « les mesures de répression intolérable prises par les autorités coloniales portugaises contre le peuple angolais » et invitait « tous les pays épris de paix, particulièrement les Etats membres des Nations Unies, à aider le peuple angolais à instaurer, sans plus attendre, un Etat libre et indépendant ». Au même moment, le *New York Times* annonçait qu'à Belgrade « les gouvernements représentés à la conférence des pays non-alignés ont promis une aide concrète aux nationalistes d'Algérie et d'Angola. Les milieux bien informés de la conférence ont déclaré que cette aide serait « diplomatique et pratique ».

Lorsque les Nations Unies se réunirent pour la 63^e session en décembre, elles avaient à leur disposition le Rapport de la Commission d'Enquête sur l'Angola. Le

Rapport démontrait de façon unanime que l'insurrection avait été causée par des « griefs justifiés ». Il demandait au Portugal de mettre en application des « réformes radicales » afin de préparer le pays à l'auto-gestion. Il déclarait encore que la situation en Angola se détériorait et constituait une menace pour la paix et la sécurité internationales. Une condamnation violente du Portugal paraissait imminente. Les Etats-Unis étaient cependant décidés à l'éviter. Ainsi que le notait le *New York Times* le 15 janvier : « Les Etats-Unis... rechercheront une résolution modérée, tentant ainsi d'éviter de « pousser » encore davantage le Portugal dans l'isolement », nous a déclaré un observateur. »

Ainsi, lorsque le bloc afro-asiatique se réunit pour préparer une résolution sur l'Angola, la pression des Etats-Unis était déjà très forte. Il en résulta un long retard, pendant lequel le texte de la résolution était progressivement affaibli pour satisfaire Washington. L'Administration Kennedy opposa son veto à toute « condamnation » du Portugal. A la place, la résolution ne devait que « désapprouver profondément » l'action armée du Portugal (*New York Times*, 24-1-62). Le maximum qu'elle exigea du Portugal fut de « cesser immédiatement ses mesures répressives, de libérer sur-le-champ tous les prisonniers politiques et d'instaurer des institutions politiques élues librement, et représentatives, dans le but de « transférer les pouvoirs au peuple d'Angola ». Le délégué britannique devait regretter, par la suite, le « ton extravagant » de cette résolution et qualifier l'exigence de libération des prisonniers politiques de « dépourvue de tout réalisme ».

Cependant, la Pologne et la Bulgarie avait élaboré une résolution condamnant directement le Portugal pour son action d'extermination en Angola et invitant le Conseil de Sécurité à envisager contre lui des sanctions économiques. Le délégué tchèque, Kenka, remarqua assez justement que les deux résolutions différaient en ce que l'une cherchait à aider le Portugal et l'autre l'Angola. Le 30 janvier, le vote eut lieu. La résolution polono-bulgare fut repoussée par 43 voix contre 26 et 32 abstentions. Outre celles du camp oriental, les voix favorables furent : Cameroun, Ethiopie, Sénégal, Somalie, Soudan, Ghana, Guinée, Mali, Tanganyika, Maroc, Irak, R.A.U., Inde, Indonésie, Cuba et Yougoslavie. La résolution « afro-asiatique » fut adoptée par 92 voix contre 2 (Espagne et Afrique du Sud), la France s'abstenant. Les U.S.A. ne votèrent en faveur de la résolution qu'après que Stevenson ait garanti

le retrait d'une clause demandant au Comité des Nations Unies pour la Décolonisation de se préoccuper d'urgence de la question angolaise, afin que « le peuple d'Angola accède rapidement à l'indépendance ». Le mot d'indépendance était de trop.

Le répit du Portugal fut court et il ne semblait pas devoir être renouvelé. L'éclat de la résolution de janvier fut terni par un événement beaucoup plus important pour le monde et pour le Portugal. Le 6 novembre, l'Assemblée générale votait par 67 voix contre 16 (dont les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Portugal) en faveur des sanctions économiques et diplomatiques contre l'Afrique du Sud. C'était un coup sans précédent. Il prouva, de façon spectaculaire, que les nations afro-asiatiques prenaient conscience de l'inefficacité des résolutions verbales destinées à la consommation néo-colonialiste. La résolution demandait en outre au Conseil de Sécurité d'envisager d'expulser l'Afrique du Sud des Nations Unies si elle continuait à refuser de renoncer à l'apartheid. Il était évident, désormais, qu'aucun effort ne serait épargné pour garantir l'application pratique de la résolution contre l'Afrique du Sud. Ce précédent eut une importance immense pour le Portugal.

Perspectives économiques

Le Portugal dépend plus de ses colonies que tout autre puissance coloniale. Il n'a jamais eu une économie coloniale classique d'« exportation-et-réexportation » ; il a dépendu simplement et essentiellement des gains en devises étrangères de ses colonies. Un coup d'œil sur le tableau de l'O.E.C.E. permet de mesurer l'ampleur de sa dépendance :

BALANCE DES PAIEMENTS DE LA ZONE ESCUDO
(O.C.E.E. 1960)

En millions de dollars U.S.	1956	1957	1958	1959
Importations du Portugal métropolitain	354.0	394.7	369.3	363.8
Exportations du Portugal métropolitain	231.0	218.1	212.0	209.2
Balance commerciale du Portugal métropolitain	-123.0	-176.6	-157.3	-154.6
Importations des provinces d'outre-mer à partir de pays tiers	89.2	99.9	101.4	88.8
Exportations des provinces d'outre-mer vers des pays tiers	141.3	149.3	168.4	160.9
Balance commerciale des provinces d'outre-mer	+ 52.1	+ 49.4	+ 67.0	+ 72.1
Exportations invisibles (net)	43.9	43.8	63.1	39.3
Transferts privés	34.3	48.7	49.4	57.0
Transferts courants	+ 78.2	+ 92.5	+112.5	+ 96.3
Transactions de capital privé :				
Long terme	0.6	1.7	2.1	+ 1.2
Court terme	14.0	19.3	- 1.8	+ 3.0
	+ 14.6	+ 21.0	+ 0.3	+ 4.2
Transactions de capital public et bancaire	15.3	12.2	12.1	25.5
Long terme	- 4.7	- 2.1	+ 0.3	- 2.9
Court terme	6.1	+ 7.6	+ 6.4	- 3.7
	+ 16.7	+ 17.7	+ 18.8	+ 18.9
Total net	+ 38.6	+ 4.0	+ 41.3	+ 36.9

Comme le remarquait le *Christian Science Monitor* vers la fin de 1961 : On estime qu'un tiers du revenu national total du Portugal provient des provinces d'outre-mer. 5 % seulement du revenu national belge provenait du Congo belge. » L'importance absolument cruciale des colonies pour le Portugal est évidente ; et, par-là même, la vulnérabilité de l'économie portugaise. Quel a été sur elle l'effet de la guerre ?

L'insurrection a été, évidemment, ressentie immédiatement et spectaculairement à Luanda. Pendant tout le mois d'avril, les colons assiégèrent les banques, les agences de voyage, les magasins. L'agence de presse portugaise officielle annonça que le prix des denrées telles que pommes de terre, riz, saindoux et morue avaient augmenté de 200 %. Les mécanismes de rapatriement par air, par mer et les rapatriements de fonds furent pendant quelque temps presque totalement disloqués. Dans le Nord même de l'Angola, presque toute conduite humaine rationnelle avait cessé ; les seules règles étaient la dévastation et l'évacuation. Ailleurs, l'atrophie s'installa. *L'Observer* notait cette sombre phase de la guerre : « Si le siège se développe, la situation portugaise est définitivement perdue. L'incendie de plantations (120 depuis le début du mois) représente déjà une perte d'un dixième du potentiel de café qui ne peut être remplacé avant cinq ou sept ans. Les plantations non détruites mais qui n'ont pas été récoltées restent inutilisables pendant deux ans à cause de l'effet produit sur le sol... s'accrocher au Nord dans de telles circonstances équivaut à faire de la région la plus riche de l'empire portugais une charge coûtant, d'après les estimations actuelles, entre 15.000 et 30.000 livres par jour. » (23-7-61.) Les petites affaires de Luanda et du Nord se sont effondrées. Ambrizete et Benguela déclinèrent faute de transit ; le mécontentement des colons à l'égard de la tactique militaire et politique du Portugal se fit plus violent. Quand les pluies cessèrent, on créa un « Corps de Redressement Economique » constitué d'Africains du Sud de l'Angola (2.000 à 5.000 hommes) chargé de récolter le café sous la surveillance de gardes armés. La récolte de Robusta (comme dans l'Afrique Orientale) avait atteint des quantités records et probablement entre la moitié et les deux tiers furent sauvés. Mais ce succès isolé n'améliora guère la situation générale. Une dépêche de Reuter, le 12 août, signalait le manque aigu et la désagrégation de main-d'œuvre causée par la guerre : la vie économique, en dehors du café, était plus ou moins « au point mort ». La mine de cuivre de Mavoio avait

suspendu la production et ses 4.000 ouvriers s'étaient enfuis, laissant les techniciens Blancs qui devaient être évacués. La prospection de la Gulf Oil à Cabinda avait cessé. Seule Diamang, fidèle au modèle katangais, avait pu continuer à fonctionner pendant la crise.

Au Portugal, les actions d'outre-mer s'étaient effondrées. A la Bourse de Lisbonne la valeur des actions tomba de 60 % entre janvier et juin 1961. Toutes les grandes compagnies furent frappées. Les actions nominales de la C.A.D.A. à 900 escudos, qui valaient 4.250 escudos en 1958, étaient tombées à 1.100 escudos en juin 1961. Les actions de l'Azucar de Angola à 1.500 escudos variaient entre 1.330 et 930. Celles de la Sociedad Agricola do Cassequel (sucre) cotées à 1.016 pendant les premiers mois de 1961 étaient tombées en août à 650. Le bulletin de juillet de l'*Economist Intelligence Unit* signalait : « Dans bien des cas, les actionnaires de compagnies portugaises outre-mer n'ont pu vendre leurs titres à aucun prix. » La position de Diamang avait faibli. De toute évidence, les nouvelles annonçant « la compagnie a considérablement renforcé sa garnison privée » (8-9-61) n'avaient pas été pleinement rassurantes. Les actions qui valaient 520 escudos en 1960 étaient à 430 en mai 1961 et à 396 en août. L'indice du capital gouvernemental lui-même était tombé de 30 points en juin.

Le marché du capital, baromètre toujours sensible, avait déjà commencé depuis quelque temps à donner des signes alarmants. L'une des réalisations les plus vantées du gouvernement Salazar était la stabilité inébranlable de l'escudo. En avril 1961, le ministre des Finances dut adresser des avertissements sévères contre la sortie de capital qui avait évité le contrôle de l'Inspection du Département de Crédit et d'Assurance. La livre passa de 80 à 83 escudos au cours du marché officiel. La variation était apparemment marginale, mais des journalistes observèrent que dans les banques, assiégées par des personnes pressées d'acheter, il ne restait pas de devises étrangères à vendre. Le *Times* rapportait le 17 avril : « A Lisbonne, en dépit des précautions de changes prises antérieurement par la Banque de Portugal, les dollars, les livres, les francs suisses et l'or ont pratiquement disparu du marché des valeurs. Les prix officiels restèrent stables mais peu de bureaux de change avaient des devises à vendre. Quelques-uns vendirent des dollars à 35 escudos au lieu de suivre le cours officiel de 28,90. » C'étaient, évidemment, les transactions illicites qui inquiétaient le plus le gouvernement. Le 26 avril, le ministre des Finances Nunes déclara

rait à son retour d'une réunion de politique de l'O.E.C.E. à Paris que la sortie de capital depuis le début de la rébellion représentait 5 ou 6 % du revenu total du pays.

La chute en réserves de devises était éloquenté :

Décembre 1960	794 millions de dollars	
31 Janvier 1961	784	—
Février 1961	773	—
Mars 1961	751	—
Avril 1961	732	—

(en comptant 14 millions de dollars déposés au Fonds Monétaire International).

En août, les réserves étaient déjà réduites à 641 millions de dollars et le Dr. Stucky de Quay, rédacteur en chef du *Jornal Português de Economica e Finanças*, écrivait dans le *Diario de Lisboa* : « Le Portugal se trouve aujourd'hui devant une grave crise financière due au manque de valeurs liquides, gravement accentué par la campagne militaire outre-mer. » Tandis que l'escudo vacillait, les dépenses militaires s'élevaient rapidement.

Les frais de guerre exceptionnels avaient été prévus dans une certaine mesure dans le budget de janvier. Comme toujours, les estimations extraordinaires étaient excessives par rapport aux ordinaires. Les augmentations de dépenses extraordinaires allèrent principalement au Département de la Défense : ses crédits furent doublés et arrivèrent à représenter presque les deux tiers de l'augmentation totale prévue pour les dépenses dans l'ensemble du budget.

BUDGET 1961	ORDINAIRE	EXTRA-ORDINAIRE
Revenus (en millions d'escudos).	8.238,4	3.549,5
Dépenses	8.126,9	3.654,0
Dépenses extraordinaires prévues	1960	1961
Total (millions d'escudos)	2.751,3	3.654,0
Département de la Défense	799,8	1.656,9
Travaux Publics	1.053,9	1.086,9

Le 13 juin, le gouvernement portugais dut allouer un nouveau crédit de 500 millions d'escudos à la Défense Nationale. Il devait être consacré à l'achat immédiat de

matériel essentiel pour la défense des provinces portugaises d'outre-mer. A lui seul, ce crédit extraordinaire représentait 62,5 % des dépenses prévues pour la défense dans le budget 1960 et environ 30 % des attributions considérablement augmentées de celui de 1961. Comment allait-il être payé ?

Au début de juillet, le gouvernement annonçait des augmentations « temporaires » d'impôts. L'impôt de direction (surtaxe) fut augmenté mais le gros du revenu devait provenir d'augmentations sur les impôts indirects. La taxe d'achat sur les « articles de luxe » devait augmenter de 15 %, la taxe sur l'essence augmenta de 20 % ; le tabac, la bière et les eaux minérales augmentèrent de 15 % ; la taxe sur les automobiles augmenta d'environ 16 % et le gouvernement imposa une taxe sur la construction et les terrains de construction. D'autres taxes affectèrent les ventes de propriété et les compagnies d'assurances. Même les touristes durent contribuer à la répression portugaise : le 9 juillet, Lisbonne et Oporto furent officiellement déclarées zones touristiques, rendant ainsi les visiteurs passibles d'une taxe de séjour. L'implication sociologique des taxes était évidente. La crise avait contraint le régime à prendre le risque de s'aliéner la minorité privilégiée qui constitue les principaux bénéficiaires du régime Salazar, uniquement parce qu'il n'y avait plus rien à tirer de la majorité opprimée.

Lorsque la guerre se stabilisa dans sa forme de guérilla, en automne, la détérioration de la situation économique était contrôlée. A Luanda, la panique fut remplacé par une insécurité de routine. Les affaires reprurent et la vie commerciale redevint à peu près normale dans la région d'Angola située au Sud de la ligne de Malange. Les actions coloniales continuèrent à dégringoler, mais à un rythme moins alarmant : en février, l'indice des actions d'outre-mer avait déjà baissé de 6 points, de 11 points en mai. En octobre, les réserves en devises s'élevèrent pour la première fois à 644 millions de dollars, et continuèrent désormais à s'améliorer lentement. La quantité de papier-monnaie avait augmenté de 19 % en 1961 mais on pouvait espérer qu'elle allait se réduire. Les amis étrangers du Portugal commencèrent à offrir leur assistance. L'Allemagne de l'Ouest accorda au régime un prêt de 37 millions de dollars. La Banque Mondiale fournit 1 million 500.000 dollars pour un programme stratégique de construction de routes dans le Sud-Ouest de l'Angola, pour lequel l'Afrique du Sud fournit l'assistance technique.

Cependant le budget de 1962 montra le grave pompage de la guerre. Les dépenses militaires augmentèrent brutalement de 31 % tandis que le fameux Plan de Développement recevait une dérisoire augmentation de 2 %. Une taxe de 10 % sur les bénéfices fut imposée à toutes les compagnies jouissant de « concessions de monopole, privilèges spéciaux ou d'une position particulièrement favorisée sur le marché ». En juin, on annonça une taxe additionnelle, taxe pour la défense de l'Angola ; une taxe sur les bénéfices, de 5 à 35 %, pour toutes les firmes de l'Angola faisant un bénéfice de plus de 3 millions d'escudos. Ces mesures furent suivies d'un prêt d'un billion de dollars à la colonie. Mais la confiance avait disparu et on ne put la faire renaître. En septembre, le *Financial Times* déclarait élégamment : « L'investisseur portugais manifeste peu d'empressement à placer son argent dans le pays. »

Renfloué par une accumulation de réserves, de prêts étrangers et d'impôts extraordinaires, le régime peut probablement supporter les effets directement économiques de la guerre pendant encore un certain temps. Ce sont les effets indirects qui seront plus graves. Pour payer ses énormes dépenses militaires, le régime a été forcé de pénaliser de plus en plus lourdement les couches mêmes dont il a toujours dépendu pour le soutien politique — les riches Portugais de l'industrie des cartels et des latifundia. Il reste à en voir les conséquences.



1. Cabral prenant possession du Brésil

(Violet)



(Archives)

6. *Policiers pendant une manifestation à Lisbonne (1962)*



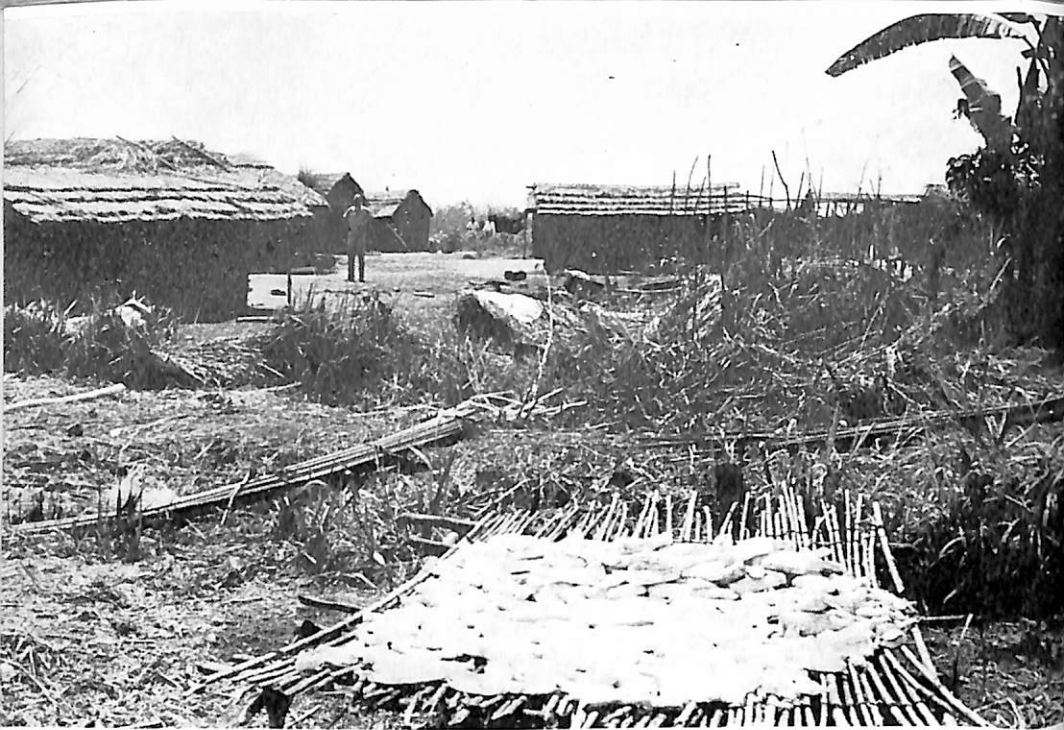
7. *L'Etat-Major du Régime Salazar*

(Cartier-Bresson-Magnum)

8. *Le Dr. Salazar reçoit le général Franco*

(France-Press)





9. *Village angolais*

(Dalmas)

10. *Mines en Angola*

(Dalmas)





11. Angola 1961 : Arbres coupés en travers de la route par l'armée de libération. — Des équipes sont réquisitionnées par les Portugais pour les dégager

(Dalmas)

12. Angola : L'armée portugaise procède à l'opération « saison sèche »

(Dalmas)





(Archives)



13-14. « Pacification en Angola : Les têtes coupées des rebelles sont exposées (1961)

(Archives)



(France-Presse)

15. Angola : Répression à
Luanda (Avril 1961)



16. Emeutes en Angola :
les colons armés montent
la garde (Avril 1961)

(France-Presse)



17. *Une réfugiée arrive
au Congo (Léopoldville)*

(Bertil Stilling, Stockholm)

18. *Un enfant de
réfugiés recueilli
à Léopoldville*

(Bertil Stilling, Stockholm)





19. Angola : Réfugiés gagnant la frontière congolaise (Bertil Stilling, Stockholm)

20. Réfugiés angolais recueillis à Léopoldville (Bertil Stilling, Stockholm)



21. *Le Dr. Agostinho Neto,
Président du M.P.L.A.
(Mouvement Populaire de
Libération de l'Angola)*

(Archives)



22. *Mario de Andrade
(M.P.L.A.), un délégué
du P.A.I.G.C. (Guinée),
Marcelino dos Santos
(F.R.E.L.I.M.O., Mozambique)*

3.

Perspectives politiques

L'existence du régime Salazar dépend de l'empire économiquement mais aussi politiquement. Comme nous l'avons vu, les colonies constituent la dernière justification du régime, la seule compensation à trente-cinq ans de nullité et de stagnation. Leur perte rendrait sa faillite complète et définitive, même aux yeux d'une grande partie de la réaction portugaise. La désintégration de l'empire portugais signifierait la fin du fascisme portugais. Le régime actuel ne peut survivre à l'indépendance de ses colonies.

La gravité de la situation angolaise pour le régime apparut presque aussitôt que commença l'insurrection. Moins d'un mois après le début de l'offensive nationaliste, la structure du pouvoir du salazarisme était en pleine crise et l'on évita de justesse un coup d'Etat militaire. Ainsi qu'il apparut par la suite, la majorité du commandement de l'armée fut désorientée à la fois par l'ampleur de l'insurrection et par l'isolement du Portugal sur le plan international à la suite du vote du Conseil de Sécurité du 15 mars. Sa propre politique à l'égard de l'Angola a peut-être été libérale — c'est-à-dire en faveur de la tactique de concessions, ou simplement orientée vers une rationalisation et une efficacité plus grande sur le plan militaire. Ce fut probablement une combinaison des deux. Ce qui est certain, c'est que l'intégration des forces armées portugaises à l'O.T.A.N. avait eu pour conséquence de fortes influences américaines sur l'état-major. Des normes et des tactiques « atlantiques » avaient commencé à affecter le monde archaïque de la caste militaire portugaise. Ainsi, lorsque les U.S.A. désavouèrent publiquement le Portugal au Conseil de Sécurité, en mars, le choc dut être grand pour les officiers orientés vers l'O.T.A.N. Un coup d'Etat fut prévu pour le milieu d'avril : il devait renverser Salazar et instaurer un régime militaire loyalement occidental. La junte qui l'avait préparé comprenait pratiquement tous les membres de l'échelon militaire supérieur du pays : le ministre de la Défense, le général Botelho

Moniz ; le ministre de la Guerre, lieutenant-colonel Almeida Fernandes ; le commandant en chef de l'armée de l'air portugaise, le général Albuquerque de Freitas ; le chef d'état-major de la défense, général Belleza Verraz, et le gouverneur militaire de Lisbonne, le maréchal Craveiro Lopes, président de la République de 1951 à 1958, probablement impliqué dans le complot.

D'après les sources les mieux informées, de Freitas envoya un mémorandum à Botelho Moniz à la fin du mois de mars, demandant une nouvelle politique en Angola, plus conforme aux méthodes atlantiques, et un nouveau gouvernement pour l'appliquer. Moniz, Fernandes et d'autres officiers supérieurs donnèrent leur accord. Un plan fut préparé pour expulser Salazar au cours d'une réunion du Conseil Suprême de la Défense le 8 avril, en procédant uniquement par des méthodes constitutionnelles. Mis au courant, Salazar évita la réunion et mobilisa le corps salazariste « pur », la Garde Républicaine Nationale. Le 13 avril, il annonçait le limogeage de Moniz, Fernandes, Ferraz et du gouverneur militaire de Lisbonne. Battue de vitesse dans ses propres manœuvres constitutionnelles, la junta perdit courage et s'effondra. Le général de Freitas rentra à Lisbonne d'une visite officielle à Washington le 19 avril et fut démis le 29 avril.

Salazar avait été sauvé mais le coup était passé très près. L'unité et la stabilité de son régime étaient désormais d'une évidente précarité. Le 3 mai, un nouveau remaniement ministériel sévère mit en place de nouveaux ministres aux Affaires étrangères (Alberto Franco Nogueira), à l'Intérieur (Alfredo Rodriguez dos Santos), à l'Éducation (Manuel Lopes de Almeida) et aux Corporations (José Gonçalves Proença). Le ministère des Territoires d'Outre-Mer était déjà passé au professeur Adreano Moreira par décret du 13 avril. Le 3 juin, le général Venancio Deslandes, de l'escadron de bombardiers de Franco et ancien ambassadeur à Madrid, était nommé gouverneur général et commandant en chef des forces armées en Angola, remplaçant l'amiral Silva Tovaes et le général Montero Liborio. L'appareil administratif fut presque complètement changé : 7 des 14 ministères furent touchés, dont les postes capitaux des Affaires étrangères, de la Défense, de l'Armée, de l'Intérieur et des Provinces d'Outre-Mer. Le « terrain » social du régime menaçait de devenir sables mouvants. Lorsque les taxes sur les articles de luxe et l'essence apparurent, et que l'escudo s'affaiblit, la classe aisée elle-même commença à perdre confiance dans le régime et

le capital se glissa clandestinement à l'étranger. Le patriotisme fut un faible contrepoids : l'*Observer* notait, le 2 juillet : « Le moral est bas et lundi l'armée a dû annuler les commissions médicales pour les officiers appelés à la suite du scandale causé par l'envahissement de l'hôpital militaire de Lisbonne par le contingent se refusant au service outre-mer. »

Cependant, la crise coloniale et la mobilisation massive entraînaient visiblement une cristallisation de l'organisation et de la conscience politiques dans la classe ouvrière et paysanne. La vision du péril évident dans lequel se trouvait le régime contribuait à détruire les effets hypnotiques de trente-cinq ans de pouvoir inerte et ininterrompu. Les tentatives visant à exciter le chauvinisme de la classe ouvrière eurent peu d'utilité devant l'absurdité et la rude épreuve de la mobilisation. Déjà de nombreux rapports sont parvenus à des journaux conservateurs et pro-salazaristes étrangers, indiquant qu'il y a eu des actes de désertion et de résistance d'une certaine importance. Le *Sunday Times* signale : « Dans les plaines chaudes et pauvres de la province d'Alentejo, dans le Sud... beaucoup d'hommes sont partis dans la campagne pour éviter la mobilisation. Récemment, des policiers et des gardes nationaux ont été appelés dans la ville d'Evora pour mater un début de mutinerie dans un convoi militaire... On craint de plus en plus un soulèvement armé au Portugal... Le Portugal, semble-t-il, a maintenant son maquis. Actuellement, il est essentiellement constitué d'hommes qui, craignant d'être arrêtés pour activités subversives, — ne dépassant pas, dans certains cas, l'incitation à la grève — ont cherché refuge dans les montagnes de la Serra da Estrella, dans le centre nord du Portugal. Beaucoup se sont procuré des armes. Dans la plupart des cas, il s'agit d'armes entrées d'Espagne en contrebande, fournies par des éléments anti-franquistes qui espèrent un soulèvement commun. »

Alors que des nouvelles de cet ordre pouvaient raisonnablement être considérées avec scepticisme, elles avaient un air plausible, surtout lorsqu'elles étaient publiées par des organes par ailleurs sympathisants du salazarisme. Le régime était visiblement nerveux. Cette nervosité était accrue par l'existence, pour la première fois depuis des années, d'un front extérieur d'opposition organisé. Le front Delgado-Galvao a été important surtout en raison du passé politique de ses chefs. Tous deux sont d'anciens hauts fonctionnaires du régime (Delgado

commandant en chef de l'armée de l'Air, Galvao inspecteur général de l'Angola) et tous deux oppositionnels spectaculaires (Delgado, pendant les élections de 1957, Galvao depuis son procès, en 1951, jusqu'à son évasion en 1958). Galvao, en particulier, a compromis la position internationale du gouvernement Salazar en s'emparant du *Santa Maria* au début de 1960, événement qui a eu une publicité mondiale retentissante. Les déclarations des deux hommes sur la question coloniale restèrent vagues et contradictoires et elles montrèrent des traces de chauvinisme. Mais l'importance de leur campagne pour la lutte de libération nationale en Afrique a été indépendante de leurs positions. Salazar ne pouvait pas survivre à la perte des colonies. La réciproque est également vraie : il est presque certain que les colonies ne survivront pas à la fin du salazarisme. Dès que la stase sclérosée de trente-cinq ans de fascisme prendra fin au Portugal, il s'entamera un processus de radicalisation qui, pour le moins, rendra impossible la préservation de l'empire. L'installation de Delgado et Galvao au Maroc en été a accentué le danger qui menace Lisbonne. Dans une dépêche détaillée du 28 octobre, l'*Observer* signalait : « Les craintes d'un soulèvement politique ont alerté la défense du pays... Sept navires sont actuellement stationnés au large de la province d'Algarve et l'armée de l'air portugaise surveille les mers entre le Sud du Portugal et l'Afrique du Nord. Dans les chantiers navals d'Alfeite, on donne la priorité absolue à la réparation de deux des trois sous-marins du Portugal et une division blindée, pourvue d'une unité de chars, est concentrée à Beja, capitale de l'Alentejo et centre d'une intense agitation politique. De grands secteurs de la côte de l'Algarve sont maintenant fortifiés et les véhicules qui entrent dans la région sont arrêtés par des patrouilles armées, les passagers sont interrogés. »

Les craintes du régime se révélèrent justifiées. Le 10 novembre, un avion de ligne portugais était arraisonné par Galvao et forcé de tourner au-dessus de Lisbonne en jetant des tracts d'incitation à la révolte. Un mois plus tard, le Jour de l'An 1962, un groupe d'hommes armés attaquaient la caserne de Beja même. Après un engagement sauvage, ils furent battus. Le sous-secrétaire à l'Armée fut tué dans la bataille à son arrivée de Lisbonne. L'armée portugaise fut immédiatement mise en état d'alerte et les insurgés qui s'enfuyaient furent arrêtés. L'attaque avait été menée par un officier de l'armée, le

capitaine Joao Varela Gomes, et un ancien chef de la Jeunesse Catholique, Manuel Serra. Delgado devait, par la suite, revendiquer la responsabilité de cette tentative.

Malgré l'échec de l'attaque, son effet politique fut d'affaiblir encore davantage le régime. Le *Sunday Times* rapportait de Lisbonne : « L'alarme et le découragement sont arrivés à un nouveau point d'exaspération au Portugal. Malgré les efforts destinés à mobiliser le soutien et les attaques de diversion contre les alliés nominaux, le régime semble avoir commencé l'année avec moins de popularité réelle que jamais. » (7-6-62.) Pour la première fois, la désaffection ouverte commençait à se manifester. A la fin du mois, une foule de 5.000 personnes manifestait violemment à Oporto aux cris de « Vive la liberté ! » et se heurtait à la fusillade de la police. A Lisbonne, d'après le *Times*, « un flot continu de personnes passe en jugement devant les tribunaux criminels pour activités subversives ». Le 9 mars, 10.000 manifestants défilèrent dans les rues d'Oporto. En avril, deux personnes furent tuées et quinze arrêtées au cours d'une manifestation dans la ville minière d'Ajustrel, dans le Sud du Portugal. Le 1^{er} mai, à Lisbonne, la police et les manifestants (essentiellement ouvriers) s'opposèrent pendant trois heures. Une semaine plus tard, de nouvelles manifestations à Lisbonne et Oporto furent suivies par une centaine d'arrestations. Les prisons étaient tellement surpeuplées de manifestants que le dernier groupe, 12.000 étudiants de l'Université de Lisbonne, dut être placé dans une caserne de police hors de la capitale.

Les troubles avaient commencé à l'Université le 24 mars, lorsque le ministère de l'Education avait interdit les manifestations traditionnelles de la Journée des Etudiants. Devant l'opposition croissante, l'interdiction fut levée, puis rétablie sur l'ordre de Salazar à la suite de la démission du recteur, vétéran salazariste, Marcelo Caetano. En manière de protestation, 15.000 étudiants se mirent en grève (6-4-62). Leurs dirigeants furent arrêtés. Le 2 juin, des étudiants manifestèrent à Lisbonne contre ces arrestations ; plusieurs d'entre eux furent arrêtés à leur tour. Deux jours plus tard, la police envahissait l'Université de Lisbonne et se heurtait à des étudiants et des professeurs. En juillet, les étudiants étaient toujours en grève, « l'opposition la plus homogène et la plus pleine de défi que le régime du Dr. Salazar ait rencontrée jusque-là ». (*Observer*, Foreign News Service, 22-6-62).

Pendant ce temps, on annonçait une série d'arrestations de « communistes » : étudiants, techniciens, fonctionnaires, artisans (juillet); employés des transports (août); manœuvres, employés de bureau, chauffeurs (octobre). La résistance au régime embrassait visiblement presque toutes les couches sociales. Le 25 septembre, le Gouverneur général d'Angola, Deslandes, était soudain démis de ses fonctions : il avait tenté d'accélérer l'instruction des Africains et d'instaurer l'autonomie militaire en Angola. Le poste demeura très longtemps vacant, jusqu'à ce qu'y soit nommé un officier inconnu, le lieutenant-colonel Silvino Silverio Marques, ancien gouverneur des Iles du Cap Vert. Le ministre des Provinces d'Outre-Mer, Adreano Moreira, remarquait amèrement à Lisbonne : « Ce serait une victoire pour nos ennemis s'ils savaient toute la discorde qui existe entre nous. » (4-10-62.)

Ces paroles reçurent une confirmation éclatante huit semaines plus tard. Le 3 décembre, le Cabinet a été purgé une nouvelle fois, de façon soudaine et spectaculaire. Moreira et ses sous-secrétaires de l'Administration et du Développement Outre-Mer ont été démis de leurs postes. Il a été remplacé par le gouverneur d'une autre des colonies mineures du Portugal, la Guinée portugaise, le commandant Antonio Peixoto Correia. Le ministre des Armées, le général Mario da Silva, a été éliminé et sa place a été prise par un ancien commandant de police, le colonel Da Luiz Cunha. Le ministère de la Défense a été donné à l'ancien chef d'état-major des forces armées. Le professeur Luis Teixeira Pinto est devenu le nouveau ministre de l'Economie. Le ministre de l'Education, Lopes de Almeida, a été éliminé : le directeur en place de l'Université de Lisbonne (en place depuis la démission de Caetano en avril) a immédiatement démissionné en signe de protestation. Ce remaniement a été un indice direct de la détérioration de la position de Salazar. Le renvoi soudain de Deslandes, Moreira et da Silva a montré combien l'évolution de la guerre d'Angola était désastreuse pour le Portugal, sur le plan politique comme sur le plan militaire. Deslandes et Moreira, nommés au début de 1961, apparus comme de nouveaux administrateurs énergiques capables de renverser la vapeur en Angola, avaient tenu à peine plus d'un an. Pour les remplacer, Salazar n'a pu trouver que des responsables inférieurs oubliés dont la docilité — et l'incompétence — pouvaient être garanties. La désaffection des militaires a été traitée en plaçant le ministère de l'Armée sous la direction d'un officier de police. Un nouveau ministre a été nommé pour consolider

une économie de plus en plus précaire. Enfin, dernier aveu d'échec, le délicat ministère de l'Éducation, chargé des affaires étudiantes, a été transféré à un autre professeur salazariste. La démoralisation du régime était incontestable.

Il ne reste plus qu'à résumer (1). Le processus de désintégration est net. Tandis que la guerre d'Angola continue, l'appareil politique du salazarisme, malgré des appels désespérés au soutien patriotique, devient de plus en plus introverti et isolé de toute autre force sociale du pays. Une armée désabusée prend ses distances et se prépare un avenir respectable ; des hommes d'affaires expédient subrepticement leur capital à l'étranger ; étudiants et ouvriers se mobilisent ; des soldats prennent le maquis ; les exilés se regroupent. La fin d'une époque est imminente.

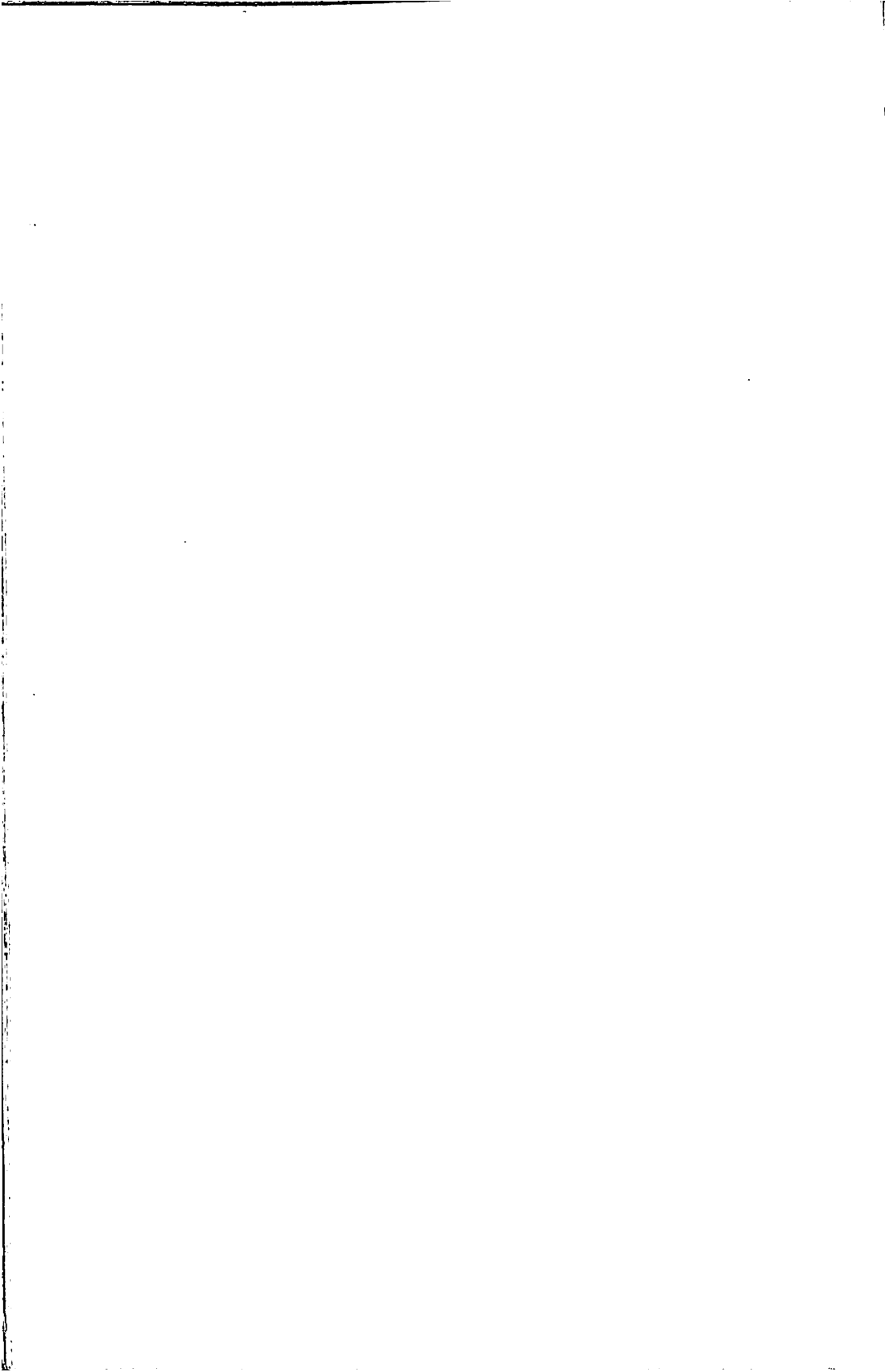
(1) Il faut peut-être une note de conclusion sur la méthode utilisée, car nous avons voulu proposer, dans une certaine mesure, une étude de méthode autant que de fond. Le but initial a été de montrer qu'une étude de la métropole est une première condition à toute étude d'une région coloniale. On ne peut comprendre ni le type de système colonial ni le cours de la décolonisation sans une analyse directe de l'économie et de la société spécifiques de la puissance coloniale. Ceci peut paraître un truisme mais, pratiquement, toutes les études coloniales de ces dernières années l'ont ignoré. Ce qui a donné lieu à pléthore de livres sur le Congo, l'Indonésie, l'Indochine, la Nigéria, etc., dans lesquels la Belgique, la Hollande, la France ou l'Angleterre sont considérées comme des *ex-machina* plus ou moins impossibles à distinguer et à expliquer. Un second but a été complémentaire : montrer que toute étude d'un système impérialiste devrait se faire dans une perspective comparative. Là encore, c'est une règle élémentaire de sociologie, mais elle semble être étrangère à la plupart des auteurs qui étudient ce domaine. Même l'idiosyncrasie extrême de l'impérialisme portugais n'a pas inspiré à son plus grand historien, James Duffy, la moindre tentative de comparaison plus vaste. Nous avons donc, délibérément, mis l'accent sur l'étude typologique.

Au delà de ces considérations surgit un problème beaucoup plus important. Toute étude de l'impérialisme se heurte à l'un des dilemmes fondamentaux des sciences sociales : comment combiner les perspectives diachronique et synchronique ? La réconciliation de l'histoire et de la sociologie est assez facile en théorie, mais très difficile en pratique. On se rappellera que de Saussure définit l'ordre diachronique comme celui dans lequel chaque « moment » ne peut être compris qu'en fonction de tous ceux qui l'ont précédé ; ainsi, dans un jeu de bridge, le sens d'un tour dépend de tous ceux d'avant et ne peut être compris si ceux-ci ne sont pas connus. Au contraire, l'ordre synchronique est celui dans lequel le sens de chaque moment est immédiatement saisissable : il coïncide avec le rapport de toutes les données existantes entre elles ; ainsi, à n'importe quel moment, un jeu d'échec est toujours compréhensible sans aucune connaissance des coups précédents. Il est évident que toute société présente ces deux dimensions : elle est à la fois une structure qui ne peut être comprise qu'en fonction des interférences de ses parties, et un processus qui ne peut être compris qu'en fonction du poids cumulatif de son passé. La difficulté pour toute étude réelle réside dans la synthèse des deux aspects. L'histoire libérale et la sociologie formaliste représentent deux tentatives diamétralement opposées de séparer complètement ces deux dimensions. L'histoire devient, selon Van Leur, une « fantaisie chronologique », un récit désordonné et bavard dépourvu de méthode et de principe (*The Struggle for the Mastery of Europe*, de Taylor). À l'autre extrême, la sociologie devient un univers hallucinant d'abstractions statiques et vides dont le seul rapport avec la réalité sociale

concrète en est une ultime consécration impalpable (*The Social System*, de Parson). La coexistence des deux dans les pays anglo-saxons marque les limites de la pénétration du marxisme dans ces cultures. Car le marxisme est la seule pensée qui ait uni avec rigueur l'analyse du développement et des structures : il est à la fois historicité pure (refus de toutes essences supra-historiques) et fonctionnalisme radical (les sociétés sont des totalités signifiantes). Cette synthèse demeure unique.

La méthode de notre étude a consisté à essayer de concentrer les perspectives diachronique et synchronique sous la forme la plus pure possible, et de les juxtaposer ensuite en les opposant l'une à l'autre. Ainsi un rapide résumé du développement de l'impérialisme portugais pendant trois siècles ne pouvait que subordonner le champ des données à une échelle strictement temporelle. Il est suivi d'une analyse fonctionnelle du système colonial portugais en Afrique, qui laisse de côté l'histoire de la période. Enfin, cette dernière partie tente une analyse relativement serrée de la guerre d'Angola, là encore avec un éclairage sélectif, en écartant cette fois toute étude du progrès de la conscience et de l'organisation africaines. Nous avons voulu montrer l'origine, la structure et l'effondrement du plus grand des derniers empires coloniaux européens. Evidemment, cette méthode esquissée est, d'une certaine façon, artificielle. En particulier, aucune analyse fonctionnelle ne peut expliquer convenablement la démission d'un système : d'où la brusquerie des premiers paragraphes de cette partie ; le manque de renseignements sur la réaction et la résistance africaines (c'est-à-dire sur ce qui serait les éléments « dysfonctionnels » du système) a rendu la chose inévitable. D'une façon plus générale, l'approche ici souffre probablement d'une tendance à « totaliser » trop rapidement les données en ensembles signifiants. Mais c'est délibérément que nous avons mis l'accent sur cet aspect, pour contraster avec les études déjà faites sur le colonialisme portugais ; elle peut leur être confronté puisque la plupart des sources d'informations utilisées sont les mêmes. Le grand avantage de notre approche est que la méthode ainsi mise en relief devient immédiatement ouverte et accessible à la discussion.

ANNEXES



Annexe 1

« Décalogue de l'Etat nouveau portugais ».

- 1^{er} L'ETAT NOUVEAU exprime l'accord et la synthèse de tout ce qui est permanent et de tout ce qui est jeune, des traditions les plus vivantes de la Patrie et de ses aspirations les plus avancées. Il exprime, en un mot, l'avant-garde morale, sociale et politique.
- 2^{mo} L'ETAT NOUVEAU est la garantie de l'indépendance et de l'unité de la Nation, de l'équilibre de toutes ses forces organiques, de l'essor fécond de toutes ses énergies créatrices.
- 3^{mo} L'ETAT NOUVEAU n'est subordonné à aucune classe. Au contraire, il subordonne toutes les classes à l'harmonie suprême de l'Intérêt National.
- 4^{mo} L'ETAT NOUVEAU rejette les vieilles formules : Autorité sans Liberté, Liberté sans Autorité, et les remplace par celle-ci : Autorité et libertés.
- 5^{mo} Pour L'ETAT NOUVEAU, l'individu n'existe, au point de vue social, qu'en tant que membre des groupes naturels (familles), professionnels (syndicats et corporations), territoriaux (communes) et ce n'est qu'en cette qualité qu'on lui reconnaît tous les droits nécessaires. C'est-à-dire : pour l'Etat Nouveau, il n'y a pas de droits ABSTRAITS de l'homme mais des droits CONCRETS des hommes.
- 6^{mo} « POUR QUE L'ETAT SOIT FORT IL FAUT, D'ABORD, QUE LE POUVOIR EXECUTIF LE SOIT ». Le régime parlementaire mettait le gouvernement sous la dépendance de l'Assemblée politique, où s'exerçait la dictature tumultueuse et irresponsable des partis. Par la fermeté, l'indépendance et la continuité de la suprême direction de l'Etat et du gouvernement, L'ETAT NOUVEAU assure l'existence de l'Etat Fort.
- 7^{mo} Dans L'ETAT NOUVEAU, la représentation nationale ne s'appuie pas sur des fictions ou sur des groupes éphémères — mais sur les réalités permanentes de la vie nationale : familles, corporations, associations, communes.
- 8^{mo} Tous les Portugais ont le droit de vivre dans la dignité et la liberté — mais il faut penser, avant tout, au droit

du Portugal, dans son ensemble, à la même dignité et à la même liberté. Le bien commun dépasse — et contient — le bien individuel. Salazar a dit : « NOUS AVONS LE DEVOIR DE TOUT SACRIFIER POUR TOUS ; MAIS PAS DE NOUS SACRIFIER TOUS POUR QUELQUES-UNS. »

- 9^{me} L'ETAT NOUVEAU veut rendre au Portugal son ancienne grandeur, dans la plénitude de sa civilisation universaliste de grand empire. Il veut que le Portugal soit, comme naguère, une des plus grandes puissances spirituelles du Monde.
- 10^{me} Les ennemis de L'ETAT NOUVEAU sont les ennemis de la Nation. Au service de la Nation — c'est-à-dire de l'ordre, de l'intérêt commun, de la justice pour tous — on peut et on doit employer la force qui réalisera, en ce cas, la légitime défense de la Patrie (1).

Annexe 2

Note sur les mouvements de libération des pays africains sous domination portugaise.

1. Angola.

Vers 1920 a été fondée la première organisation africaine des colonies portugaises, la *Liga Nacional Africana* (L.N.A.). La L.N.A. a été représentée à la III^e Conférence Pan-Africaine convoquée par le Dr. W. E. B. Dubois, et dont la seconde session s'est tenue à Lisbonne en 1923. Dubois espérait que ce geste renforcerait l'agitation d'un petit groupe d'intellectuels africains des colonies portugaises qui se trouvaient alors à Lisbonne et étaient liés à la L.N.A. A l'époque, la politique de la L.N.A. était en faveur de réformes dans les colonies et de l'opposition dans les limites constitutionnelles. Entre la première et la deuxième guerre mondiale, la L.N.A. était composée d'intellectuels, mais peu après 1940, la plupart de ses membres avaient perdu tout espoir de réformes et souhaitaient la transformation de la L.N.A. en une organisation de masse. Une minorité d'*assimilados* s'y opposa et les autorités portugaises intervinrent rapidement, remplaçant la direction élue par des comités administratifs nommés par le Gouverneur général.

Pendant la même période, une autre organisation se forme, l'*Associação Regional dos Naturais de Angola*

(1) Document publié en français par la Casa Portuguesa, Lisbonne.

(A.N.A.N.G.O.L.A.). Pendant les premières années de la guerre, ses membres entreprirent de redécouvrir leur passé et de résister à la destruction de la culture angolaise par les Portugais. En 1952, ils lancèrent un journal, *A Mensagem*, qui fut interdit après son second numéro. Ayant eu à subir une série de représailles de la part du gouvernement, la direction de l'A.N.A.N.G.O.L.A. comprit qu'il n'était plus possible d'agir ouvertement en organisations légales et qui si le travail devait continuer à se faire il devrait être clandestin. Pendant ce temps, les masses urbaines avaient amorcé une certaine agitation indépendante : à Nova Lisboa, l'*Associação Africana do Sul de Angola* (A.A.S.A.), organisation légale, était fondée par les travailleurs du chemin de fer. Par la suite, les Portugais supprimèrent son programme.

Ainsi, lorsque se fonda la première organisation de masse clandestine, le *Partido da Luta Unida dos Africanos de Angola* (P.L.U.A.), fondé après la guerre, se réunit à ce groupe pour constituer, en 1956, le *Movimento Popular de Libertação de Angola* (M.P.L.A.), les effectifs de la L.N.A. et de l'A.N.A.N.G.O.L.A. passèrent progressivement au M.P.L.A., ainsi que les membres du *Movimento para a Independência de Angola* (M.I.N.A.), créé pour le travail de propagande. La direction du M.P.L.A. est maintenant assurée de Léopoldville ; ses dirigeants sont Agostino Neto, Mario de Andrade. Neto, poète et intellectuel, a été arrêté en 1955 et emprisonné jusqu'en 1957, où il a été libéré sous la pression de l'opinion internationale. Il a été ensuite jugé et condamné à la privation des droits politiques et à six mois de détention préventive. En juin, il a été arrêté une seconde fois et transféré dans une prison de Lisbonne pour être, après, déporté aux Iles du Cap Vert et réemprisonné ensuite à Lisbonne. En juillet 1962, il s'est enfui du Portugal et vit actuellement à Léopoldville. Mario de Andrade, écrivain et poète, a eu une grande activité à Paris vers 1950 et a été l'un des promoteurs du Premier Congrès des Ecrivains Noirs, en 1957.

L'autre grand parti angolais est l'*União dos populações de Angola* (U.P.A.), fondée en 1956 à partir de l'*União dos populações do Norte de Angola* (U.N.P.A.), organisation des peuples du Nord de l'Angola, fondée en 1954. Il est très populaire parmi les peuples Bakongo du Nord de l'Angola. Le dirigeant de l'U.P.A., Holden Roberto, est né à Sao Salvador et a été élevé au Congo ex-belge, où il a travaillé plusieurs années à Léopoldville et Bukavu. Son vice-président, John Pinnock, a été chef de gare à Matadi, au Congo belge. L'U.P.A. publie un journal en quatre langues, *La Nation Angolaise*, à Léopoldville. En mars 1962, l'U.P.A. a fusionné avec le Parti Démocratique Africain, ancien ALIAZO, ou Alliance des ressortissants de Zombo (autre groupe ethnique du Nord), pour former le *Frente Nacional de Libertação de Angola* (F.N.L.A.).

2. Mozambique, Guinée, Iles du Cap Vert.

L'*União Democratica Nacional de Mozambique* (U.N.D.E. N.A.M.O.), fondé en 1960, groupe un grand nombre de membres

parmi les 850.000 travailleurs du Mozambique sous contrat en Rhodésie du Sud et en Afrique du Sud. Ses principaux responsables sont Adelino Gwambe, Paulo Gumane, C. Z. Maaleye et Marcelino dos Santos. *L'União Nacionalista Africana do Mozambique* (M.A.N.U.), réunit plusieurs organisations nationalistes, dont l'Union Mozambique Makonde, qui a une activité clandestine depuis 1955. Le M.A.N.U. a des bureaux à Zanzibar, Nairobi et Dar-es-Salaam. Son président est C. Mahala.

Pendant l'été 1962, les deux mouvements ont constitué un front uni, en s'adjoignant un troisième mouvement, *L'Union Nationale du Mozambique indépendant* (U.N.A.M.I.), le *Frente de Libertação de Mozambique* (F.R.E.L.I.M.O.); parmi les membres du conseil figurent Eduardo Mondlane (Président), Uria Simango (Vice-Président), David Mabunda (Secrétaire général) et Marcelino Dos Santos.

3. *Autres organisations.*

Des organisations nationalistes actives étendent la lutte à tout le reste de l'Afrique sous domination portugaise : le *Partido Africano de Independencia de Guine e Cabo Verde* (P.A.I.G.C.V.) en Guinée (Secrétaire général, Amilcar Cabral), le *Movimento de Libertação de Guine e Cabo Verde* (M.L.G.C.) aux Iles, le *Comité de Libertação de Sao Thomé e Principe* (C.L.S.T.P.) à Sao Thomé et Principe.

M.P.L.A., U.N.D.E.N.A.M.O., P.A.G.C.V., M.L.G.C. et C.L.S.T.P. se sont réunis à Casablanca en avril 1961 pour fonder la Conférence des Organisations Nationalistes des Colonies Portugaises (C.O.N.C.P.) : Président, Mario de Andrade ; Secrétaire général, Marcelino dos Santos. Le C.O.N.C.P. regroupe également les syndicats : U.N.T.G. (Union Nationale des Travailleurs de l'Angola) et l'U.D.E.M.O. (Union Démocratique des Femmes de Guinée).

Annexe 3

Programme du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (M.P.L.A.).

Le M.P.L.A. lutte pour la réalisation du programme majeur suivant :

1. *Indépendance immédiate et complète :*

— Liquidation en Angola, et PAR TOUS LES MOYENS, de la domination coloniale portugaise et de tous les vestiges des rapports colonialistes et impérialistes.

— Lutte en commun avec toutes les forces patriotiques angolaises, dans un vaste mouvement populaire, en vue de la prise du pouvoir par le peuple angolais et de l'instauration d'un régime républicain et démocratique, sur la base de l'indépendance totale.

— Abolition de tous les privilèges accordés par le régime colonial aux Portugais et aux autres étrangers.

— La souveraineté de l'Etat angolais appartiendra entièrement et uniquement au peuple angolais, sans distinction d'ethnie, de classe, de sexe, d'âge, de tendances politiques, de croyances religieuses ou de convictions philosophiques.

— La nation angolaise aura le droit sacré et inviolable de disposer d'elle-même, tant sur le plan politique, économique, diplomatique, militaire et culturel, que sur tout autre plan.

— Révision de la position de l'Angola dans tous les traités, accords et alliances dans lesquels le Portugal a engagé le pays sans le libre consentement du peuple angolais.

— Union populaire afin de liquider toute tentative d'agression impérialiste et tous les actes et manœuvres visant à léser l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de l'Angola.

— Etablissement de la paix en Angola, sur la base de l'instauration d'un régime de justice sociale, et sur la base de la reconnaissance par d'autres pays de l'indépendance, de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'Angola.

2. *Unité de la nation.*

— Garantir l'égalité de toutes les ethnies de l'Angola, renforcer l'union et l'aide fraternelle entre elles.

— S'opposer résolument à toute tentative de division du peuple angolais.

— Créer une situation permettant le retour au pays des centaines de milliers d'Angolais qui furent obligés de s'exiler à cause du régime colonial.

— Les régions où les minorités nationales vivent en groupements denses et ont un caractère individualisé peuvent être autonomes.

— Chaque minorité nationale ou ethnie aura le droit d'utiliser sa langue, de créer une écriture propre et de conserver ou rénover son patrimoine culturel.

— Dans l'intérêt de toute la nation angolaise, susciter et développer la solidarité économique et sociale, ainsi que des relations normales — sur les plans économique, social et culturel — entre toutes les régions autonomes et toutes les minorités nationales ou ethnies de l'Angola.

— Garantir la liberté de circulation de tous les citoyens angolais à travers le territoire national.

3. *Unité africaine.*

— Solidarité totale avec tous les peuples africains qui luttent pour leur indépendance complète et en particulier avec les peuples et mouvements politiques en lutte contre le colonialisme portugais.

— Contribution à l'unité de tous les peuples du continent africain sur la base du respect de la liberté, de la dignité et du droit au progrès politique, économique et social de ces peuples.

— Union des peuples africains sur la base de la volonté populaire librement exprimée et par des moyens démocratiques et pacifiques.

— Opposition à toute tentative d'annexion ou d'oppression d'un peuple.

— Dans le processus vers l'unité des peuples africains, défense des conquêtes politiques, économiques, sociales et culturelles des classes travailleuses et paysannes de chaque pays.

4. *Régime démocratique.*

— Régime *républicain, démocratique et laïque pour l'Angola.*

— Garantie de la liberté d'expression, de conscience, de culte ; de la liberté de presse, de réunion, d'association, de résidence, de correspondance, etc., pour tout le peuple angolais.

— Tout citoyen angolais — sans distinction de nationalité ou d'ethnie, de sexe, de catégorie sociale, de niveau culturel, de profession, de conditions de fortune, de croyances religieuses ou de convictions philosophiques — jouira du droit d'élection à partir de dix-huit ans et du droit d'éligibilité à partir de vingt et un ans.

— Régime électoral basé sur le suffrage universel, égal, direct et secret.

— L'Assemblée du peuple de l'Angola sera l'organe suprême du pouvoir législatif de l'Etat.

— L'Assemblée du peuple de l'Angola sera issue d'élections générales libres. Dans les élections générales libres, les partis politiques légaux pourront présenter leurs candidats sur une liste commune ou séparément.

— L'Assemblée du peuple de l'Angola élaborera la première Constitution de la République de l'Angola.

— Tous les membres de l'Assemblée du peuple de l'Angola jouiront de l'immunité parlementaire.

— L'Assemblée du peuple de l'Angola désignera un Gouvernement de coalition qui renforce effectivement l'union entre les minorités nationales ou ethnies, les différentes régions du

pays, les différentes couches sociales et les différents partis politiques, et qui exprime réellement la volonté de la nation en faveur de la liberté et du progrès de l'Angola et contre l'aliénation politique, économique, territoriale ou culturelle du pays à des intérêts étrangers.

— Le Gouvernement de la République de l'Angola sera l'organe suprême du pouvoir exécutif de l'Etat.

— Le Gouvernement de la République de l'Angola tiendra son pouvoir de l'Assemblée du peuple de l'Angola et répondra de sa politique devant cette Assemblée.

— Chaque région autonome aura le droit d'adopter des dispositions régionales adaptées à ses particularités, mais qui ne soient pas en contradiction avec la législation générale de l'Angola.

— Africanisation des cadres, de tout l'appareil administratif du pays.

— Garanties de protection, en accord avec la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, à la personne de tous les étrangers qui respectent les lois en vigueur dans le pays.

5. Reconstruction économique et développement de la production.

— Développement par étapes et planification de l'économie de l'Angola.

— Transformation de l'Angola en un pays économiquement indépendant, industriel, moderne, prospère et fort.

— Développement de l'agriculture, en vue surtout de la suppression de la monoculture et de l'augmentation progressive de la productivité agricole et de la mécanisation progressive du travail à la campagne.

— Création et développement progressif des entreprises commerciales et industrielles de l'Etat, des coopératives d'achat et de vente, des coopératives de production. Création progressive d'industries lourdes et d'industries légères pour la production d'articles de consommation courante du peuple.

— Exploitation par l'Etat des ressources énergétiques du pays.

— Restauration et développement des industries traditionnelles africaines.

— Abolition des privilèges attribués par le régime colonial aux entreprises économiques portugaises et aux autres entreprises étrangères.

— Développement des moyens de communication et de transport.

— Protection de l'industrie et du commerce privé.

— Encouragement de l'industrie et du commerce privés utiles à l'économie de l'Etat et à la vie du peuple.

— Les entreprises exploitées par des étrangers auront à se conformer aux nouvelles lois en vigueur en Angola.

— Protection des entreprises économiques exploitées par des étrangers et qui soient utiles à la vie, au progrès et au renforcement de l'indépendance réelle du peuple angolais.

— Développement intensif des relations économiques entre les villes et les campagnes, dans le sens d'une amélioration progressive des conditions de vie à la campagne et de l'élévation du niveau de vie les populations paysannes.

— Application effective d'une politique qui tienne compte à la fois des intérêts des employés et des employeurs.

— Création d'une Banque d'Etat et d'une monnaie nationale. Eviter l'inflation et stabiliser la monnaie.

— Contrôle par l'Etat, dans l'intérêt de tout le peuple, du commerce extérieur de l'Angola.

— Révision de la soi-disant dette de l'Angola envers le Portugal. Combattre le déficit de la balance commerciale de l'Angola. Equilibrer les recettes et les dépenses du pays.

— Abolition du système fiscal institué par les colonialistes portugais et création d'un nouveau système fiscal juste, rationnel et simple.

— Ajustement et stabilisation des prix.

— Lutte contre la spéculation.

6. *Réforme agraire.*

— Application d'une réforme agraire, tendant à faire disparaître toutes les injustices, à liquider le monopole privé de la production des produits de consommation agricole, et réalisation du principe : la terre appartient à ceux qui la travaillent.

— Nationalisation des terres des adversaires du mouvement populaire pour l'indépendance immédiate et complète de l'Angola des traîtres et des ennemis déclarés de l'Etat angolais indépendant et démocratique.

— Définition des limites de l'extension de la propriété privée rurale, en tenant compte de la situation agraire de chaque localité.

— Après la révision des titres de possession des terres, achat par l'Etat, à juste prix, des terres dépassant les limites établies par la loi.

— Distribution des terres aux paysans sans terre et à ceux qui n'en possèdent pas suffisamment.

— Les bénéficiaires du partage des terres légalement réparties n'auront rien à payer ni aux expropriés, ni à l'Etat.

— Sauvegarde des droits conquis par les paysans au cours de la lutte populaire pour l'indépendance de l'Angola.

7. *Politique sociale de justice et de progrès.*

— Protection par l'Etat des droits des travailleurs, des paysans et de toutes les couches sociales qui défendent acti-

vement l'indépendance de l'Angola, la souveraineté et l'unité du peuple angolais et l'intégrité territoriale du pays.

— Abolition immédiate du régime de travail forcé.

— Respect de l'indépendance effective des syndicats et des organisations légales des travailleurs.

— Institution de la journée de travail de huit heures et application progressive de nouvelles lois sur la protection du travailleur.

— Fixation par l'Etat d'un salaire minimum des travailleurs et application rigoureuse du principe : « A travail égal, salaire égal ». Abolition de toutes discriminations de sexe, d'âge et d'origine ethnique.

— Protection des églises, des lieux et des objets du culte, des institutions religieuses légalement reconnues.

— Egalité totale des droits sans distinction de sexe — sur tous les plans — politique, économique, social et culturel. Les femmes auront rigoureusement les mêmes droits que les hommes.

— Assistance de l'Etat aux femmes en couches et à l'enfance.

— Application de l'assistance sociale. Assistance à tous les citoyens angolais dépourvus de ressources et victimes de maladies, ou de chômage involontaire, ou atteints par la vieillesse ou par l'invalidité.

— Liquidation progressive du chômage. Garantie du travail aux ouvriers, employés, fonctionnaires et aux jeunes qui achèvent leurs études.

— assistance privilégiée à tous les citoyens invalides à la suite de leur participation active au combat pour l'indépendance de l'Angola. Assistance à la famille de ceux qui seraient tombés pour la patrie angolaise.

8. Développement de l'instruction, de la culture et de l'éducation.

— Liquidation de la culture et de l'éducation colonialistes et impérialistes. Réforme de l'enseignement en vigueur. Développement de l'instruction, de la culture et de l'éducation au service de la liberté et du progrès pacifique du peuple angolais.

— Combat vigoureux et rapide contre l'analphabétisme dans tout le pays.

— L'instruction publique sera de la compétence de l'Etat et se trouvera sous son orientation directe.

— Obligation et gratuité effective et progressive de l'instruction primaire.

— Développement de l'enseignement secondaire et de l'enseignement technique et professionnel. Création de l'enseignement supérieur.

— Etablissement de relations culturelles avec des pays étrangers. Formation et perfectionnement des cadres techniques nécessaires à la construction du pays.

— Impulsion et développement des sciences, des techniques, des lettres et des arts.

— Institution, à la campagne, des moyens efficaces et suffisants pour l'assistance médicale et sanitaire des populations paysannes. Développement équilibré, à l'échelle nationale, des services d'assistance médicale et sanitaire.

— Liquidation de la prostitution et de l'alcoolisme.

— Stimulation et appui aux activités progressives de la jeunesse.

— Encouragement et protection, dans tout le pays, de la culture physique.

9. *Défense nationale.*

— Création d'une armée de défense nationale, avec des effectifs suffisants, intimement liée au peuple et commandée entièrement par des citoyens angolais.

— Armer, équiper et entraîner immédiatement et dûment l'armée. Instaurer une nouvelle instruction militaire et politique pour l'armée et unifier cette instruction. Etablir des relations démocratiques entre les officiers et les soldats. Consolider la discipline. Au sein de l'armée, développer et fortifier une conscience nationale, et combattre toutes les tendances au régionalisme.

— Interdiction de bases militaires étrangères sur le territoire national.

10. *Politique extérieure indépendante et pacifique.*

— Etablissement et maintien des relations diplomatiques avec tous les pays du monde, sur la base des principes suivants : respect mutuel de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale, non-agression, non-ingérence dans les affaires intérieures, égalité et réciprocité d'avantages, coexistence pacifique.

— Respect des principes de la Charte des Nations Unies.

— Non-adhésion à un bloc militaire.

— Relations spéciales de bon voisinage et de collaboration avec les nations limitrophes de l'Angola.

— Protection des Angolais résidant à l'étranger.

Introduction	7
I. Histoire de la colonisation portugaise : une « colonisation réflexe »	19
1. La colonisation en Asie	21
2. La colonisation en Amérique	27
3. La colonisation en Afrique	31
II. Le système colonial : « L'ultra-colonialisme »	43
1. Le travail forcé	45
2. Le colonat	63
3. Les missions.	71
4. Idéologie : théorie et pratique	79
5. Un condominium camouflé	91
III. Libération nationale :	
1. L'insurrection.	107
2. L'offensive portugaise	117
3. Résistance stabilisée.	121
IV. Perspectives :	
1. Perspectives internationales.	131
2. Perspectives économiques	139
3. Perspectives politiques	145
Annexes :	
1. Décalogue de l'Etat nouveau portugais	155
2. Notes sur les mouvements de libération des pays africains sous domination portugaise.	156
3. Programme du mouvement de libération de l'Angola	158